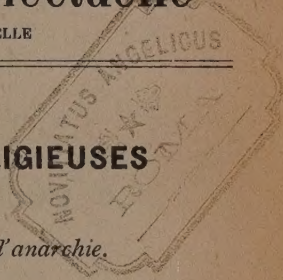
T. XXI — N° 1 10 Avril 1933

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE



QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS. *Le péché d'anarchie.*

ROBERT D'HARCOURT. *La trahison de la joie.*

Est-il possible de dresser une carte de la joie, et ses contours en Allemagne coïncideraient-ils avec les frontières confessionnelles? Un des hommes qui connaissent le mieux l'âme allemande croit pouvoir le conclure.

NOTES ET DOCUMENTS

KARE SKREDSVIK. *Les tendances catholiques dans l'Église Suédoise.*

Un document qui jette un jour très curieux sur certaines tendances catholiques dans l'Église Suédoise... et sur la psychologie de son auteur.

A.-H. D. *Une Église nationale allemande?*
La persécution au Mexique.

A travers les revues

« Esprit ».
L'Action catholique en Amérique.

Billet de Christianus

Le péché d'anarchie

C'était dans un magasin. L'acheteuse causait avec la marchande : « La crise économique dure et s'aggrave. — Eh oui ! Il y a quelques mois on croyait que cela allait finir. Il n'en est rien, hélas ! — Peut-être n'est-ce pas « hélas ! », mais « heureusement », qu'il faut dire », n'ai-je pu m'empêcher de penser tout haut. Les deux interlocutrices se sont retournées : « Vous vous moquez, Monsieur, m'a dit l'une d'elles. — Mais non, Madame, je ne me moque point. La crise, sans doute, c'est fort douloureux, mais il y aurait quelque chose de plus grave pour l'humanité que la crise économique présente, pour dure qu'elle soit : ce serait qu'elle finisse avant qu'on ait rien fait pour en éviter le retour. »

*
* *

La crise ! On a beaucoup écrit et discouru à son sujet, et les opinions les plus contradictoires ont été émises. On n'est pas arrivé à se mettre d'accord sur l'importance relative de ses causes : surproduction, sous-consommation, abus du crédit, barrières douanières, etc... Pourtant un fait global semble s'imposer à tous : il y a désordre dans les divers éléments de la vie économique du monde : production, circulation, consommation. L'économie est devenue tout à la fois mondiale et anarchique.

Quand on est en face de cette constatation, la réaction spontanée de tout esprit qui croit que la vie économique

n'est pas un simple phénomène physique, mais est un phénomène humain, et que dans tout phénomène humain la liberté joue son rôle, est de s'écrier : Puisqu'il y a désordre, il faut mettre de l'ordre; on ne sortira de l'anarchie qu'en organisant. M. de La Palisse lui-même aurait voté d'enthousiasme pour cette proposition.

Il ne semble pas pourtant qu'on ait fait grand'chose jusqu'ici dans cette voie. Au lieu de la marche en avant dans le sens de la coordination de l'économie mondiale que toutes les conférences d'experts — il importe de le noter — indiquent comme la seule voie de salut, on a assisté à un ou plusieurs pas en arrière, à un reploiement de chaque nation sur elle-même. Qu'en cette période de crise violente, et tant que l'on n'est pas parvenu à un accord, ce reploiement soit un geste de défense nécessaire, il se peut; mais s'y enfermer comme en une politique durable serait un véritable contresens, car ce serait aller en sens contraire de l'évolution naturelle du monde telle que l'a provoquée ce phénomène irréversible qu'est l'apparition de la machine. Quand spontanément les relations économiques tendent à se multiplier, les arrêter par la force au lieu de les régler serait ramer contre la Providence. L'autarchie, en notre époque de civilisation mondiale, ne peut plus être qu'une forme d'anarchie.

On a l'air d'attendre seulement que la crise cesse par enchantement — pour recommencer... comme avant. Mais alors, malheureux que nous sommes, si cela recommence comme avant, ce qui recommencera ce sera la course accélérée vers une prochaine crise. Le pire qui puisse arriver à l'économie mondiale serait de voir le mouvement économique — sous l'influence de quelque optimisme collectif irraisonné — repartir soudain à grande vitesse, sans que rien ait été organisé pour éviter le retour des événements dont nous souffrons. Nous ne tarderions guère à les voir reparaître, et peut-être pires.

C'est dire l'importance de la Conférence économique mondiale en préparation, importance égale sans doute à celle de la Conférence du désarmement et d'ailleurs destinée à avoir une profonde répercussion sur elle. De plus en plus, en effet, l'ordre économique et l'ordre politique apparaissent liés, et bien souvent c'est l'ordre économique qui mène le jeu. Nous souffrons en eux d'une double anarchie et c'est dans les deux ordres que le monde doit s'organiser.

Il ne s'agit pas là d'ailleurs seulement d'intérêt mais de devoir ; et il n'y a pas à s'en étonner, car à ce niveau d'universalité le devoir et l'intérêt tendent d'eux-mêmes à coïncider. A ne pas s'appliquer à ce devoir, il n'y aurait pas seulement méconnaissance de l'avantage de tous et de chacun, mais faute morale, puisque la morale consiste à vivre selon la raison et à organiser la vie selon l'ordre. Sans doute si le moraliste a son mot à dire ici comme partout, ce n'est pas pour donner les solutions techniques du problème, mais il est de son rôle de marquer qu'il doit être résolu et d'indiquer l'esprit qui doit en inspirer la solution. Cet esprit est un esprit de collaboration fraternelle des habitants de la terre et ce devoir est un devoir d'organisation mondiale. En effet, le principe de justice qui domine la vie des groupes comme celle des individus n'exige pas seulement que l'ordre social soit respecté quand il existe, mais aussi qu'il soit créé quand il n'existe pas et apparaît pourtant nécessaire. Il est des organisations sociales qu'on a l'obligation de faire naître. Ce devoir de justice sociale ne charge pas, bien évidemment, la conscience des dirigeants d'une société qui n'existe pas encore, mais celle de ceux qui ont le pouvoir de l'enfanter. Ceux qui faillissent à ce devoir se rendent coupables d'un péché d'anarchie. Par un curieux paradoxe, ceux qui ont le plus tendance à le commettre dans l'ordre mondial sont ceux-là mêmes qui se proclament, dans le domaine national, les partisans de l'ordre.

*
* *

Mais comprendrons-nous cette leçon que Dieu nous donne par les événements, leçon d'universelle solidarité et leçon de discipline mondiale à consentir librement, ou bien la leçon de la crise — comme celle de la guerre — aura-t-elle été insuffisante et faudra-t-il attendre la prochaine crise pour que nous comprenions ?

CHRISTIANUS.

La trahison de la joie

La « trahison de la joie ». Le mot est de Max Scheler et il est saisissant. Nous le rencontrons dans ses *Moralia* à propos de Kant, de Fichte, de Hegel, de Schopenhauer, de Hartmann, de Nietzsche et aussi de Frédéric II.

Ces noms, dans la pensée de l'auteur du « Principe d'Éternité dans l'homme », appartiennent à la même famille spirituelle. Philosophes et monarque sont liés par la même chaîne de culpabilité. Ils portent devant l'homme la responsabilité de la mort de ce qui est à la créature plus indispensable peut-être que l'air qu'elle respire : la joie. Dans leur ciel sans couleur, il n'y a plus de place pour le bonheur. Ils ont vidé l'acte de l'homme de son principe intérieur d'élan et de fraîcheur. Cet acte subsiste, admirable à l'occasion de puissance, mais il s'élève tout seul dans un air raréfié, sans autre soutien que celui d'impératifs glacés.

L'héroïsme même d'un Frédéric II obéit à une loi de sombre mécanisme, dépouillé de cet élément d'optimisme vital, de confiance cordiale, qui nous semble comme le climat naturel et nécessaire du geste du héros. Aucun jaillissement, aucun idéal, aucune illusion à la base de l'action. Frédéric pétrit la pâte humaine de façon souveraine — souveraine dans la force lucide, souveraine dans le mépris. On connaît son mot dans la bataille de Fehrbellin à ses soldats qui lâchent pied : « Chiens ! vous voulez donc vivre toujours ! » (*Ihr Racker, wollt ihr ewig leben?*)

Il s'irrite de voir ses hommes s'accrocher de tout leur faible cœur mortel à cette chose médiocre et tiède, immense pour eux, leur vie. Il ne croit pas à l'homme, mais il croit à l'État. Et encore le mot croire est-il ici peut-être de trop. Il y a de la chaleur dans croire. Frédéric construit sans la foi.

Le miracle, c'est la grandeur finale de l'œuvre édifiée sans joie : la Prusse.

Scheler a lumineusement montré, dans la ligne d'existence du roi de Prusse, le modèle qui a — peut-être inconsciemment — orienté Kant. « L'éthos, la forme de vie de Frédéric a peut-être été pour Kant le modèle secret, à demi conscient, de l'éthos de l'impératif catégorique. »

Et, plus loin, ces développements parfaits : « L'existence de héros de Frédéric nous apparaît étrangement vide de joie. Son héroïsme ne prend pied ni sur un sentiment religieux de quelque profondeur faisant entrevoir la béatitude à la fidélité morale, ni sur une des doctrines de perfectionnement humain du bonheur si chères à son siècle. Toute croyance de ce second ordre est exclue par la profondeur de son pessimisme et par l'âcreté de son mépris de la créature humaine. Le mépris du bonheur (*Verachtung des Glückes*), c'est l'enseignement même d'une vie de héros si souvent et si profondément déçue par l'humain. »

Cependant le grand responsable de cette « trahison de la joie », de ce « mépris du bonheur », nous aurons chance de le nommer de son vrai nom en désignant le protestantisme. C'est lui qui est coupable de l'assombrissement de l'atmosphère. Même quand on ne se réclame pas de lui, même quand on le rejette, il reste le principe de continuité entre les noms mis en accusation par Scheler, la marque héréditaire profonde, le signe de

famille. Pour avoir le droit de ne pas douter de l'obscurcissement du ciel allemand par la réforme, nous voudrions n'invoquer que d'irrécusables témoins, les protestants eux-mêmes. Karl Sell, le professeur d'histoire de l'Église de Bonn, écrit : « Sur le sol protestant, le pessimisme pousse tout droit comme une plante vivace. » « Un sérieux, une gravité continue, écrit à son tour Hagenbach dans son *Histoire de la Réformation*, sont comme étendus sur le protestant qui n'arrive jamais à s'épanouir dans la gaîté et la joie spontanées chez le catholique ».

Ce mot de *Ernst* (le sérieux avec une nuance de tension austère et aussi de poids dans la rigidité) nous le retrouvons dans Oswald Spengler (*Untergang des Abendlandes*), qui insiste, lui aussi, sur la paralysie du sourire, sur la pauvreté de lumière, sous la latitude protestante : « Une pesante gravité » (*ein schwerer Ernst*) se répandit sur les pays où était mort le sacrement de la confession. Mœurs, costumes, art, pensée, prirent la teinte nocturne (*die nächtliche Farbe*) du seul mythe qui restait debout. Il n'est rien de plus pauvre en soleil (*nichts Sonnenärmeres*) que la doctrine de Kant. »

Dans son excellent livre *Le Royaume de l'Occident* (*das Reich des Abendlandes*) Haniel-Niethammer met très clairement à découvert le dénûment intérieur qui, en climat protestant, se cache sous la perfection du mécanisme. Il montre très bien le paradoxe de contraste entre l'impeccable fonctionnement du rouage et la pauvreté des sources, la condition de tension désespérée, la position inviable qui en résultent pour l'homme dont la machine n'épuise ni ne comble les possibilités et les aspirations, qui a, vitalement, besoin d'autre chose :

Tout ce qui en Prusse sortait de l'État, l'administration, l'armée, a été parfait, exemplaire, un modèle pour le monde entier. Tout ce qui en revanche sortait du peuple, la vie, la langue, l'art, était sec,

dur, sans poésie. Les succès pratiques de l'État prussien ont, durant un temps, ébloui et fait figure de vertus. Aujourd'hui nous reconnaissons que la carence poétique est profondément une carence créatrice, une déficience de l'être. Une certaine sobriété austère, une certaine rigidité piétiste ne sauraient constituer les buts derniers dont un peuple peut vivre. L'idée unique sur laquelle s'est fondé et maintenu l'État prussien est l'impératif catégorique : Il faut, tu dois, le devoir pour le devoir.

L'impératif catégorique est, dans son culte du devoir, sa religion de l'obligation (*Pflicht*) conçue comme un absolu, suspendue dans le vide et sans autre légitimation qu'elle-même, le prolongement direct du protestantisme. Dans ses conséquences désolées, il va plus loin encore : la foi est supprimée, mais Dieu est gardé comme condition d'un univers qui se disloquerait sans lui. Le devoir perd sa grandeur et sa noblesse d'hommage à Dieu et en même temps sa beauté de liberté, son principe d'acquittement dans la reconnaissance et la joie. Lui aussi, il est gardé au seul titre de la nécessité, comme rigoureuse condition du maintien de l'édifice humain que sa propre ruine rendrait ruineux.

Cette subversion de l'ordre des dépendances dans la conception protestante passe avec la plus rigide logique sur le plan pratique et se traduit parfaitement dans la place que le Prussien accorde par exemple à la famille et à l'État dans leurs rapports mutuels. Stapel, dans sa brochure *Il faut une Prusse* (*Preussen muss sein*), a donné une très nette définition de l'État-divinité, de l'État norme suprême de toutes les activités humaines, dépossédant Dieu de son caractère de principe et de but du devoir :

Famille, biens, pays, sont subordonnés à l'État, servent (*dienen*) l'État ; et ce n'est point le contraire qui est vrai. L'État n'est point là pour la famille, pour les biens matériels et pour le pays.

Conception de la cité et des hiérarchies humaines formellement contraire à la conception catholique et élevant l'État à la hauteur d'une sorte d'absolu métaphysique. Terminons ces citations par ces quelques lignes empruntées à Friedrich Heiler qui arrive, au terme d'une étude comparée sur les secours respectifs trouvés par le protestant et le catholique dans l'économie intérieure de leur foi, à la conclusion suivante :

Il est étrange et surprenant — mais les conclusions de l'expérience pratique sont à cet égard formelles — il est étrange que nous rencontrions à l'intérieur du catholicisme romain plus de joie de la Rédemption, plus de réelle certitude du salut que dans le protestantisme où la certitude du salut s'est figée et glacée en abstraction théologique.

Dans ces lignes si justes de l'éminent philosophe des religions, il n'est qu'un mot que nous serions tentés de trouver de trop, le mot étrange (*sonderbar*).

Non, en vérité, point étrange. Le protestantisme, qui accorde *en théorie* au croyant la certitude de son rachat, par l'efficacité souveraine de la seule pensée de la libération de l'humanité par la Croix (pensée toujours plus fortement renouvelée dans le cas de défaillance), le laisse pratiquement désarmé et seul en face du scrupule et devant l'inquiétude de ses voix intérieures. Il ne fait point sa part à l'angoisse humaine. La doctrine de la justification par la foi est en fait une doctrine d'effroyable délaissement. Qui assurera l'âme (que Luther nous montre condamnée par nature à la déchéance dans l'impuissance) que la lumière lui est rendue après les ténèbres, que les ponts sont rétablis, que sa prière porte? Elle ne peut prendre appui sur rien d'autre qu'elle-même. Le sentiment même de la puissance de son acte de confiance, de cet élan intérieur auquel tout est suspendu, et dont rien de l'extérieur ne lui garantit l'efficacité et la qualité

salvatrice, l'écrase, se change en raison nouvelle d'obscurité et de désespoir. Luther ne lui laisse pas le plus faible espoir que ses actes puissent lui être de quelque secours. « L'homme, écrit-il, est créature de péché, il peut se tourner comme il voudra. Quoi qu'il fasse, il ne peut de lui-même rien produire de bon, rien qui existe devant Dieu. Il est contraint de voir que toutes ses bonnes œuvres ne sont que péché. »

L'Église, le prêtre, les sacrements (sauf le baptême), le monde des représentations matérielles, des images, tout ce qui s'insère entre la créature et le Créateur, tout ce qui peut être pour l'âme truchement et aussi assistance, soutien de la solitude dans son effrayant dialogue avec Dieu, tout est supprimé. Que rien ne dérange l'écrasant tête-à-tête de l'homme avec son Juge!

Il y a chez Luther comme un besoin de désolation. Il n'admet pas que la recherche du bonheur, la faim du bonheur — cet instinct profond inhérent à la nature même de l'homme, à ses fibres les plus intimes et sur lequel s'appuyait saint Augustin mais qu'il orientait vers l'Éternel comme vers la seule source capable de l'étancher, — puisse être terrain religieux. Il repousse comme suspectes les bases naturelles dont s'emparait saint Augustin pour jeter l'homme en Dieu. L'instinct du bonheur, l'instinct vital de la joie, a pour lui une odeur païenne. Il ne laisse plus entre les bras de l'homme que la statue du devoir.

*
* *

Le Dr. Hans Rost, dans un article excellent de l'*Allgemeine Rundschau* qu'il intitule « la Gaîté de l'homme catholique » (*die Fröhlichkeit des katholischen Menschen*) et auquel ces quelques notes doivent beaucoup, emploie

une expression parfaite. Il parle de « Géographie de la Joie ».

Il y a en effet une carte de la Joie qu'il serait facile de dresser dans le monde, mais dont nous ne voulons aujourd'hui étudier les contours qu'en Allemagne. Cette carte, on constaterait sans peine que ses articulations intérieures épousent presque mathématiquement les lignes de partage confessionnelles. Les taches claires, c'est-à-dire les régions dans lesquelles la joie atteint son maximum de densité, sont les pays restés catholiques. Les taches sombres sont les contrées gagnées au protestantisme. Les généralisations sommaires sont presque toujours sujettes à caution. Celle-ci toutefois soutient l'examen. Elle ne sera contredite, pensons-nous, par aucun des voyageurs qui ont traversé l'Allemagne. Il suffit d'avoir des sens ouverts, il suffit d'enregistrer correctement, pour percevoir la différence — aussi frappante que l'air qu'on respire — dans la qualité du climat intellectuel et moral entre les pays Rhénans et le Brandebourg, ou entre Munich et Kœnigsberg.

Écartons tout de suite une objection. Il y aurait, nous dit-on, méprise sur le fond, substitution arbitraire de causes d'ordre confessionnel à des facteurs de latitude et de longitude. Notre erreur reposerait sur une simple coïncidence fortuite entre les pays de confession protestantes et les régions naturellement dotées d'un sol avare et d'un ciel pauvre. M. Werner Sombart a écrit des lignes où l'on pourrait trouver la justification de cette interprétation :

Le divin lazzarone qui, roulé dans quelques misérables guenilles, fait le lézard sur les dalles de pierre chauffées par le soleil de la Chiaia, et dont la ration alimentaire journalière consiste en une poignée de châtaignes, un oignon ou une pastèque, ressent infiniment moins âprement la morsure de la lutte pour la vie que l'enfant

des pays nordiques pour lequel le souci du vêtement chaud, du toit à l'abri des intempéries, d'une substantielle et solide nourriture, constitue une nécessité vitale... Le *dolce far niente* a pour condition le bleu du ciel... Dans des atmosphères comme celles des régions du Nord où rien n'invite à l'amour et à la joie, que reste-t-il donc à l'homme en dehors de son devoir?

Cette interprétation du climat moral par le climat matériel a une certaine force. Elle est inexacte dès lors qu'elle prétend être exhaustive. La qualité du ciel joue comme facteur, mais seulement comme facteur additionnel. La cause profonde de la différence d'épanouissement dans le visage moral des diverses régions d'Allemagne, ce n'est point dans la latitude qu'il faut la chercher, mais au plus profond de l'homme et dans son ressort le plus intime : l'espérance religieuse. La meilleure preuve en est dans la juxtaposition, parfois à quelques kilomètres d'éloignement de deux pays à physionomie psychologique entièrement différente. La remarque vaut particulièrement pour des régions comme la Bavière (on pourrait en dire autant de la Suisse cantonale) où le morcellement, la marqueterie des confessions est particulièrement accusée. Une demi-heure de route à pied rend au voyageur qui passe de la terre catholique à la terre luthérienne l'assombrissement de l'atmosphère sensible, palpable si l'on peut dire. Le ciel n'a pas changé au-dessus des têtes, il a changé dans les cœurs.

Le contraste, ainsi qu'il est naturel, est plus marqué encore, plus massif, entre les grandes régions catholiques de l'Ouest et du Sud et les mornes plaines du Brandebourg et des Marches de l'Est. Tout dit ici l'exil de la joie. Plus de rafraîchissement pour le regard, plus un accent de gaîté et de lumière. Disparues les plaisantes toilettes bigarrées, les taches vives et crues des chapeaux des femmes, les belles vestes brodées et chamarrées des

hommes, toutes les richesses exhibées le dimanche pour honorer Dieu et aussi pour faire admirer de beaux atours et attester la plénitude des armoires de famille. Le protestant du Nord ne connaît pour les grands jours que le noir austère boutonné jusqu'au menton. Il confond solennité et pompes funèbres. Disparus les signes de la foi et de l'espoir aux carrefours et le long des routes : les Christs aux croisées des chemins, les images de la Vierge et des Saints, les naïfs oratoires ingénieusement et — ingénûment — logés dans les troncs d'arbres, la petite chapelle de la forêt dont les rudes planches de sapin portent de touchantes suppliques gravées de la pointe du couteau au-dessous de cœurs entrelacés. Les cloches des églises s'ébranlent encore, mais leur voix a perdu son sens. Elles sonnent un angélus auquel on a cessé de croire. Disparue la spontanéité des foules, l'abondance de kermesses des jours de fête. D'une façon générale, l'accent spécifiquement populaire est infiniment plus pauvre qu'en pays catholique. Le spécialiste d'histoire culturelle, Georg Steinhausen, a mis ce point très bien en lumière. Il suit très loin en arrière, et jusqu'au XVI[e] siècle, les radicales divergences entre les manifestations de l'âme populaire selon les confessions. L'intégrité de la vie populaire lui apparaît

infiniment mieux respectée et sauvegardée dans le Sud de l'Allemagne et en Autriche que dans l'Allemagne Centrale et Septentrionale. L'ensemble de la vie sensible, de la vie du cœur, des régions méridionales, s'est conservé intact, infiniment plus direct, plus immédiat, plus naïf que dans le Nord. La vie intellectuelle y repose davantage sur la vision, sur le concret et aussi sur le naturel. C'est une des raisons pour lesquelles on y trouve plus développé le don artistique.

L'auteur met ici très heureusement le doigt sur une des raisons de cette sensation d'assombrissement que

l'observateur éprouve en passant du climat catholique au climat protestant : l'appauvrissement du concret au profit de l'abstrait, de la vie directe au profit du concept. Le rationalisme protestant, en séparant l'homme des choses, porte atteinte à la joie de l'être, à ce que les Allemands appellent *Dingsfreudigkeit*.

Dans cette absence de liberté, d'épanouissement, cette pauvreté en couleur si frappantes dans les régions réformées, tout particulièrement aux dates des grandes fêtes qui sont comme des haltes naturelles dans la vie populaire, entre un autre facteur auquel il convient de faire ici sa place. Le protestant a infiniment moins que le catholique le sens de la détente. Son culte du rendement (ce que les Allemands désignent très bien par le mot *Strebsamkeit*), l'inflexible trajectoire de son effort, mettent à son front un pli que n'effacera plus le dimanche. Il reste tout le long de l'année l'homme de la semaine, l'homme de la tâche. Il ne sait plus se reposer. Il ne sait plus jouer.

Un exemple bien frappant est celui du carnaval. On peut dire sans exagération que le carnaval allemand a des frontières confessionnelles aussi nettes, aussi strictes que les frontières géologiques de la vigne. Il s'épanouit en pays catholique. Munich et Cologne sont ses deux capitales. Il meurt dès qu'il arrive à la limite du sol protestant. Il ne nous vient pas à la pensée de faire sortir de cet exemple plus qu'il ne vaut, de tirer du carnaval, au sujet duquel s'imposent d'incontestables réserves du point de vue des mœurs, une sorte d'apologie, parfaitement ridicule, du catholicisme. Mais il n'en reste pas moins qu'il représente, avec tous ses excès, tous ses débordements, une manifestation du plaisir de vivre, un épanouissement de la joie des cœurs et des corps.

Un autre exemple assez frappant pourrait être tiré de

la façon de s'aborder, des formules de salut si différentes en terre catholique et en terre protestante. Les pays catholiques ont conservé la charmante formule de bienvenue si cordiale, si chaude, si naïve et en même temps, comme tant de vieux usages, si pleine de sens profond, que l'on entend encore aujourd'hui résonner sur tous les chemins de Bavière : *grüss Gott*, abréviation pour *grüss dich Gott* (que Dieu te salue). Un trait d'union entre fils du même Père. Un salut en Dieu. Le protestant du Nord n'a plus que le sec et banal *guten Tag*, ou pis encore, ce *Mahlzeit* qu'il répète à tout propos et hors de propos. *Mahlzeit*, littéralement : repas. Le mot se comprend à la rigueur au sortir de table comme souhait de bonne digestion. Ce *benedicite* laïc à physionomie viscérale est déjà passablement bas. Mais où il ne se comprend plus du tout, c'est au cours de la journée, le long des routes, dans la rue, devant un paysage ou un tableau. La persistance de la préoccupation digestive devient ici nettement de l'abus. Quelle distance parcourue depuis le *grüss Gott* catholique ! La punition du salut qui se détourne de Dieu est de ne plus s'adresser qu'au ventre.

Sur ce thème des usages populaires, miroir de l'âme d'une race et de son aptitude à la joie, il y aurait bien d'autres choses encore à dire. Nous avons retenu pour la fin et comme conclusion de cette trop brève étude sur le catholicisme et le protestantisme envisagés du point de vue de leur aptitude respective à procurer à l'homme, notamment d'Allemagne, l'épanouissement de la vie, un fait crucial : la statistique du suicide. Il y aurait une éloquente carte du suicide à établir pour l'Allemagne. Là encore nous pouvons constater une frappante superposition des lignes de démarcation. Avec une pathétique régularité nous voyons les régions noires, c'est-à-dire les régions à forte densité de suicide, coïncider avec les pays

protestants. Les taches claires, au contraire, les éclaircies, restent les régions catholiques. C'est à la Germanie luthérienne qu'appartient le plus fort pourcentage de démissionnaires de la vie.

Des chiffres. En gros la proportion est à peu près du double ou du triple. Les districts à très forte majorité catholique (90 o/o) fournissent sur un espace d'environ 30 ans une proportion de suicides de 0,77 pour 10.000 habitants. Les districts en très forte majorité protestants (90 o/o) fournissent pour la même durée une proportion de 2,43 pour le même chiffre de 10.000 têtes (les mêmes proportions s'établissent à peu près en Suisse entre cantons catholiques et cantons réformés).

Encore une fois, qu'on ne vienne pas ici invoquer les influences de la latitude et du climat, les conseils de désespoir d'un ciel avare de lumière et l'influence réchauffante et cordiale des régions plus méridionales. Ce sont les frontières confessionnelles qu'épousent les lignes de variation du suicide, non les degrés de latitude ou de longitude. Sur toute l'étendue de la carte d'Allemagne, et en indépendance parfaite du facteur climatérique, les taches claires, les régions à faible densité de suicide, sont les régions catholiques. Dans la Prusse de l'Est et en Haute-Silésie tout comme en Rhénanie et en Bavière. Où le fait est le plus frappant, c'est quand il s'agit d'îlots, d'étroites enclaves, comme c'est le cas pour les districts catholiques du pays de Hanovre, Hümmling, Meppen, Aschendorff, ou encore pour les districts catholiques de Fulda, d'Hünfeld, de Gersfeld, insérés dans les pays protestants à forte densité de suicide d'Eisenach, de Dernburg, de Meningen. L'expérience inverse fournit la contre-épreuve. Dans la catholique Bavière, pays où se manifeste pleine et drue la joie de vivre, pays de la *Gemütlichkeit* où Gambrinus a plus de fidèles que Werther, les

rares taches sombres sont les enclaves protestantes : Erlangen, Fürth, Nüremberg, Cobourg, Bayreuth, Hof.

A quoi doit être attribuée cette si frappante et si réconfortante diminution de la densité du suicide dans les pays catholiques? Aux causes générales que nous avons déjà effleurées : à la réconciliation du catholicisme avec l'homme, avec la vie, avec les choses, à sa sympathie envers l'Être. Le catholicisme est plus près des choses, plus prêt du concret que le protestantisme. Il élève l'homme au-dessus de la terre, mais prend cependant sur celle-ci un point d'appui. Son sens éminent de la vie, de la lumière, de la chaleur humaine, est en frappant contraste avec l'espèce de pauvreté vitale dont le protestantisme apparaît frappé comme d'une tare congénitale. A côté de ces raisons générales, une place doit être faite au sens plus humain, plus indulgent de l'activité, à la conception plus souple de l'effort. Le catholique n'est pas obsédé par la loi du rendement maximum. Il accueille le besoin de détente. Son calendrier l'atteste, ce calendrier catholique, tout aéré, éclairé par les jours de fête. Jours fériés. Le mot a deux sens : le sens religieux et le sens humain ou, si l'on veut, un sens vertical et un sens horizontal. Jours d'élévation du cœur vers Dieu en même temps que jours de détente, de halte dans la besogne. L'homme ne peut regarder le ciel qu'à condition de cesser un instant d'être courbé vers le sol. Le protestant méconnaît le sens profond de la halte en la traitant de paresse.

Ce sont là quelques-unes des causes humaines, mais la vraie cause profonde, c'est à l'intérieur même de la foi religieuse qu'il la faut chercher. Le protestantisme, en enfermant la créature dans son dialogue tragique avec Dieu, en supprimant les points d'appui et aussi les repères dans une nuit immense, en laissant l'âme seule en face de son drame intérieur, trahit, en fait, et abandonne

l'homme. Au cœur tourmenté, il enlève, en supprimant l'absolution du prêtre, la certitude joyeuse de la réconciliation.

De cette vérité, une naïve église de la Basse Bavière nous offre le symbole populaire et charmant. Voici comment M. Hans Rost nous en décrit le confessionnal, le second foyer spirituel du sanctuaire après l'autel : « Deux anges le surmontent. L'un d'eux appuie sur une tête de mort son fin visage penché, mélancolique et désespéré. Au-dessus de lui, un sablier vide, le sablier de ses péchés. Dans sa main droite le carquois et les flèches du remords. Le tableau de l'homme pécheur avant son aveu au ministre de Dieu. De l'autre côté se tient un second ange, le visage illuminé et dressé vers le ciel. La joie de vivre agite ses bras. Dans sa petite bouche ronde et pleine, l'artiste a mis une légère trompette qui dit la joie de la reconnaissance envers Dieu et la délivrance du péché pardonné. »

Robert d'Harcourt.

NOTES ET DOCUMENTS

Les tendances catholiques dans l'Eglise suédoise

On sait que l'Église d'État suédoise représente encore une des principales forces du protestantisme mondial. Cependant, comme partout, le protestantisme souffre, en Suède, d'une crise qui, pour se cacher derrière une façade encore imposante, n'en est pas moins grave. L'article du pasteur Kåre Skredsvik, dont nous publions la traduction, en est un indice particulièrement curieux. L'auteur connaît la situation par le dedans, puisqu'il appartient lui-même à l'Église officielle : il est actuellement curé de Garda, bourg important situé dans l'île de Visby. Il y a deux ans déjà, des déclarations analogues à celles-ci, mais moins amples et moins précises, avaient suscité en Suède une vive émotion. En général, et pour cause, les réponses étaient faibles. Cette fois-ci, la grande presse, suivant sans doute les directives des dirigeants de l'Église suédoise, observe la consigne du silence autour des manifestations de Skredsvik. Mais la jeunesse, plus accueillante, n'a pas hésité à publier dans une de ses principales revues, Fönstret, *cet article retentissant.*

Il existe, sous diverses formes, dans notre pays une puissante aspiration vers la foi et la vie catholique. Parfois, quelque personnalité plus hardie dépasse les bornes et frappe un coup retentissant pour que ce désir soit inscrit parmi nos besoins spirituels légitimes. Alors les représentants du spiritualisme vulgaire de l'Église d'État le

couvrent d'un flot d'injures sans qu'il lui soit possible de se défendre. Quand l'auteur du présent article fut en butte, il y a deux ans, à la colère des théologiens, il voulut répondre, mais les journaux rayèrent précisément les passages les plus frappants qui faisaient corps avec son plaidoyer pour ne laisser que les passages de polémique moins importants. Car il ne convient pas que la vérité vienne troubler la conscience des hommes. Toutefois un instant ma voix retentit à travers le pays. Jamais je n'oublierai les lettres si intéressantes que je reçus alors d'amis connus ou inconnus. On y entendait fréquemment l'écho de la conscience populaire. C'était tantôt un militaire, tantôt un horloger ou un industriel, tantôt quelque femme intellectuelle ou bien quelque jeune homme inquiet, d'autres fois un auteur, un médecin ou un prêtre. Toutes ces lettres de sympathie étaient pour mon cœur comme le sourire de Dieu. Elles témoignaient des harmonies qui existent entre la nature humaine et le catholicisme. Elles attestaient que les Suédois égarés pendant des siècles par de faux docteurs sont capables d'entendre un clair appel.

Le catholicisme n'est ni une dogmatique périmée ni un noir mensonge sacerdotal. Il est tout simplement une conception du monde qui entraîne une orientation précise de la vie. Or le plus merveilleux de cette vue théorique fondamentale et de cette forme de vie est qu'elles accueillent en réalité toute notre vie humaine, mouvante, inquiète et chatoyante. Le protestantisme et l'esprit de secte, eux, ne sont rien autre chose que stérilité et esprit de mort. Ceux qui sont enfermés dans un système sont les ennemis de la vie et de la pensée. La vraie tolérance se trouve seulement dans le catholicisme. Le catholicisme est incontestablement l'unique et gigantesque essai d'une

vue universelle vraiment palpitante d'intérêt qui ait été fait en Occident. Le protestantisme, lui, est seulement la culture d'un certain aspect et d'une certaine fonction du système catholique, une exaltation de cette seule fonction comme capable à elle seule de nous sanctifier. C'est pourquoi un protestant convaincu ne saurait être tolérant. Il est en effet précisément protestant parce qu'il exalte la partie aux dépens du tout.

L'absolue clarté du catholicisme en fait la vérité. Tous les contrastes, rusticité, imaginations, péché, vice, piété, sainteté, poésie et art, profonde métaphysique et science exacte, tout le miracle humain s'y retrouve sous un ciel libre et dégagé aux perspectives infinies. Cette religion qui convient aussi bien à la frêle fillette qu'à la vieille dame peu instruite, au saint ermite du désert comme au tueur d'âmes, au fruitier ignorant comme au critique cultivé, cette religion peut accueillir tous les types d'hommes et reconnaître les étapes de la vie morale et la casuistique comme des réalités sainement éducatives.

Tous les hommes sont des pèlerins en route de la vie animale vers la vie angélique. Le paganisme moderne — s'il possède une doctrine — peut seulement maintenir l'humanité dans le stade animal. Mais le protestantisme et les sectes sont encore plus dangereux. Ce sont d'impuissantes tentatives pour couper par un simple cliché oral ou une toute-puissante formule magique le cordon ombilical qui rattache encore solidement l'humanité à la terre maternelle et la faire ainsi s'envoler subitement au sein des neuf chœurs des anges. Rien de plus affreux que ces deux puissances qui s'arrachent nos âmes pour les dévorer.

Certes, à voir les choses purement de l'extérieur, l'Église d'État pratique la tolérance. Mais si on savait quelle insupportable pression s'exerce sur ceux qui s'efforcent

de penser différemment parce qu'ils ne pensent pas d'après les schèmes spirituels de la religion du « diakonists-tyrelse » (ainsi, selon moi, devrait s'appeler en toute exactitude la religion royale en Suède), alors on parlerait moins haut de sa tolérance. Si les chefs de l'Église suédoise n'osent pas agir contre les hérétiques en pleine lumière, cela vient du fait qu'ils sont eux-mêmes, par rapport à la foi luthérienne authentique, les premiers hérétiques. Ainsi l'orthodoxie décline dans l'Église d'État suédoise en vertu de la corruption générale mais non de la tolérance. Celle-ci consiste à supporter un fidèle d'une autre foi. Or la direction de l'Église d'État travaille d'après une conception nouvelle de la tolérance : on doit supporter patiemment les incroyants mais non ceux qui croient à autre chose !

Toujours l'homme simple et humble pense plus ou moins catholiquement. Demandez à l'adepte d'une secte quels sont ceux qui vont au ciel et quels sont ceux qui vont en enfer, et vous verrez quelle claire explication il vous donnera ! Interrogez un jeune théologien fraîchement teinté encore de la religion du *diakoniststyrelse* sur la forme religieuse la moins récente et la plus capable de satisfaire les esprits en quête de vérité, et il vous donnera une explication amphigourique en phrases creuses. Posez la question à l'antique Église, et elle vous répondra humblement et avec assurance : « Stat crux dum volvitur orbis. » Mais aussi, celui qui en toute honnêteté adhère aux parcelles de vérité auxquelles il croit réellement, appartient spirituellement à l'Église catholique et peut atteindre la vie éternelle. Une telle réponse est tolérante.

Aborde-t-on la question religieuse sous un autre aspect, par exemple du point de vue psychologique, pédagogique, scientifique, alors on aboutit droit au catholicisme

comme à la seule vraie religion, précisément parce qu'elle s'incorpore tout. Ses rites sont antiques et expérimentés mystiquement. Sa manière de diriger les âmes est plus sûre que les indications de la psychanalyse. Sa façon d'organiser la vie générale de l'humanité est plus sage que celle des éducateurs de peuples. Sa réponse à la question métaphysique est basée sur la seule philosophie soutenable, celle que l'on appelle de nos jours néothomisme, et réagit contre les sottises dogmatiques de la formation ordinaire. Pourquoi un Suédois trouve-t-il si difficile de croire qu'une Vierge fasse un signe ou qu'une image du Crucifix saigne? Pourquoi admet-il difficilement la stigmatisation et les miracles de la Vierge à Lourdes? Par contre, pourquoi accepte-t-il aveuglément qu'un professeur de médecine rejette tout ce qu'il ne comprend pas dans quelque débarras d'ignorances comme le subconscient, la suggestion collective, l'hypnotisme, etc..., et qu'il n'explique jamais un phénomène mais se contente d'interrompre la discussion à son sujet en l'étiquetant d'un nom incompréhensible? Ou bien comment nos prêtres et nos théologiens peuvent-ils se séparer d'une tradition faussée au cours des siècles jusqu'à devenir méconnaissable et cependant oser nous offrir en exemple un homme ordinaire, un petit Juif du temps d'Auguste? Ou bien comment osent-ils même croire qu'il a existé?

Pour ma part, je crois à la divinité éternelle du Sauveur, à son œuvre miraculeuse, à son œuvre rédemptrice, mais je crois tout cela seulement parce que l'Église me semble en bloc digne de foi, ses enseignements me semblent donc également dignes de foi, c'est logique. Mais ce qui est illogique, c'est de faire comme les protestants qui considèrent tous les documents comme plus ou moins falsifiés ou corrompus et qui pourtant veulent y découvrir un absolu pour régler la vie humaine. Arrière tous les docu-

ments corrompus qui se trouvent en notre possession !

De même l'attitude des sectes qui attaquent l'Église la Bible à la main n'est pas plus raisonnable. L'autorité propre de la Bible repose précisément sur l'autorité de l'Église. Le canon a été fixé par un concile de quatre cents évêques catholiques. Admettez-vous qu'ils puissent se tromper en matière de foi ? Alors le canon est probablement leur plus grande erreur ! ! !

Un homme moderne qui ne sait rien du catholicisme recule devant les dogmes. Mais pourquoi cela ? Personne ne recule devant la Madone de Saint-Sixte ou les cathédrales gothiques autrement, bien entendu, que d'admiration. Le dogme est la plus magnifique construction intellectuelle pour synthétiser la culture. C'est pourquoi le sujet de ces enseignements est l'Église elle-même. Mais à cause des grossières interprétations imaginatives de Luther, l'individu devient d'une manière le sujet du dogme, et de là proviennent ce sot mépris hautement exprimé et aussi, ce qui est encore pire, l'interprétation du dogme par nos théologiens modernistes, tant et si bien qu'ils disent une chose et en pensent une autre. Le professeur X. croit à la résurrection du Christ, mais il s'en tient à l'hypothèse de la vision objective. Le professeur Y., au contraire, tient à la résurrection corporelle, mais il a des difficultés à admettre la naissance virginale de Jésus. Le docent Z., lui, pense que Jésus n'est ni vrai Dieu ni vrai homme, mais une personnalité morale pacifiante qui peut fort bien devenir membre de l'union religieuse réformée suédoise. Le docteur Q., lui, pense que Jésus a eu une mission sans égale dans le monde, et que c'est en lui que certaines idées spirituelles se trouvent réalisées le plus clairement, en sorte que Jésus convient au diocèse de Sigtuna et à Birkagörden ou encore au mouvement de la jeune église.

Toute cette abomination ridicule dont l'époque est remplie, quoique les théologiens ne se rendent pas compte combien ils se couvrent de ridicule, provient de cette grossière erreur que les enseignements de la foi peuvent être l'objet d'une espèce de conviction purement privée. Erreur grossière contre laquelle s'insurge la saine intelligence créée par Dieu et qui ne veut pas être déshonorée. A titre privé je puis bien avoir ma conception personnelle des luttes politiques en Allemagne ou bien encore mon opinion sur la meilleure manière de préparer les filets d'oie, mais à titre privé je ne puis avoir une conception personnelle du mystère de la Sainte Trinité ou de l'Incarnation. Le dogme est donné une fois pour toutes comme le sont les chefs-d'œuvre de Buonarotti, de Michel-Ange et des Préraphaélites. En vain s'efforcera-t-on maintenant de transformer le Moïse en surréaliste ou d'introduire le lyrisme de l'asphalte dans la *Divine Comédie*. Sans doute un homme sain de corps et d'esprit peut être indifférent à l'égard de l'historicité de ces dogmes, mais il peut aussi les aimer et y trouver du réconfort. On peut sans doute trouver ces dogmes ridicules ou peu intéressants, mais on ne peut jamais nier ce qu'ils sont. Car on ne peut nier un donné historique. Toute cette absurdité des théologiens modernistes de vouloir d'abord concevoir le dogme d'une manière qui le déforme et de vouloir ensuite changer la liturgie de l'Église et les Livres Saints en fonction de ce vandalisme est une entreprise que les archéologues du royaume devraient constater avec la même énergie qu'ils apportent à critiquer à juste titre les modifications lamentables que l'on a fait subir à nos églises du moyen âge.

Toutes les tendances catholiques qui existent dans l'Église suédoise procèdent de divers motifs qui se rattachent aux considérations précédentes. Certains laïques

instruits se plaignent de ne pas retrouver le principe sacramentel logique et vivant dans le rituel de l'Église suédoise. Ils sont persuadés, d'un point de vue mystique, de l'action vraiment physique du rite catholique, et sont pour cela très attentifs à l'accomplissement exact des cérémonies. Ce besoin, la religion du *diakoniststyrelse* s'efforce d'y satisfaire par une surabondance de chasubles ou d'autres vêtements sacerdotaux, précisément comme si les cérémonies sacrées étaient les pièces d'un trousseau et son contenu précis. Aussi assiste-t-on à un service divin solennel à l'heure actuelle dans l'Église d'État, quand tous les prêtres sont revêtus à cette occasion de vêtements sacerdotaux (ceux dont le prêtre se sert pour dire la messe) : on a l'impression de gens bien habillés, mais qui ne savent pas ce qu'est l'action sacrée en son intimité.

D'autres s'approchent de la foi catholique en venant de points de vue orthodoxes et luthériens. Ils ont une façon trop logique de penser, pour pouvoir adopter le point de vue fondamental de la tradition luthérienne, que certains dogmes antiques sont vrais et immuables et que d'autres, par contre, ceux que Luther n'appréciait pas, sont faux et doivent être rejetés. En vertu de leur propre infaillibilité, le prêtre orthodoxe ou les laïques décident quand l'Église s'est trompée ou bien quand elle est dans la bonne voie, quand les Conciles ont été inspirés par l'Esprit de Dieu ou quand ils ne l'ont pas été. Cette inconséquence, beaucoup de penseurs orthodoxes ont du mal à l'adopter. Quand le Concile de Chalcédoine parle de la personne de Notre-Seigneur, alors l'Esprit-Saint aurait inspiré les évêques, mais quand le même Concile s'exprime par la voix des mêmes délégués sur l'infaillibilité de la chaire pontificale en se ralliant en présence des légats de Léon le Grand à la décision pontificale, alors le diable les aurait influencés. La réflexion conduit le protestant orthodoxe

droit au point de vue catholique en matière de tradition. D'autres laïques ou prêtres, de tendances catholiques, viennent à la foi ancestrale du chaos de la culture moderne et de l'insipidité de la religiosité régnante. Ils veulent une religion de portée universelle qui puisse leur répondre sur la question que pose la vie même et qui puisse ensuite les aider à vivre en conformité avec cette réponse.

Nos prêtres, aussi bien dans la chaire que dans les messages diffusés par radio, font des causeries spirituelles la plupart du temps insignifiantes. S'ils réussissent parfois à éveiller quelque pensée religieuse, ils ne peuvent en tout cas jamais conduire et régler par une ferme discipline la vie spirituelle. C'est pourquoi l'une ou l'autre âme lassée vient à nous. La confession est plus sûre que la méthode Coué. Et d'après notre conception, un jour tout ce qui est corporel deviendra parfait et servira à la vie nouvelle. Aussi est-ce un point de vue trop exclusif de ne vouloir accepter avec les protestants que l'ouïe comme organe recepteur de la révélation divine, sous prétexte que la prédication vous permet d'entendre tout. Non, nous voulons voir les saintes images sensibles et les actions symboliques, nous voulons respirer l'encens odorant, nous voulons être rafraîchi par l'aspersion de l'eau bénite, nous voulons nous agenouiller pendant notre méditation, nous voulons nous fatiguer à faire des pèlerinages et savourer avec notre bouche corporelle le pain de vie sans levain, bref nous voulons vivre par tout notre être dans la religion donnée, la religion historique. C'est là autre chose tout de même que de s'exalter pour une religion faite à la maison, une religion construite et sans force. Et c'est une telle religion que le protestantisme de nos jours offre aux hommes de notre époque.

Ces tendances vers le catholicisme qui se trouvent

parmi l'Église suédoise ne s'y présentent pas encore sous la forme d'orientations fermes aux buts bien déterminés avec un programme aux points bien arrêtés et avec des méthodes pratiques de combat. A cause des juifs apeurés la plupart de ceux qui sont travaillés par ces tendances sont très prudents aussi bien en public qu'en privé. On attend dans le calme, comme les premiers chrétiens dans les catacombes, des temps meilleurs où l'on puisse montrer ouvertement sa foi. Ce fut un grand étonnement pour beaucoup, il y a quelques années, quand Kjellander, le curé de Stenstorp, déclara dans les journaux : « Nous sommes cent prêtres dans l'Église suédoise qui partageons la foi de Skredsvik. » Cette déclaration était une réplique directe à l'appréciation partiale du professeur Runestams dans la *Svensk Dagblad* : « On a l'impression que quand Skredvisk emploie l'expression : nous, catholiques, qu'il est en fait le seul à être de son avis. » Pour ma part je crois qu'en ceci la vérité se tient entre les déclarations du professeur Runestam et du curé Kjellander. Je sais nombre de prêtres dans l'Église suédoise qui sont pleinement d'accord avec moi au sujet de l'Église. Ils tiennent l'Église catholique comme la seule chrétienté authentique historique, et ils souhaitent une réunion à l'Église Mère. Le plus étonnant et le plus intéressant est que précisément ces prêtres sont ceux qui gardent le plus jalousement le secret sur leur foi. Ils mènent une vie spirituelle catholique en secret, mais publiquement ils sont de parfaits luthériens. Pas un seul des messieurs qui mangent du catholicisme à Lund, Wollmer, Pfannenstill ou d'autres ne les soupçonnent et ne peuvent demander à l'autorité de les punir. Ils n'ont pas l'espoir de provoquer quelque intérêt dans leurs paroisses pour leurs idées et leurs aspirations, mais de se créer dans l'exercice de leur fonction un *modus vivendi* qui soit autant que possible tranquillisant.

ST. ALBERT'S COLLEGE LIBRARY

A ce sujet il faut reconnaître honnêtement que naturellement une certaine frayeur de la « rupture » et certains points de vue économiques interviennent. Les grands chefs de l'Église suédoise n'ont pas honte en effet maintenant de déclarer ouvertement les prêtres à tendances catholiques indignes de manger le pain de l'Église suédoise. Mais pour aller au fond de cette insupportable question il importe de remarquer certains faits :

1) A ne considérer les choses que du point de vue de l'ancien luthéranisme (celui que l'Église suédoise tient officiellement), les prêtres modernistes sont encore de plus grands hérétiques que nous et eux aussi ne méritent pas davantage leur traitement.

2) Se place-t-on au point de vue juridique, alors la plupart de nos églises, de nos presbytères et des biens ecclésiastiques dans notre pays n'appartiennent pas à l'Église d'État mais à l'Église catholique en Suède. L'Église suédoise est-elle en Suède l'Église catholique : alors elle a juridiquement droit à ses propriétés du moyen âge. Est-elle par contre une autre Église et donc un autre sujet juridique que l'Église catholique : alors elle vit de biens volés.

3) Ainsi les grandes donations de l'évêque Birger Gunnarson à la cathédrale de Lund sont liées à certaines conditions comme la récitation perpétuelle du psautier, la célébration de messes pour le repos de son âme, etc..., et au moyen âge tous les dons sont accompagnés de telles conditions. L'Église suédoise devrait donc, depuis qu'elle s'est aperçue que ces hommes ont vécu et sont morts dans la fondamentale erreur du papisme et qu'elle ne peut remplir à leur égard ces obligations, rendre les dons à l'Église catholique romaine.

Du point de vue de l'ancienne Église suédoise il me semble donc tout à fait évident que tous les prêtres de

conception protestante n'ont pas le droit de manger le pain de l'Église suédoise, du moins si on raisonne maintenant d'après leurs propres prémisses. Les prêtres de l'Église suédoise à tendances catholiques ne sont pas seulement retenus par des motifs économiques de manifester librement leur foi. Ils sont, par le fait même de leur conception romaine, incertains de la validité de leur propre sacerdoce dans cette Église hérétique et schismatique, attendu que Rome n'a jamais entrepris de recherches officielles au sujet de la validité de nos consécrations. Aussi moi-même qui crois appartenir à cette catégorie de prêtres à tendances catholiques (persuadé que le seul fondement véritable est l'Église catholique et qui reste à l'extérieur contraint par des motifs externes) je suis obligé de reconnaître que cette incertitude nous paralyse dans l'accomplissement des fonctions purement sacerdotales. Nous ne pouvons guère faire autre chose que d'exercer une influence personnelle pour aider l'un ou l'autre à se convertir.

Les ritualistes ou le groupe suédo-catholique, lui, a donc de plus grandes joies à lutter, une plus grande confiance dans les paroisses et de plus grandes possibilités de travail. Grâce à quelque courbette théâtrale de temps en temps devant la Réforme, grâce à une vue contraire à l'histoire sur la situation de l'Église romaine vis-à-vis de son propre passé après le Concile de Trente, ils cherchent à se persuader à eux-mêmes et aux autres que les évêques de l'Église Réformée sont plus catholiques que Rome. Par le fait même ils peuvent entrer en relations plus étroites que nous avec l'opinion régnante. Ils ne l'aiment pas pourtant, mais ils espèrent par une invisible et paisible transformation la renouveler, comme l'un de leurs dirigeants s'en ouvrait une fois dans une lettre qu'il m'adressait : « Dieu nous aide à pouvoir éliminer toute hérésie protestante de notre Église ! »

Ce groupe de la haute Église comprend les plus grandes et les plus significatives organisations catholiques qui se trouvent à l'heure actuelle dans l'Église protestante : « Sodalitium confessionis apostolicae » (S.C.A.), dont le centre principal est en Skanie avec ses antiques traditions catholiques, et la « Societas Sanctae Birgittae » (S.S.B.), qui a son siège à Vasteras et son lieu de pèlerinage spécial à Vadstern. Beaucoup de laïques cultivés adhèrent à ce dernier groupement; le premier est surtout composé de prêtres. En tout cas le groupe suédo-catholique dans l'Église d'État suédoise est plus nombreux que ces deux communions. Les sympathisants prêtres sont à peu près 75.

Aux frontières de l'Église libérale catholique qui travaille en secret avec sa doctrine théosophique, avec son rituel absolument catholique et avec ses propres prêtres qui occupent en outre d'autres situations civiles dans la société et qui laissent tout simplement ses membres rester dans l'Église d'État, et devient ainsi une vaste fraternité sacramentelle (hélas ! pas encore découverte par les évêques suédois et les dirigeants de la jeune Église spirituelle), il existe un groupe de prêtres catholicisants dont le centre est en Dalécarlie.

Ils sont très proches de la « Christengemeinschaft » en Allemagne et travaillent d'après les mêmes principes sacramentels et mystiques. L'élite des prêtres du diocèse de Västeros subit leur influence, si on fait abstraction de l'un ou l'autre anglican inspiré de l'idéal théologique et ecclésiastique hérité de l'ancien mouvement d'Oxford. Je ne sais dans quelle mesure les laïques accueillent les enseignements de ces prêtres. L'orientation est en tout cas un signe des temps.

Les tendances catholiques cherchent aujourd'hui à s'exprimer dans l'Église suédoise par de nombreuses

voies et par de nombreux arguments. Mais à mon avis ces positions intermédiaires sont condamnées à l'écrasement. Jadis, le cardinal Newman prêchait sérieusement la voie intermédiaire comme le seul moyen de sortir de l'impasse, mais ses études historiques le firent aboutir à une conception meilleure. Il fut assez pieux et assez humble pour reconnaître ouvertement que son point de vue primitif sortait pulvérisé de ses études historiques. Je suis persuadé que l'étude de la théorie scientifique néo-thomiste au lieu du scepticisme corrodant de Kant, ainsi que d'une histoire exacte à la place des vues fantaisistes naguère fabriquées par nos théologiens, montrera peu à peu à notre jeunesse pensante le chemin du catholicisme. Mais un catholicisme sans Rome, on n'en a pas encore trouvé et on n'en trouvera jamais. Les vagues courants qui maintenant se cherchent dans la vie intellectuelle des penseurs loyaux viendront rejoindre à la fin les flots puissants qui coulent de la tombe du pêcheur de Galilée. Seule, en effet, l'Église légitime possède les clefs. Elle seule en définitive peut recourir au témoignage de toute l'histoire; or, en définitive, c'est ce témoignage qui condamne toutes les hérésies. Voulons-nous vivre une vie réelle, alors nous devons nous donner à une œuvre qui nous prenne tout entier, nous et notre amour. Nous ne parlons pas pourtant de toutes espèces de genre de vie possibles, nous critiquons ceux qui sont donnés et nous cherchons par une voie artificielle à en découvrir de nouveaux. Voulons-nous jouir de quelque consolation dans une religion réaliste : alors nous devons vivre dans la chrétienté catholique, historique, rustique, exubérante de vie parce qu'elle est la seule qui relie toute la vie humaine aux grandes pensées de Dieu et nous sauve des anémiques fantômes de la spiritualité de la Réforme et des sectes. Chesterton parle quelque part de chose réelle

et il donne en exemple une fleur au bord de la route, un sourire d'enfant, une messe et un verre de bière.

La vraie religion est divine parce qu'elle est humaine, car son premier mystère est précisément le mystère de l'incarnation.

Toutes ces vérités ne sont-elles pas de fermes étoiles conductrices pour les tendances de notre temps?

Aussi longtemps que l'idéal du Christ et les plus saints mystères de l'âme humaine sans aucune restriction domineront et dirigeront l'esprit international dont le chef est l'homme désarmé, vêtu de blanc, qui garde la tombe du Pêcheur d'hommes, aussi longtemps les rêves rouges de domination de la violence et de l'argent ne se réaliseront pas dans le monde. Aussi longtemps les religions à la mode et les cris bruyants des théologiens fantaisistes ne pourront anéantir l'aspiration des chercheurs de vérité vers le Dieu qui se fit homme et qui encore maintenant vit dans son corps mystique parmi sa création.

KARE SKREDSVIK,
Curé de Garda,
licencié en théologie.

Une Eglise nationale allemande ?

Le mouvement nazzi se flatte de vouloir christianiser l'Allemagne. Il est donc tout naturel que certains hitlériens rêvent de détacher de Rome le catholicisme allemand. Ainsi, ils ne pourront être accusés d'être les ennemis de la religion.

La Germania *publiait il y a quelques jours un article au sujet d'un livre du Comte Reventlow, député au Reichstag :* Le catholicisme allemand dans le Reich qui s'effondre et dans le nouveau Reich. *On verra par les extraits ci-dessous l'état d'esprit de certains chefs du mouvement national-socialiste envers l'Église catholique*

Après avoir rappelé que les Évêques allemands ont signalé le danger que quelques articles du programme de Hitler faisaient courir au christianisme et au catholicisme, l'article ajoute :

Les nationaux-socialistes publient à chaque instant de nouveaux ouvrages où ils exposent leur conception d'un national-socialisme mondial, et ceci est un danger pour l'Église.

Bien que ces publications ne soient pas officielles, elles n'en représentent pas moins la mentalité national-socialiste. Tel le livre célèbre d'Alfred Rosenberg : *Le mythe du XX^e^ siècle.* Ces sortes d'ouvrages continuent à paraître sans que le Parti manifeste de désapprobation pour les thèses qu'ils exposent.

Le nouveau livre du Comte Reventlow, député au Reichstag : *Le catholicisme allemand dans le Reich qui s'effondre et dans le nouveau Reich,* ne contient rien de moins qu'un programme d'institution d'une Église nationale allemande, de race et de moralité allemande.

La lecture de ce livre orné de la croix gammée qui brille sur la couverture, est très instructive : elle est à recommander tout spécialement à ces cercles catholiques qui n'ont pas encore remarqué à quelles conséquences conduit l'idée exprimée par ces mots de « conception mondiale nationale » et

« Révolution conservatrice » et combien il est dangereux de louer le réveil de la foi apporté par le mouvement nazzi et ce « christianisme positif » si vanté pour la propagande.

La seule lecture des titres de chapitres est déjà fort édifiante :

Chapitre Ier : « Le nationalisme comme conception générale du monde. » Dans ce chapitre il est formellement dit : « Les exigences totales du national-socialisme dans sa conception mondiale et dans sa nouvelle idée de réforme de la vie allemande s'étendent aussi au domaine de la religion et de la morale. » Les auteurs ne semblent pas avoir remarqué que par cette phrase ils légitiment la démarche des évêques allemands qu'ils ont proclamée non fondée et qu'ils ont accusée de dépasser la compétence épiscopale, car l'autorité de ces évêques — tout au moins aux yeux des catholiques — s'étend « aux domaines de la morale et de la religion ».

Le troisième chapitre est intitulé : « L'incompatibilité du catholicisme et du romanisme. Les grandes fautes de l'Église catholique actuelle dans la mystique du *Corpus Christi*.

Le quatrième est consacré à l'étude du sentiment religieux et du sentiment moral chez le peuple allemand.

Le sixième donne la prétendue histoire de la « romanisation » de l'Église catholique dans le domaine de la culture allemande.

Dans le septième chapitre, on énumère les plaies de l'Église catholique en Allemagne (la dictature du droit canon, l'extravagance du système catholique, la liturgie étrangère, la participation des partis catholiques au gouvernement, à titre de détenteurs du pouvoir).

Le dixième chapitre esquisse le programme d'une politique religieuse dans l'État national-socialiste.

Ainsi qu'il a déjà été dit, on ne saurait assez recommander cette lecture à ces milieux qui se laissent illusionner sur les véritables intentions de ceux qui prônent une reviviscence nationale sous le couvert de proclamations en faveur de la chrétienté et d'une politique d'attaque contre le marxisme, l'athéisme, etc...

Même si la signification de leurs idées n'est pas parfaitement explicite dans le texte même de leurs écrits, leurs thèses n'en sont pas moins claires dans leurs conclusions. Leur opinion est bien exprimée que l'Église catholique actuelle est *trop imprégnée de Rome*, qu'elle se montre trop unilatérale-

ment romaine, et cela par la prédominance d'un ordre juridique objectif et réel. A cette Église catholique unilatéralement romaine s'oppose une Église « réellement catholique » qui, dans la meilleure hypothèse, constituera un ensemble d'Églises nationales sous l'autorité du primat d'honneur de Rome. En pleine méconnaissance des développements historiques, les unions des Églises d'Orient sont recommandées comme modèles pour l'Église allemande. Il sera formellement exigé un patriarche allemand et une liturgie allemande. On considérera comme fondement de l'Église nationale allemande une morale germanique qui naturellement tirera ses principes du national-socialisme. Les pouvoirs exceptionnellement étendus de l'État national-socialiste, qui sera naturellement confondu avec l'État allemand, s'étendront jusqu'à la politique religieuse. « Il ne doit plus subsister dans les pays allemands de journaux, d'histoires, de mentalités, d'associations qui comportent une politique étrangère au peuple, un sport catholique-romain, aucune sorte d'hostilité à la rénovation civique de l'État. » Cela signifie que toutes les libertés de la partie catholique du peuple allemand doivent être abolies. L'État doit donc veiller à ce que le catholicisme allemand n'aliène plus rien de ce qui est du ressort de l'influence allemande. Il doit, par exemple, se préoccuper d'assurer « une formation continue allemande de l'éducation religieuse, y compris l'organisation des études et l'instruction théologique de la jeunesse ». Comme si la science théologique actuelle n'avait pas été jusqu'ici suffisamment allemande ! Et, en résumé, il est dit : « Tout cet ensemble ne constituerait aucun empêchement à l'exercice des droits intérieurs de l'Église. Un État allemand est le mandataire et le multiplicateur de l'entité allemande, l'organe directeur de la conception mondiale allemande et, de ce fait, il est également le protecteur et le promoteur de la religion et de la morale allemandes. Ses citoyens doivent donc bien se pénétrer de cette idée qu'il y a un point précis où le sentiment religieux se libère des conceptions et des fins étrangères au peuple. C'est la haute mission du national-socialisme d'amener la domination de la race et du peuple allemands, et, en corollaire, de libérer parallèlement le catholicisme chrétien d'Allemagne de ses éléments partiellement étrangers.

Est-il nécessaire d'expliquer la signification pratique de ce

programme ? On n'a besoin que de souligner le mot : « Conception mondiale allemande » et l'opposition de la religion et de la morale allemandes par rapport aux conceptions et aux fins étrangères, c'est-à-dire contre l'Église catholique qui voit dans le Pape sa plus haute autorité. Il est également particulièrement édifiant de trouver dans la liste des prétendus combattants et martyrs de la religion et de la morale allemandes des noms comme ceux de Luther et des réformateurs, du champion de l'Église nationale, Wesemberg, des représentants du fébronianisme et du joséphisme. Le fait que l'on puisse citer dans cette liste un nom comme Ketteler prouve une profonde ignorance de l'histoire.

Il ne faut pas sous-estimer la portée de cet ouvrage : on y peut voir, ouvertement exprimé, ce que les politiciens du jour ont l'intention de détruire, sous le couvert des mots et des formules. En fait, même dans ces ouvrages, le national-socialisme cherche à attirer à lui le monde catholique pour duper des esprits droits en donnant à son action une légitimation suffisante à leurs yeux par leurs attaques bruyantes contre l'athéisme. Mais nous croyons, pour notre part, que cette fois-ci cette tentative n'aura aucune chance de réussite, même si le national-socialisme devait prétendre rétablir tout de suite par une simple intervention légale la conscience et la moralité allemande opprimées. Nous espérons également que l'on comprendre-les raisons pour quoi « la passion anti-romaine » de ces théologiens s'exerce contre le catholisme prétendu politique et la façon dont le parti du Centre et le parti populiste bavarois ont, en quelque sorte, aux yeux de l'histoire allemande, incorporé les partis dits catholiques.

Nous ne croyons pas, à vrai dire, que l'Église catholique en Allemagne soit sur le point de se transformer en Église nationale, mais nous croyons que le parti de Hitler peut être pour elle un danger.

A. H. D.

La persécution au Mexique

Les responsabilités

Voici quelques extraits d'un article publié le 15 octobre 1932 par le R. P. Wilfrid Parsons, S. J., dans America, *sous le titre* There is persecution in Mexico. *Dans cet article, le P. Parsons rappelle différents faits qui sont connus des lecteurs de* La Vie Intellectuelle. *Nous jugeons donc inutile de le traduire intégralement, et nous nous bornons à en reproduire les deux dernières pages, qui nous paraissent plus intéressantes pour le public français. Elles donnent une idée assez exacte de l'atmosphère dans laquelle se déroulent les luttes religieuses au Mexique, et précisent la responsabilité des non-catholiques et du gouvernement des États-Unis dans l'existence et la prolongation du conflit. Bien que les procédés habituels de la politique et de la police au Mexique rendent vraisemblables toutes les hypothèses, et que le P. Parsons jouisse dans les questions mexicaines d'une autorité justifiées, nous préférons laisser à l'auteur la responsabilité de son interprétation de l'assassinat du général Obregón : les bruits les plus divers et les plus contradictoires ont couru et courent sur cette mort, qui reste un fait très obscur, et au sujet de laquelle il sera bien difficile d'établir la vérité.*

Paul Aviat.

« Les réponses que les politiciens mexicains firent officiellement à cette Encyclique (1), avant même que le texte leur en fût connu intégralement, nous révèlent surtout leur propre faiblesse dans la discussion. Luis León, le chef du parti de Calles à la Chambre, la qualifie de « profondément vulgaire », expression comique aux yeux de quiconque connaît le personnage. Il juge aussi qu'elle est « loin de l'humilité prêchée

(1) *Acerba animi.*

par le Christ ». Le général Rodríguez, actuel favori de Calles et président provisoire, juge aussi l'Encyclique « vulgaire », et, si l'on pense que les instructions pontificales réfrènent ceux qui voudraient le combattre, ses menaces belliqueuses de supprimer l'Église sont véritablement ingrates. Quoi qu'ils fassent, lui et ses amis ont conscience que cette fois ils auront contre eux l'opinion du monde entier. La fois précédente, ils avaient du moins l'excuse prétendue de vouloir détruire seulement l'influence politique de l'Église, et non son activité spirituelle. Cette excuse fut ce qui gagna à leur cause les forces protestantes et libérales de notre pays. Mais ils n'ont plus cette excuse. Le fantôme politique s'est évanoui en 1926-1929; maintenant, la religion seule est en jeu, comme elle l'a toujours été.

« Sous ce rapport, le général Rodríguez s'est exprimé de façon significative. Il reproche au Pape d'être « incapable de se résigner à perdre sa domination sur les âmes... » Il parle aussi des propriétés qui ont été volées à l'Église. Mais c'était une erreur. On serait en droit de lui en demander compte.

« Luis León dit que le Pape cherche à « dissimuler » la complicité de l'Église dans le meurtre d'Obregón. La Mère Concepción (1) subit la détention perpétuelle pour sa prétendue participation à ce meurtre, et León Toral a été exécuté. Un prêtre nommé Jiménez vient d'être également arrêté pour ce fait. Ce prêtre était un ennemi acharné des archevêques Díaz et Ruiz (2) et avait été suspendu par son propre archevêque à Oaxaca. Quand il fut arrêté, il était porteur de brochures qui attaquaient les évêques, et on trouva sur lui, écrite de sa propre main, la note suivante : « Nous, catholiques, demandons que LL. EE. Leopoldo Ruiz y Flores et Pascual Díaz soient expulsés du pays. » Il nia avoir connu de quelque façon le projet d'attentat contre Obregón (3).

(1) Religieuse accusée d'avoir inspiré le meurtre du général Obregón.

(2) Mgr Pascual Díaz, S.J , archevêque de México, et Mgr Leopoldo Ruiz y Flores, archevêque de Morelia (Michoacán) et délégué apostolique; ce dernier, comme on sait, a été expulsé par le gouvernement mexicain à la suite de la publication de l'Encyclique pontificale.

(3) D'après la version officielle, José Jiménez aurait béni le pistolet prêté à Toral par un de ses complices pour l'assassinat du général Obregón.

« En fait, l'après-midi où il fut tué, Obregón avait un rendez-vous plus tard dans la journée avec l'ambassadeur (des États-Unis) Morrow, qui l'avait fait revenir de Sonora *pour étudier la solution du problème religieux*, en vue de sa prochaine accession à la Présidence en remplacement de Calles. Aarón Sáenz, son ami et l'organisateur de sa campagne électorale (1), peut appuyer ce que j'avance, car c'est lui qui fixa le rendez-vous. Il était de notoriété publique qu'à ce moment-là Obregón était favorable à un accord. Sa mort fut un malheur pour l'Église. Par conséquent, si le gouvernement mexicain veut réellement découvrir qui l'a tué, qu'il recherche l'homme ou les hommes qui savaient pourquoi Obregón se trouvait à México et qui en même temps étaient hostiles à un accord religieux.

« Pour les catholiques des États-Unis, l'Encyclique ne présente qu'un très petit intérêt pratique. Il n'y a que bien peu de chose à faire pour eux, si ce n'est de s'unir au Saint-Père dans ses prières pour le malheureux Mexique. Mais pour les protestants et les libéraux qui ont fait alliance en 1926-27 en vue d'une action qui a abouti en fait à préserver le régime révolutionnaire au Mexique, c'est une autre histoire. Ils ont remporté la victoire, et ceux d'entre nous qui ont vu la véritable direction des événements ont perdu. Mais cette victoire même n'a-t-elle pas entraîné pour les vainqueurs une certaine responsabilité ? Ce qui les a gagnés à la cause de Calles, c'est son affirmation qu'il combattait pour le libéralisme, pour la séparation de l'Église et de l'État, pour la destruction de la domination de l'Église. On leur assura que l'on n'avait

(1) M. Aarón Sáenz est une des personnalités les plus en vue de la politique mexicaine ; il a été souvent ministre, et il a détenu des portefeuilles variés ; après l'assassinat d'Obregón, il s'en fallut de peu qu'il ne devînt le candidat du Parti National Révolutionnaire (c'est-à-dire du parti qui gouverne souverainement le Mexique), à la Présidence de la République. Il aurait été écarté au dernier moment par le général Calles, qui, en fin de compte, lui préféra M. Pascual Ortiz Rubio, plus effacé et plus maniable. M. Aarón Sáenz et son frère, M. Moisés Sáenz, spécialiste des problèmes d'éducation indigène, appartiennent à une famille protestante de Monterrey, dans le nord du Mexique ; ils passent même pour être ou avoir été pasteurs. De toutes façons, au sein du P.N.R., ils représentent, surtout le second, des éléments relativement modérés, d'esprit ouvert, et animés d'un patriotisme sincère.

pas la moindre intention d'attenter à cet autre bon principe libéral, la liberté de culte et de conscience.

« Ce dernier prétexte est maintenant définitivement détruit. On a mis fin à la domination politique de l'Église, soit. En fait, d'ailleurs, si cette domination de l'Église avait existé, elle ne se serait jamais laissée écraser comme elle l'a été. Sur ce point, disions-nous, on a remporté la victoire. Est-ce que, chez nous, les protestants religieux et les gens épris de liberté vont tolérer ce qui se passe maintenant ? Maintenant que les choses ont pris un tour tout opposé et sont allées beaucoup plus loin, croyons-nous, qu'ils ne l'auraient jamais supposé, vont-ils garder le silence ? Ils ne le peuvent pas, s'ils admettent la responsabilité qui découle de leur victoire de 1927.

« Un dernier mot, et celui-ci pour notre gouvernement. Par les négociations qui aboutirent à la reconnaissance d'Obregón en 1923 et par l'aide que nous lui avons donnée lors de la révolution de De la Huerta, les États-Unis ont constamment entravé la souveraineté du gouvernement mexicain, ainsi que l'a montré un écrivain dans l'*Atlantic Monthly* de juillet 1927. Le Pape nous dit que, par l'intermédiaire de ses représentants, il a adressé aux gouvernements du monde un appel en faveur du Mexique. Ceux-ci auraient pu lui répondre, et c'est probablement ce qu'ils ont fait, que c'était inutile, à moins que le gouvernement des États-Unis ne parle. Chacun sait que le bureau de l'ambassadeur des États-Unis à México est la porte de toute action au Mexique. Cela était vrai même dès avant l'époque de Dwight Morrow. Au nom de l'humanité, notre gouvernement parlera-t-il ? »

Le clergé mexicain

On sait les calomnies que certains ont répandues contre le clergé mexicain, allant, pour justifier la persécution, jusqu'à suspecter l'intégrité de la conscience et des mœurs de ses prêtres.

Mgr José de Jesús Manriquez y Zarate, évêque de Huejutla, nous a envoyé, à ce sujet, son opinion que nous donnons

in extenso. *Et, pour qui a lu les lettres pastorales ou autres écrits de Mgr Manriquez, il est évident que ce prélat exilé ne peut être soupçonné de la moindre partialité.*

Déclaration

On lit très fréquemment dans la presse, tant mexicaine qu'étrangère, et l'on entend non moins fréquemment des personnes soi-disant bien au courant de la situation actuelle au Mexique affirmer que la Révolution n'aurait pas éclaté, qu'elle ne serait pas si cruelle pour l'Église et le clergé, si celui-ci n'était pas aussi corrompu et pervers qu'il ne l'est. Sans vouloir faire une apologie du clergé, — ce qui serait peut-être mal interprété de la part d'un évêque mexicain, — nous nous permettons cependant quelques réflexions :

1. Le fait que quelques membres du clergé mexicain causent ou aient causé du scandale ou qu'ils aient commis des actes punissables ne prouve nullement que tout le clergé soit corrompu. Les actes des particuliers ne doivent pas être imputés aux groupements moraux dont ils dépendent (*a los cuerpos morales a que pertenezcan*) ; sinon, nous aurions à condamner toutes les sociétés, à supposer qu'il existe toujours dans chacune d'elles quelques membres corrompus, aux mœurs déréglées. Les éloges que le Souverain Pontife a adressés en différentes occasions au clergé mexicain, notamment dans ses Encycliques *Iniquis afflictisque* du 28 octobre 1926 et *Acerba animi* du 29 septembre 1932, montrent clairement que ce clergé en général n'est pas ce que le font les notes infâmes que lui attribuent ses ennemis. Il est évident qu'une autorité morale aussi puissante que le Saint-Siège ne se permettra pas d'exalter dans un document public et solennel ce qui, pour tous les esprits, est digne de réprobation.

Aussi, nous autres prêtres mexicains, nous nous soucions très peu de l'infâme campagne de calomnie que certaine presse dirige contre nous dans tous les pays.

2. On ne comprend pas comment il se fait que la presse impie ou païenne soit précisément celle qui attaque le clergé mexicain. Si les accusations qui s'élèvent contre nous venaient de notre camp, elles seraient moins suspectes; mais, du moment qu'elles viennent du camp acatholique, le public de-

vrait pour le moins suspendre son jugement et mieux examiner la vérité des choses.

Il se trouve effectivement dans ce travail de diffamation une présomption de fausseté manifeste. Si le clergé mexicain est corrompu et pervers, on ne comprend pas pourquoi l'impiété le persécute, alors qu'elle devrait, loin de l'accuser, s'unir à lui et le pousser à une plus grande débauche. Mais ici s'appliquent comme à dessein les paroles de Jésus-Christ se défendant contre ceux qui lui reprochaient de chasser les démons au nom de Beelzébuth, prince des démons : « Tout royaume divisé contre lui-même se détruit, les maisons tombent l'une sur l'autre. Si donc Satan est divisé contre lui-même, comment son royaume subsistera-t-il ? » (Luc, XI, 17 et 18.) Ce qui revient à dire : vous ne pensez pas que le Démon imagine de travailler contre les siens; sinon son royaume se divisera, et il n'est pas croyable que le Démon cherche à le détruire. Donc, si je chasse les démons, ce n'est pas au nom du Démon.

Nous devons penser de même que la presse impie et les hommes pervers ne travailleront pas contre eux-mêmes. L'idéal de la presse impie et des persécuteurs de l'Église est bel et bien d'établir dans le monde l'empire du mal, totalement contraire au royaume de Dieu, à l'empire de Jésus-Christ. Par conséquent, si le clergé mexicain était vraiment mauvais et pervers, ces persécuteurs ne seraient certainement pas nos implacables accusateurs.

(*signé*) José de Jesús,
Obispo de Huejutla (México).

Il serait superflu d'ajouter quelques mots à ces paroles claires et formelles de Mgr Manriquez y Zarate. Cependant nous aimons à croire qu'elles seront une mise au point efficace, et qu'elles dissiperont peut-être quelques doutes chez les catholiques intéressés à la question mexicaine.

A.-P. P.

A TRAVERS LES REVUES

L'Esprit

L'on eût pu craindre quelque équivoque dans l'attitude de cette revue et de ce groupement — pourtant si sympathiques! — qui se sont placés sous le signe de l'esprit. Ne semblaient-ils pas nous présenter un monde de l'esprit, plus vaste que l'Esprit de Jésus-Christ, et dont cet Esprit Personnel n'eût été qu'une réalisation, admirable, sans aucun doute, mais une entre plusieurs? — La vérité, nous le savons, est tout autre, et nul ne peut être dit « esprit » que dans la mesure où il est en dépendance de la Personne du Verbe. Dépendance si réelle, que nous serons accueillant à tout esprit à la seule condition qu'il respecte ses lois propres, persuadés que, par le fait même, il appartient nécessairement, le sachant ou non, le voulant ou non, à l'Ordre que nous servons. Mais il importe de ne pas renverser cet Ordre : c'est l'Esprit de Jésus-Christ qui enveloppe le monde de l'esprit, et non point l'inverse.

Nous pouvions avoir quelque inquiétude... Mais déjà le numéro de janvier publiait un article de Jacques Maritain, et nous nous sentions d'accord avec le chrétien qui a écrit dans les *Degrés du savoir* : « De tous côtés on entend crier : esprit, spiritualité! Mais quel esprit invoquez-vous?... Tout le soi-disant spirituel, tout le soi-disant suprarationnel qui n'est pas dans la charité ne sert en fin de compte que l'animalité. »

A son tour, le numéro de mars est tout orienté vers la christianisation du monde moderne. C'est bien l'esprit du Christ qu'ils entendent défendre.

Nous avons résumé longuement, dans le numéro du 25 mars, la *Confrontation : Rupture entre l'ordre chrétien et le désordre établi*. Disons ici quelques mots de la position d'ensemble

du front chrétien. Tout est examiné (1) : la science, la vie privée, l'art et la cité. Sans doute avec des exagérations de forme et même de pensée. C'est la rançon de toute nouveauté. Sans doute encore, ne nous est-il pas donné de direction immédiatement applicable dans ces détails pratiques. Mais ne protesterait-on pas davantage si les dernières conclusions étaient définitivement fixées? Il y a là un esprit qui anime une recherche — et cet esprit veut être chrétien. C'est là ce qui nous intéresse. Déjà les principes directeurs commencent à se dégager... Parmi les différents articles qui exposent cette position d'ensemble, signalons l'analyse, faite par Alexandre Marc, du livre d'Otto Neumann, *Révolution des Geistes*. Insistance sur cette attitude qui n'est point de parti. Il ne s'agit pas d'être « à gauche » :

A plusieurs reprises, Neumann revient sur ce dangereux et décevant « glissement à gauche », sur cette tentation de la facilité : « Il ne s'agit pas de glisser, mais de sauter, il ne s'agit pas de s'abandonner, mais de se reprendre; il ne faut pas prolonger l'équivoque, encore moins l'atténuer, mais rompre avec elle. » En d'autres termes, Otto Neumann décèle, dans cet engouement des catholiques pour les idées dites « avancées », l'empreinte de l'erreur réformiste à laquelle il oppose, une fois de plus, l'esprit révolutionnaire de rupture et de création.

Le principe de cet ordre nouveau — l'ordre chrétien — est la dignité de la personne humaine,

l'homme, dans son intégrité et sa « catholicité ». « La personne, dit Neumann, est la valeur suprême : celle dans laquelle Dieu se reflète et se reconnaît. »

Notons également l'article d'Étienne Borne de *la vertu d'in-*

(1) Et tout n'est d'ailleurs pas digne d'approbation : nous pensons très précisément à l'article de M. Plaquevent intitulé : *Pourquoi la pensée chrétienne a-t-elle perdu l'initiative du mouvement scientifique?* La question est trop grave pour le traiter après avoir feuilleté une patrologie, en s'arrêtant aux Victorins. Puisque l'auteur nous confie qu'il aurait beaucoup de choses à dire sur saint Thomas, livrons à sa méditation les utiles conseils que le Docteur Angélique donne, à propos de la création en six jours, invitant les interprètes de l'Écriture à la prudence « *ne Scriptura ex hoc ab infidelibus derideratur, et ne eis via credendi praecludatur* ». L'avertissement vaut pour les autres disciplines.

sécurité. Un peu brutale, sans doute, la condamnation des mentalités bourgeoise et militaire. Personnellement, j'ai peine à croire qu'une cité composée uniquement d'ouvriers, de professeurs et d'ecclésiastiques serait un paradis... Il y aura toujours une fonction bourgeoise et une fonction militaire à tenir. Le mal est que l'une des deux mentalités règne en maîtresse. Il n'est pas moins vrai que M. Borne dit sur cette vertu d'insécurité de bien jolies choses... et fort justes :

> La vertu d'insécurité a été justement créée à l'usage de ce monde bourgeois, elle est députée à son salut, pour lui apprendre que la vocation de la vraie morale n'est pas de rassurer mais d'inquiéter; et elle inquiète précisément parce qu'elle est vraie et parce qu'elle apporte des certitudes absolues qui ne sont pas à la mesure humaine.

Mais est-il sûr que cette vertu ne puisse figurer « dans une hiérarchie métaphysique des vertus humaines réelles » ? L'insécurité n'est qu'un des aspects de l'authentique prudence chrétienne, ennemie de l'inquiète sollicitude, aussi bien que de l'imprévoyance.

« A chaque temps son souci propre : en été ayez souci de la semence, — et à l'automne, de la vendange. Mais si vous êtes déjà soucieux de la vendange au temps de l'été, vous avez une sollicitude exagérée de l'avenir... »

Ce n'est plus M. Borne qui parle. C'est saint Thomas. Il commente la parole de Notre-Seigneur : *Ne vous souciez pas du lendemain...* La vertu d'insécurité c'est la part que notre prudence fait à la prudence de Dieu. C'est notre esprit qui s'en remet à l'esprit de Jésus-Christ.

Comment pourrait-on parler de l'esprit, cependant, si l'on oublie que tout esprit est d'abord intelligence? — et que l'intelligence est faite pour connaître *ce qui est*? A l'oublier, on risque de s'en tenir à une émotivité bien éloignée des valeurs spirituelles. Nous regrettons que M. de Châteaubriant ait renoncé au beau talent auquel nous devons *La Brière*, pour se livrer à de curieuses *Investigations* sur *l'Expérience de l'Esprit* et *la Sainteté* dans la **Revue Universelle** du 1er février et du 1er mars. M. Jacques Bainville en est pourtant toujours le directeur...

Mais cette intelligence et cet esprit n'auront leur plein épanouissement que dans une vie divine vécue au contact de l'Esprit divin. Nous rejoignons ici la pensée exprimée par deux articles de deux graves et savantes revues *Sur l'intuition « naturelle » de Dieu* par M. Pénido dans la **Revue des Sciences Philosophiques et Théologiques** de novembre 1932, et *Désir naturel et Béatitude surnaturelle*, par le R. P. Motte dans le **Bulletin Thomiste** de juillet-octobre 1932. Tant il est vrai qu'il y a parfaite continuité entre l'étude désintéressée du philosophe, du théologien, et l'attitude du chrétien qui lutte pour son christianisme.

Pouvons-nous avoir ici-bas une certaine intuition *naturelle* de Dieu? — naturelle, c'est-à-dire sans le secours de la grâce.

Oui, répond M. Pénido, si l'on appelle « intuition intellectuelle » cette simplification rapide d'un esprit qui, ayant étudié longuement la démonstration de l'existence de Dieu, la repense dans un éclair au simple contact de la notion d'être — devenue très riche — et de l'univers matériel. Oui, encore, et à plus juste titre, si cette vue s'accompagne d'une estimation affective.

Supposons que dans cette vue intuitive, *encore abstraite*, dont nous parlions, Dieu m'apparaisse comme une *Valeur*, ce qui signifie : comme en rapport direct avec ma vie. Dieu, non seulement cause universelle, mais *ma* cause à moi; Dieu, non seulement la fin de toutes choses, mais *ma* fin à moi — et ainsi du reste... Parfois, du fait même que ce rapport nous apparaît sous forme intuitive, comme une brusque illumination, notre être éprouve un choc violent qui nous conduit non seulement à « penser », mais à prendre conscience, c'est-à-dire à « réaliser » concrètement ce qu'une telle relation implique de perspectives radieuses, comme aussi de terribles exigences.

Nous aurions donc une saisie directe de Dieu. Concrète aussi en un certain sens, mais non point immédiate, car il ne faut pas oublier que l'idée d'être est au principe de ces deux intuitions.

Mais la vision *immédiate* de Dieu, la *saisie* de l'essence divine que tant de philosophes ont rêvées, ne sera-t-elle pas réalisée? Nous découvrons ainsi dans l'âme humaine un

désir naturel qui ne saurait combler notre seule activité humaine. Il faut que Dieu s'en mêle : la faim de la créature ne peut être assouvie, ni son bonheur parfait si Dieu ne lui donne sa grâce et ne l'attire jusqu'à lui, dans une vision que d'elle-même elle n'eût osé espérer.

C'est le grand problème humain sur lequel le Docteur Angélique a projeté une si grande clarté. Le R. P. Motte étudie la Pensée du saint docteur avec autant d'érudition que de pénétration.

S'il n'y a pas d'impossibilité à admettre que l'âme, en fait, reste ainsi éternellement ouverte sur l'au-delà divin qu'elle est incapable de conquérir, il serait en revanche contradictoire d'admettre que son désir soit sans objet et que l'objet divin qu'elle vise si naturellement ne soit pas apte à le combler. Il faut donc bien admettre comme possible une satisfaction surnaturelle du désir naturel : nous voilà acculés à la capacité obédientielle de l'âme à l'égard de la vision béatifique.

La conclusion, on le voit, fait valoir beaucoup moins un droit de la nature humaine qu'un droit de l'ordre universel et divin où elle se trouve enveloppée. On considère l'homme avec le monde et avec Dieu derrière le monde. Or du seul fait que Dieu pose devant moi comme objet, mystérieux mais réel, je ne suis plus tout à fait moi-même, je suis Lui d'une certaine manière, mon désir est son fils en même temps que le mien : aussi ses conditions de réalisations ne doivent-elles pas être calculées en fonction de mes seules ressources, mais en fonction de celles de Dieu.

A méditer sur cette rencontre entre Dieu et nous, nous pénétrerons davantage la nature de l'esprit et les conditions de son épanouissement.

L'Action Catholique en Amérique

Il semble que l'Action catholique en Amérique ne rencontre pas chez certains laïcs un très vif enthousiasme. C'est ce qui expliquerait le curieux avertissement que l'on trouve dans la revue catholique *The Commonweal* et que reproduit *l'Ami du Clergé* du 23 février. Cet article a pour titre : « *Who is to blame?* — A qui la faute? »

Il s'agit de l'Action catholique. Déjà la revue des Dominicains anglais : *Blackfriars*, et celle des Jésuites : *The Month*, avaient souligné le faible écho qui avait répondu à l'appel du Pape, et *The Commonweal* reproduisait ces doléances sur « l'Église dormante ». Elle disait en substance : Sommes-nous la Belle au bois dormant du vieux conte français? Il serait temps de se réveiller. Nous avons les moyens de sauver la civilisation. Qu'en faisons-nous? La religion ne consiste pas seulement à aller à la Messe le dimanche, à écouter le sermon et à garder une certaine respectabilité extérieure.

Or cet article a provoqué maints commentaires. Des centaines de réponses sont venues. C'est un acte d'accusation unanime du laïcat contre les prêtres. Voici le ton :

Comme vous le dites, le laïcat catholique ne répond pas dans une mesure proportionnée aux périls qui menacent l'Église. Mais cela est-il entièrement la faute du laïcat? Cela n'est-il pas dû en grande partie à la lassitude du clergé? Est-ce que l'on nous enseigne à nous, hommes et femmes catholiques, notre devoir de catholiques en ce qui concerne la réforme sociale, politique et économique, par exemple, du haut des chaires de nos églises? Est-ce que nous entendons dénoncer rigoureusement par les prêtres catholiques américains les iniquités de notre société capitaliste actuelle?... Est-ce qu'il ne règne pas une grande timidité dans le clergé quand il s'agit de condamner la corruption politique et l'injustice sociale? Pourrait-on nommer plus d'une demi-douzaine de prêtres qui aient pris sans crainte le parti des travailleurs dans le grand conflit entre ceux qui « ont » et ceux qui « n'ont pas »?...

Et l'accusation se précise ainsi :

C'est l'inactivité du clergé qui cause, à son tour, l'inactivité du laïcat... Et quand je parle de l'inactivité du clergé, j'entends par là la négligence de sa part à prêcher au laïcat les doctrines de l'Église d'une façon plus complète, et en particulier les conséquences logiques et pratiques des enseignements sociaux des papes les plus récents sur la question du travail...

The Commonweal reconnaît la gravité du reproche :

Nous désirons nous mettre en face des faits. Nous n'avons pas du tout l'intention d'étouffer des problèmes incommodes.

Pourtant il ne publiera pas le dossier. Car

vrai dire, même si de telles critiques sont justifiées — et des

membres influents du clergé admettent qu'elles le sont au moins en partie —, cela n'excuserait pas le laïcat de ne point prêter son concours à fond à beaucoup de formes d'Action Catholique déjà en exercice, ou de ne point chercher à leur donner de nouveaux développements dans le sens des besoins du temps.

Memento

Revue Néo-Scolastique de février. — L. De Raeymœker, *Albert le Grand, philosophe.*

Sans doute, Albert n'a pas la simplicité sereine, le regard ferme et clair du Docteur Angélique; son esprit emprunte parfois des sentiers sinueux; il lui arrive de ne pas remarquer les conclusions des principes qu'il énonce; ses opinions ont évolué au cours de sa longue et féconde carrière; il hésite sur certains points importants et ne parvient pas toujours à ramasser ses idées en un tout solide et cohérent. Mais il demeure certain que le *Docteur universel* ne possédait pas seulement une grande érudition et qu'il ne s'est pas contenté de rapporter les opinions des autres. Il a saisi le sens de l'aristotélisme; il a conçu le plan du péripatétisme chrétien. Avec saint Thomas, il a fait triompher les principes éternels de la philosophie chrétienne. Il est un maître et le système qu'il nous a légué porte la marque de sa personnalité.

Le Correspondant, 25 février et 10 mars. — André Lamandé, *la Religion de Montaigne*, I-II.

Nouvelle Revue théologique de mars. — J. Bayart, S. J., *Le triple visage du Divin dans l'Hindouisme.*

QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

CIVIS. *La réhabilitation des « chiffons de papier ».*

Il ne faut pas chiffonner les papiers que l'on craint de voir traiter en chiffons de papier.

G. COQUELLE-VIANCE. *La crise mondiale et la semaine de quarante heures.*

Une leçon de scepticisme? Non, mais d'un réalisme clairvoyant.

JEAN LAPIERRE. *Chronique politique et sociale.*

La crise de la Société des Nations.

DOCUMENTS

V. DILLARD. *On chôme en Allemagne.*

Le capitalisme allemand.

A travers les revues.

La nation européenne.
Vers Moscou?

Billet de Civis

La réhabilitation des « chiffons de papier »

Il faut un minimum de probité pour s'accorder. A quoi bon un contrat dont les contractants n'ont pas foi dans la parole donnée ? Or j'observe que dans ce moment, où il n'est question que de traités, ce qui manque le plus c'est la conviction que la promesse enregistrée solennellement sera tenue.

Le respect de la parole donnée a grand besoin d'être restauré.

Je n'entends point par là que les traités soient des instruments intangibles destinés à modeler pour des siècles le visage politique des continents. Ils règlent les difficultés d'un temps, certaines conditions étant données. On ne voit pas pourquoi les conditions venant à changer, ou le règlement apparaissant plus épineux que les difficultés qu'il a prétendu supprimer, les traités demeureraient immuables. Mais ce qu'il faut marquer avec force sous peine de ruiner tout espoir de paix, c'est le caractère sacré de la signature donnée, jusqu'au jour où, par un nouveau trait de plume, elle est régulièrement annulée. Hors de là, il n'y a ni entente, ni arrangement, ni conciliation, ni accommodement qui tiennent. Il n'y a plus qu'une feinte et qui ne fait pas de dupe. Mais alors ni repos, ni trêve, ni paix, ni bonne volonté commune. A peine une halte dans l'égorgement mutuel, juste le temps de réaffûter le glaive. A peine une halte dans l'angoisse du

lendemain. Il s'agit de savoir si le monde veut enfin respirer sans avoir le cœur dans un étau.

Le jour où la frontière de la Belgique a été violée, la justice exigeait qu'un cri d'horreur et de réprobation s'élevât de toutes les nations, et retentît si haut et si longtemps que la conscience universelle en restât bouleversée. C'est à ce moment précis que l'Italie et l'Amérique devaient parler. Et aussi tout le chœur des neutres, afin de renforcer la voix de la France, dont la protestation pouvait paraître intéressée.

La pusillanimité générale d'alors pèse lourdement sur la mémoire des nations civilisées. Elle a empoisonné l'atmosphère internationale et perverti l'esprit public. La leçon de la guerre aurait dû permettre à ce sujet un assainissement et un redressement. Mais ce n'est pas ce que nous avons vu, et il faut dire ici, parce que c'est la pure vérité, que personne n'est sans péché.

La violation de la parole donnée s'est en effet renouvelée.

Le Japon, signataire du pacte de la Société des Nations, lequel interdit le recours à la guerre avant l'épuisement des moyens juridiques, le Japon signataire du pacte Briand-Kellog, qui a mis la guerre hors la loi, vient de se parjurer avec un cynisme qui méritait de soulever un mouvement d'unanime indignation. Hélas! c'est tout le contraire qui est arrivé. On a même entendu des applaudissements. Les plus ardents à flétrir hier le crime de l'Allemagne n'ont pu se tenir d'acclamer la violence victorieuse, dont ils nourrissent en secret le culte dans leur cœur.

Je n'ignore pas que le phénomène ne fut pas toujours spontané, et le Japon sait le prix dont il a payé cet appui de l'opinion. Mais qu'il ait seulement osé escompter le succès de ce marchandage, voilà qui doit nous inviter à réfléchir sur l'altération du sens élémentaire de l'honneur et de la probité dans les rapports entre nations.

Au même moment, le souverain de Bulgarie reniait la parole donnée au Pontife romain, et malgré les engagements les plus précis, livrait au schisme la fille d'une mère catholique. Mais le Pontife, qui n'a point de soldats, rejetant les habiletés et les timidités des politiques, a élevé la voix « pour venger les droits de Dieu », les droits de la libre conscience des hommes confiés à « son universelle Paternité ». Il a osé flétrir « un manquement à cette loyauté qui oblige avant tout des personnes souveraines » et « la violation des pro-

messes formelles et explicites, faites en pleine connaissance de cause, écrites et signées par des mains augustes ».

Ce rappel à l'honnêteté destiné au roi de Bulgarie, il convient que tous les peuples en fassent leur profit.

D'autres que le Japon ont signé le pacte qui met la guerre hors la loi. Or nous les entendons chanter des hymnes à la guerre et s'enivrer du bruit des crosses sur le sol. La parole donnée a été reniée en même temps que, la main sur le cœur, les coupables protestaient de leur sincérité.

L'Italie, à cet égard, porte le poids de lourdes responsabilités. Si l'Allemagne a marché dans cette voie, sans grand effort d'ailleurs, c'est après que l'Italie eut donné le branle.

Or il est frappant que le monde soit insensible à la violation de ces paroles données. On voit par là que les consciences ont pris lentement l'habitude du poison.

Il est cependant question de nouveaux traités. De tout cœur nous souhaitons l'accord. Mais nous souhaitons plus encore la loyauté et la solidité de cet accord. C'est le parjure, d'abord, qu'il est expédient de mettre hors la loi.

L'éducation de l'esprit public est à refaire sur ce point. Il est urgent de rendre à la sensibilité émoussée une délicatesse intransigeante.

Il convient d'enseigner que ceux-là ne sont pas les seuls coupables qui manquent à la parole donnée. Ils ont pour complices les timides qui restent muets devant les fautes, et les étourdis qui affectent de tenir pour rien les engagements contractés. Ce n'est pas un petit jeu innocent de traiter par le dédain, ou de tourner en dérision les grands pactes de l'après-guerre, sur lesquels des hommes de bonne volonté ont tenté d'asseoir la bonne entente internationale. C'est un attentat contre la paix. Je voudrais que les Français qui font parade de mépriser le pacte de la Société des Nations et les autres pactes où l'on voit la signature de la France, c'est-à-dire la leur, fissent réflexion sur ce point.

Il ne faut pas chiffonner les papiers que l'on craint de voir traiter en chiffons de papiers.

Civis.

La crise mondiale et la semaine de quarante heures

Imaginons que les événements aient été autres que nous ne les avons vus. Reportons-nous en 1926 et rêvons. Les chefs de l'activité économique, les maîtres du système capitaliste particulièrement, qui abreuvent les entreprises des capitaux dont ils disposent et les provoquent aux développements et aux concentrations, examinent attentivement la structure de l'économie mondiale et la courbe de son développement. Il leur apparaît qu'un déséquilibre s'y manifeste, dont l'aggravation, inévitable si on ne réagit, conduit à une crise grave. Rencontres, échanges de vues, conférences, imposent à tous la même conclusion : « Nous allons trop vite, emportés par les bénéfices très larges actuellement assurés à toutes les entreprises, nous agissons comme si cette euphorie passagère était stable et durable, nous abusons du machinisme, nous accélérons sans cesse le rythme de production, il ne se peut que cette course se prolonge longtemps encore, sans difficultés graves. Il est temps de freiner un peu et nous proposons, pour cela, de réduire la semaine de travail à 40 heures, sans diminuer les salaires, mais en prenant sur les profits des entreprises le coût de cette charge nouvelle. Si nous n'évitons pas ainsi la crise qui vient, nous l'éloignerons au moins et même nous en diminuerons l'acuité. »

Si on eût ainsi fait, la face des événements était changée.

Dans une certaine mesure, on prévenait le mal, ce qui, en pareille matière, vaut mieux que le guérir, supposé même que l'effort de guérison après l'installation du désordre puisse aboutir. Mais en 1926, en 1927, en 1928, on croyait à la prospérité illimitée ; les nations, les sociétés de capitaux, les banques et les individus n'avaient qu'à s'enrichir : voie ouverte et nul obstacle à l'horizon. Et, en effet, c'est à l'intérieur que le cancer exerçait des ravages. On ne l'appelait pas : cancer, mais progrès. Il a fallu plus de deux ans de crise profonde pour que les yeux commencent à s'ouvrir, et, aujourd'hui seulement, nous entendons les plus clairvoyants dire que le régime économique même est en cause et donc que nous sommes au début de son bouleversement.

Or, il y a, de par le monde, quelques trente millions de chômeurs qui ne peuvent trouver aucun emploi ; la très grande majorité des entreprises fonctionnent au ralenti, quand même elles ne sont arrêtées ; les États, malgré leurs ressources amoindries du fait de la crise, doivent nourrir ces hommes et ces foyers pour lesquels le droit au travail n'est plus qu'un mot vain, et la charge croît en même temps que les recettes fiscales diminuent (1). Telle est l'absurdité — et la folie — du système capitaliste, entraînant le monde dans sa course au profit hypertrophiant et multipliant les entreprises, déplaçant des populations pour les employer à des travaux éphémères et les abandonnant à leur misère, lorsque, brisé lui-même de ses propres excès, il retombe impuissant sur lui-même.

(1) Secours aux chômeurs pris sur les budgets nationaux : en Allemagne, 1150 millions de reichsmarks en 1928, 3 milliards en 1931 — en Grande-Bretagne, 51 millions de livres en 1925, 120 millions en 1932 — en Belgique, 32 millions de francs en 1930, 365 millions en 1931 — en Italie, 34 millions de lires en 1924, 116 millions en 1930.

C'est pour tenter une réintégration au moins partielle de ces chômeurs qu'on a proposé une réduction du temps de travail, afin de répartir la masse de travail encore nécessaire entre un plus grand nombre. Idée généreuse, mais simpliste, qui a pris la forme d'une proposition de semaine de 40 heures et que le Bureau international du travail a longuement discutée, du 10 au 25 janvier dernier.

***

La première objection qui vient à l'esprit, c'est que la réduction du temps de travail a été appliquée partout où on l'a bien voulu (1). En France, les chefs d'entreprise, sur le conseil de leurs associations syndicales, ont compris dès le début de la crise qu'il convenait d'éviter, à tout prix, le chômage complet ; ils ont ainsi réduit la semaine de travail de un, deux et même trois jours, pour laisser à tous leurs ouvriers, dans la mesure du possible, un minimum de salaire ; ceux qui font de notre pays une oasis où l'on ne compte pas plus de 500.000 chômeurs devraient tenir compte de cette réaction du patronat francais, sans laquelle ce nombre serait sans doute au moins triplé. En Allemagne, on a appliqué également le *krümpersystem*, qui consiste à diviser les ouvriers en deux ou trois équipes, travaillant chacune deux ou trois jours par semaine, ou alternativement une, deux ou trois semaines pleines ; mais les chefs de l'économie allemande, par leur politique insensée de concentration et de rationalisation, ont installé, dans leur pays surpeuplé, un chômage chronique, qui s'est manifesté bien avant le début de la crise et qui

(1) Par l'application du système que d'aucuns appellent le *short time*. Expression anglaise qui signifie : temps bref ou temps court, que la plupart ne comprennent pas, mais qui paraît plus savante.

est le fruit amer d'une hypertrophie sans mesure du machinisme ; c'est la raison principale pour laquelle le temps de travail réduit, appliqué par le patronat allemand, s'est révélé aussi peu efficace.

Mais les partisans de la semaine de 40 heures prétendent aller plus loin : ils proposent de généraliser la réduction du temps de travail, en maintenant les salaires actuels. D'où la réaction inévitable des employeurs qui opposent les prix de revient, l'augmentation qui en résultera, entraînant une élévation du coût de la vie. Quelques-uns ont bien tenté de répliquer que le coût de la réforme pourrait être pris sur les bénéfices, mais il est trop évident qu'à l'heure actuelle les bénéfices sont, à de rares exceptions près, réduits à la portion congrue, si même ils existent encore, pour que cet argument ait pu servir longtemps. Aussi a-t-on préféré recourir à la théorie fordienne, selon laquelle les hauts salaires, en augmentant le pouvoir d'achat des ouvriers, profitent à l'économie nationale et donc à ceux qui les payent. Théorie simple, dont la simplicité a fait le succès et qu'on accepte comme une évidence. Il convient de l'examiner de près.

*
* *

Henry Ford écrivait :

L'ancienne théorie, encore prônée dans certains milieux d'affaires, est que le taux des salaires dépend uniquement de la capacité de marchandage du travail devant le monopole de l'employeur... Il faut faire entrer dans la cervelle des hommes que cette théorie ne représente qu'une adaptation de leur raisonnement à de fausses prémisses, c'est-à-dire à leurs erreurs. La théorie des salaires dans le passé n'est qu'une illustration de l'esprit de rapine qui présidait jadis à la constitution des fortunes et à l'art de faire de l'argent.

Une industrie qui ne comprend pas, parmi les bons et utiles arti-

cles qu'elle produit, une échelle de salaires réguliers et lucratifs, n'est pas une affaire réellement productive (1).

A ces lignes, rien à reprendre. Mais l'auteur va plus loin et ajoute :

(L'employeur) doit créer des acheteurs, des clients. S'il produit un article d'utilité courante, ses propres ouvriers doivent être ses meilleurs clients. Dans notre compagnie même, nous avons environ 200.000 clients de premier ordre, auxquels nous payons directement des salaires. Et tous les jours nous créons de nouveaux clients (2).

On voit l'engrenage : augmenter les salaires des ouvriers pour qu'ils achètent plus, augmenter le nombre des ouvriers en développant l'entreprise pour accroître cette clientèle toute proche. Il n'y avait plus de limites, Ford en avait convaincu les Américains ; on sait ce qui est advenu. Encore faut-il voir le système dans son ensemble, car on entend bien que le raisonnement ne vaut plus rien si l'ouvrier, au lieu d'acheter, épargne pour l'avenir. Le danger était prévu :

Nous n'avons pas confiance dans le paternalisme. Lorsque nous élevâmes pour la première fois nos salaires à 5 dollars par jour, nous dûmes exercer un contrôle sur le mode d'existence des hommes parce que beaucoup d'entre eux, d'origine étrangère, n'élevèrent pas leur niveau d'existence proportionnellement à leurs nouveaux salaires (3).

Laissons pour ce qu'il vaut le paternalisme que la société anonyme a tué sans recours et dont les ouvriers aussi bien ne veulent plus, même dans les entreprises personnelles. Il reste que l'application de la théorie for-

(1) Ford, *Aujourd'hui et demain*, p. 193. La théorie n'appartient pas encore au passé : nous la retrouvons, sous une forme plus hypocrite, voilée des thèses du libéralisme économique. En France, le *Temps* la soutient encore, particulièrement depuis qu'il a changé de maîtres.

(2) *Ibid.*, p. 197.

(3) *Ibid.*, p. 204.

dienne exige un contrôle du mode d'existence, une contrainte exercée sur l'ouvrier afin qu'il dépense comme il gagne, une organisation de la vente à crédit, qui, aux États-Unis, avait étendu ses tentacules sur tous les salariés, et dont la ruine a contribué là-bas à aggraver notablement la crise.

Nous concluons de ce premier examen que l'augmentation du pouvoir d'achat, née d'une élévation des salaires, est en raison inverse de l'esprit d'épargne. Or, cette épargne jadis fonctionnait, en temps de crise, comme un amortisseur ; elle réduisait les achats aux beaux jours, mais elle contribuait à les maintenir lorsque l'activité économique se resserrait. Fait trop peu remarqué et que nous livrons à la méditation des partisans de l'inflation monétaire : la France, en emputant sa monnaie des quatre cinquièmes, a ébranlé profondément ses classes moyennes ; l'Allemagne, en réduisant le mark à zéro, a totalement ruiné les siennes ; beaucoup d'autres nations sont dans une situation analogue. Le résultat est qu'une crise économique retentit directement sur l'ensemble : il n'y a plus de réserves pour tenir quelque temps et entretenir un fonctionnement ralenti des entreprises, plus de milieu entre le travail salarié et le chômage. Bien loin donc que la théorie fordienne doive être acceptée sans réserve, il faut déplorer tout ce qui rapproche de son fonctionnement brutal, qui comporte une aggravation ou une extension du prolétariat. On comprend que M. Léon Blum accepte tel quel le lien rigide entre salaire et pouvoir d'achat ; on s'étonne que des esprits qui devraient être abrités du matérialisme marxiste suivent sans paraître voir tout ce qui est impliqué là.

Ce n'est pas tout, d'ailleurs, car l'État est partie dans l'activité économique. Il y intervient par ses prélèvements. Lorsque ces derniers sont justes et mesurés, on

peut admettre que l'augmentation des salaires accroît dans une certaine mesure le pouvoir d'achat. Si l'État coûte trop cher, s'il dépense sans compter, il fausse cette liaison, prélevant toujours plus sur la production, et donc sur les salaires, jusqu'au jour où il accable l'un et les autres. Nous l'éprouvons aujourd'hui (1).

Enfin, la théorie de Ford est beaucoup trop grossière pour tenir compte des circuits, tours et détours que feront, dans l'économie nationale, les surcroîts de salaires dépensés. Réserve faite de l'épargne, dont il faut toujours tenir compte, en France au moins ; ils peuvent aller à une amélioration de la nourriture, sans qu'il en résulte aucun profit, si ce n'est indirect et très amoindri pour l'industrie ; ils peuvent engendrer un développement de l'industrie cinématographique, dont il faut bien se demander quelle part *réelle* lui revient dans la prospérité nationale. Nous conclurons ici qu'en matière sociale ou économique, toute théorie simple, tout mécanisme conçu comme un engrenage est erronée ou traduit grossièrement un ensemble de faits éminemment complexes.

Il n'est donc pas acquis que, dans les circonstances actuelles, une augmentation de la masse des salaires payés donnerait, à l'industrie et au commerce, un surcroît d'activité compensateur. Ils en bénéficieraient à coup sûr, partiellement et dans une mesure très variable, suivant les conditions économiques de chaque nation, mais rien n'assure que l'aggravation de charges ainsi imposée dans les nations les plus favorisées n'entraînerait pas une aggravation de la crise et donc du chômage.

(1) Si on exclut le service de la dette publique proprement dite, les dépenses budgétaires en France sont passées de 24 milliards en 1927 à 42 milliards en 1932. L'augmentation de 18 milliards a été prélevée sur les salaires directement ou indirectement, comme sur les bénéfices des entreprises.

***

Le grand argument dont les partisans de la semaine de 40 heures sont armés n'en subsiste pas moins : le sixième des travailleurs salariés est actuellement en chômage, vit aux dépens des États accablés qui, n'ayant pas de ressources propres, demandent à l'activité économique subsistante ce qu'ils distribuent aux chômeurs. Il y a là une situation qui, à l'évidence, ne peut durer. Quels que soient les inconvénients de la semaine de 40 heures, il suffirait qu'elle atténue la plaie actuelle, pour que ce bien l'emporte sur les inconvénients.

Voyons alors, autant que possible, dans quelle mesure on peut espérer que la semaine de 40 heures réduirait le chômage. Nous n'avons ici aucune statistique complète ; chaque nation donne le nombre des chômeurs enregistrés ou secourus, qui ne sont pas à beaucoup près tous les chômeurs ; les modes d'évaluation diffèrent même pour les premiers. On peut néanmoins dresser le tableau suivant, qui ne vaut que par la comparaison qu'il permet entre les pourcentages :

Fin 1932

	Nombre de chômeurs (en chiffres ronds)	Pourcentage par rapport à la population totale
États-Unis	11.000.000	11 o/o
Allemagne	6.500.000	10 o/o
Grande-Bretagne	2.800.000	6,2 o/o
Italie	1.200.000	3,3 o/o
France	500.000	1,3 o/o
Belgique	300.000	4 o/o
Pologne	200.000	0,74 o/o
Inde	100.000	1,7 o/o
Roumanie	60.000	0,34 o/o

Si approximatifs que soient les chiffres de la seconde colonne, ils montrent à l'évidence que si la réduction à 40 heures du temps hebdomadaire de travail suffirait à l'Italie pour résorber ses chômeurs — et c'est du délégué gouvernemental italien que vient la proposition à Genève —, il ne serait pas nécessaire d'aller jusque-là, ni en France, ni en Suède, tandis qu'il faudrait aller à 30 heures et même moins en Allemagne et aux États-Unis. De fait, à la conférence du Bureau international du travail, le délégué ouvrier hollandais n'a pas hésité à dire que « la Fédération internationale des syndicats chrétiens est d'avis que la réduction de la durée du travail à 40 heures ne sera pas suffisante dans tous les cas ».

C'est en effet la faiblesse de ces propositions sans nuance qu'on prétend appliquer au monde entier, oubliant les analogies et surtout les différences. « Pourquoi, demandait le délégué patronal roumain, les pays peu industrialisés seraient-ils contraints d'adopter les mêmes mesures que les grands pays industriels? » Il y a de telles différences dans les formes d'organisation des entreprises, dans le degré de concentration et de rationalisation technique, lorsqu'on passe d'un État à l'autre, que ce serait injustice profonde que d'appliquer à tous une mesure uniforme. A bien voir même, on entrevoit que la semaine de 40 heures pouvait être aisément absorbée par les nations où le système capitaliste a exercé ses plus grands ravages, tandis que les autres y trouveraient la cause d'un fléchissement nouveau. Ce pour quoi, sans doute, un autre délégué proposait que les grandes nations tissent l'expérience, laissant aux autres le soin d'en observer les suites avant de s'y rallier.

Même observation si on compare les États agricoles de l'Europe danubienne aux États industriels. La conférence de Genève a entendu quelques demandes d'exten-

sion, à l'agriculture, de la semaine de 40 heures ; mais le problème semble avoir été esquivé. Sans doute, le délégué ouvrier polonais a rappelé la situation douloureuse des salariés agricoles sans travail, qui ne peuvent s'embaucher dans l'industrie, ni émigrer ; il a demandé que la réduction du temps s'applique à l'agriculture comme à l'industrie, et on comprend bien que cette voix nous arrive de la Pologne, riche en ouvriers agricoles. Mais il n'est venu aucun écho du Danube, de ces régions où les paysans sont livrés à une misère qui ne peut accepter aucune charge nouvelle, supposé que les salariés agricoles y soient parfois employés.

Une autre objection a été formulée plusieurs fois. Elle porte sur les nombreuses entreprises, qui actuellement, en Europe, travaillent moins de 40 heures par semaine, parce qu'elles ne peuvent faire mieux. Il n'est pas question de leur demander les 40 heures, mais comment mettront-elles les salaires qu'elles payent au niveau des taux nouveaux ? Elles ne peuvent travailler 40 heures par semaine, mais seulement 35 ou 30, devront-elles donner le même salaire hebdomadaire que pour 48 ?

Comment trouver enfin le surcroît d'ouvriers rendu nécessaire, lorsque ceux-ci ne sont pas de simples manœuvres ? Dans les mines de Belgique, a dit le délégué patronal belge, il faudrait trouver 7000 nouveaux abatteurs, or ils n'existent pas dans le pays. Et on entend bien que l'objection s'applique à toute main-d'œuvre spécialisée, lorsque l'application du travail à temps réduit ou toute autre circonstance particulière ne permettrait pas de trouver, parmi les chômeurs, l'effectif supplémentaire requis.

Il apparaît donc que la semaine de 40 heures serait un remède tout à fait insuffisant, dans les nations les plus éprouvées par le chômage, et qu'au surplus, dans la com-

plexité de l'économie moderne, son application brutale engendrerait des troubles nombreux et conduirait même à certaines impossibilités de recrutement. On objectera ici que la semaine de 48 heures a engendré les mêmes troubles et qu'on les a bien surmontés ; mais la journée de 8 heures, dans la mesure où elle a été appliquée, s'est imposée en période normale et même dans les années d'activité pléthorique qui ont marqué l'après-guerre. Nous sommes devant une économie profondément anémiée, dans laquelle les entreprises périclitent lentement. Puisqu'on cherche à réduire le chômage, il conviendrait de savoir combien, parmi ces entreprises, fléchiront sous le poids de la charge nouvelle.

*
* *

On a longuement discuté à Genève sur le coût de la réforme et sur la possibilité de l'accepter. Il n'y a malheureusement rien à tirer des arguments invoqués. Le délégué ouvrier français a stipulé que « les normes actuelles (de salaire) représentent un minimum » et que les ouvriers « entendent que la réforme des 40 heures ne s'accompagne pas d'un abaissement du niveau de vie » : c'est une affirmation. Il a ajouté que, « à mesure que la production a augmenté, le nombre des travailleurs occupés a diminué », que « les bénéfices ont augmenté par suite des améliorations de la technique », mais que « la part des travailleurs dans cette augmentation n'a pas été équitable », ce qui est parfaitement exact et nous ramène à ce rêve que nous formulions en débutant : instauration des 40 heures en 1925 ou 1926. Car, aujourd'hui, les bénéfices réduits souvent à rien, la revendication d'une part n'a de valeur que pour l'avenir.

Contre cette thèse, les délégués patronaux ont accu-

mulé les objections. Le conseiller patronal français a affirmé que « la masse des salaires à distribuer est constante », vieille erreur du libéralisme le plus aveugle. Le délégué patronal s'est efforcé d'évaluer la part des salaires dans le prix de revient et, conséquemment, l'augmentation qui en résulterait du fait de la semaine de 40 heures avec salaires maintenus ; selon lui, l'accroissement des prix de revient atteindra 10 à 15 o/o en moyenne, 16 et 17 o/o dans certains cas (1). Cet élément de la question ne nous avance guère, parce qu'il est incomplet. On est surpris, en effet, de voir accumuler sans cesse, en matière économique, maints raisonnements qui comparent le salaire au prix de revient, l'importance du premier comparé au second ou aux charges provenant du capital, alors qu'on maintient le plus pudique des silences sur le prix de vente et l'écart qui le sépare du prix de revient. Bien pis : on ne nous renseigne jamais exactement sur les différents éléments dont on compose le prix de revient, en sorte que nous ignorons s'il comprend ou non les amortissements du matériel, les charges imposées par le service du capital. Le voile épais dont on couvre ces réalités fondamentales permet de soutenir les théories du salaire les plus fausses, à l'abri des faits, de même qu'il rend vaines toutes les objections qu'on oppose à une augmentation des salaires pour un motif quelconque (2). Si la hausse des salaires est impossible aujour-

(1) Le délégué patronal français évalue comme suit la part des salaires actuellement et directement incorporés : industrie houillière, 63 à 65 o/o du prix de revient ; métallurgie, 18 o/o ; matériel agricole, 38 o/o ; matériel électrique, 32 o/o ; constructions navales, 24 o/o ; automobile, 20 o/o ; textile, 33 à 50 o/o ; industrie chimique, 20 à 50 o/o ; imprimerie, 48 o/o.

(2) Voici un exemple pris à une industrie-clé. En 1926, le prix de revient de la tonne de fonte hématite, en y comprenant 15 o/o de

d'hui avec des prix de vente très proches des prix de revient, égaux à ces derniers quelquefois, si, comme l'a affirmé le délégué patronal français, le bénéfice représente en moyenne 5 o/o de la masse globale des salaires, tandis que la semaine de 40 heures augmenterait les prix de revient de 12 o/o (1), on doit en conclure que cette augmentation des salaires était possible avant la crise, et, par conséquent, qu'elle le redeviendra ensuite si on en sort.

On doit noter par contre, en terminant sur ce point, que les partisans de la semaine de 40 heures n'ont pas dit comment une convention internationale, fût-elle signée, pourrait imposer avec le temps réduit le maintien des salaires actuels. Les États peuvent légiférer sur la durée de la journée de travail, aucun d'eux, l'État russe excepté, n'a le pouvoir d'imposer un taux quelconque de salaire, et il n'est pas à souhaiter qu'il se l'attribue. Si l'autorité publique doit veiller à ce que les revenus des familles ouvrières ne descendent pas au-dessous du minimum nécessaire, elle n'a pas mission, sauf en régime socialiste, pour fixer légalement la rétribution due au travail ouvrier. Ce ne serait pas là une prérogative, mais un abus d'autorité, un empiétement de la puissance publique sur ce

frais généraux pour l'usine productrice, était inférieur à 300 francs. Le prix de vente en France oscillait entre 490 et 525 francs selon les régions. En 1933, le prix de revient diminué de 20 o/o au maximum, le prix de vente varie entre 320 et 345 francs. Aujourd'hui comme il y a sept ans, on démontre avec le seul prix de revient qu'une hausse des salaires est impossible.

(1) Il faut admirer ici les jongleries coutumières qui sont faites avec les chiffres pour dérouter. On évalue la part du salaire dans le prix de revient à 40 o o, en moyenne. Le coût de la semaine de 40 heures est fixé entre 10 et 15 o/o du prix de revient mais avec les salaires incorporés dans les matières premières et les produits mis en œuvre. Le bénéfice, lui, s'évalue non par rapport au prix de revient, mais par rapport aux salaires, à 5 o/o de ces derniers.

qui, dans l'ordre, revient aux syndicats et aux organisations professionnelles. Une convention internationale, sur ce point, ne pourrait donc aller plus loin que la recommandation, avec laquelle chacun en prendrait à son aise; on n'échapperait pas aux réductions proportionnelles des salaires, contre lesquelles l'unique recours serait la grève, chômage généralisé.

***

Il reste à examiner les conséquences lointaines de la semaine de 40 heures, supposée réalisée, étendue à toutes les industries, supposée relativement efficace, malgré les différences profondes, dans l'organisation industrielle et dans l'intensité du chômage, qui séparent les nations. Car il ne suffit pas de rendre immédiatement quelque travail aux ouvriers et aux employeurs dénués, si ce gain passager doit être payé ultérieurement par de nouvelles privations et de nouvelles souffrances, plus graves. M. Maurice Guérin écrivait récemment (1) :

Je discutais récemment de ces graves problèmes avec deux amis du P.D.P. : un ancien ouvrier devenu prêtre, mais que son sacerdoce n'a pas éloigné (tant s'en faut!) de la classe ouvrière; et un ancien employé devenu patron dans l'industrie. Tous deux me disaient : La semaine de 40 heures ne résoudra pas les difficultés avec lesquelles nous nous débattons. Si jamais on l'applique, elle provoquera un nouveau bond du machinisme, parce que, pour récupérer les possibilités de production que la réduction des heures de travail leur fera perdre, les patrons installeront de nouvelles machines. Au bout de peu de temps, ces machines, non seulement combleront le déficit des heures de travail créé par la réforme, mais amèneront une augmentation de production qui, automatiquement, deviendra de la surproduction — et nous nous retrouverons ainsi, à bref délai, devant le gouffre du chômage.

(1) *Le Petit Démocrate*, 29 janvier 1933.

Je répondis : Prenez garde! ce n'est pas le procès des 40 heures que vous faites là, mais le procès du régime anarchique sous lequel nous vivons. Les 40 heures sont la réplique nécessaire et fatale du corps social qui se défend au machinisme qui se développe aveuglément. Si le machinisme, devant cette réplique, n'a pas d'autre réflexe que de bondir à nouveau, nul ne peut douter évidemment qu'il ne produise une fois de plus du chômage et que ce chômage, une fois de plus, ne remette en question la durée du travail. Voilà un siècle et plus que les choses se passent ainsi. Mais, cette fois-ci, il y a une raison pour que ça cesse, et cette raison, c'est que, non seulement des travailleurs organisés, mais des dirigeants du régime : économistes, industriels, techniciens, trouvent que ça ne peut plus durer.

Le machinisme se développe aveuglément, mais il est mû lui-même à cette extension hypertrophique, par des convoitises qui, elles, sont bien aveugles, sans réserve. Or il n'est pas douteux qu'à la faveur d'une reprise même partielle et temporaire de l'activité économique, les groupes financiers, les banques, les armes du système capitaliste sont toutes prêtes à annuler la semaine de 40, de 35 et même de 30 heures. La machine n'a pas donné son plein ; elle n'en est même qu'à ses débuts. Et lorsqu'on nous cite des entreprises qui, normalement, ne demandent déjà que 5 ou 6 heures de travail à leurs ouvriers, on ne formule pas un argument pour, mais contre la semaine de 40 heures, dans la mesure où celle-ci est tournée, au moins provisoirement, à réduire la plaie du chômage.

Deux faiblesses, deux vices s'opposent à toute solution vraie de la crise actuelle : la convoitise du pouvoir ou du gain, qui entraîne les États et les individus à refuser tout sacrifice — et la faiblesse rare de l'imagination créatrice chez tous ceux qui auraient pouvoir de réagir. On ne veut pas voir ce qui est, ou bien, le voyant, on ne sait que faire. Les deux faiblesses contribuent à maintenir toutes les causes du mal, en combattant par conséquent vainement leurs effets.

Dans sa conférence nationale, le 6 janvier dernier, la C.G.T. déclare que *le progrès technique et scientifique ne saurait être limité dans son développement*, mais elle ajoute qu'il *doit provoquer un ordre économique assurant à l'ensemble des travailleurs le bénéfice matériel et moral sans lequel les progrès réalisés aboutissent à des calamités sociales*. Les deux affirmations sont jointes comme prémisse et conséquence, on ne paraît pas avoir la moindre conscience du saut qui fait passer de l'une à l'autre. Le progrès matériel illimité *doit* provoquer un ordre économique..., les hommes n'ont donc qu'à se laisser porter, si ce progrès leur sert de guide et de vertu. En réalité, on renverse, ce disant, les liaisons logiques et réelles, car c'est l'ordre économique *et social*, l'ordre humain qui doit commander, diriger, accélérer ou contenir le progrès matériel. Car celui-ci, de soi, est indifférent aux conséquences : il élève si la vertu des hommes leur donne la force de le porter, il abaisse et déprave si l'homme se livre à ses délices grossières. Si même le progrès matériel ne doit pas être dirigé, orienté ou contenu, il n'y a plus rien à faire qu'à tendre le dos en attendant les cataclysmes. Quelques Ford mobiliseront plusieurs millions d'hommes, avec leurs familles, pour construire plus d'automobiles que le monde entier n'en peut user ; et ces hommes mourront de faim. Quelques Bata fabriqueront plus de chaussures que le genre humain — les nègres compris, malgré les souffrances de la chaleur — n'en peut recevoir ; et des ouvriers mourront de faim.

Car nous en sommes là, encore que les préjugés et les intérêts capitalistes empêchent de le voir ou de le dire, nous en sommes là au moment où l'utilisation des forces motrices naturelles n'est qu'à ses premiers pas, ces forces réservant encore le principal de leur secret et de leur puissance, qui nous sera livré demain. Il faudrait voir

grand, aller au fond, aux sources, aux causes, et prévoir largement. Il faudrait voir humainement surtout, dans la plénitude des vraies exigences de l'homme. Sans doute alors s'apercevrait-on qu'il faut préparer la journée de travail plus courte, mais on ne penserait pas aux loisirs accrus (1), à leur « utilisation », sans souci du foyer inhumain, de l'état de vertu qui commandera à ces loisirs, des utopies ou des erreurs qui viendront les empoisonner; sans égard surtout au paria de la société qu'on prépare, à la mère de famille qui n'aura d'autres ressources, pour profiter elle aussi du progrès illimité, que de refuser les enfants.

Le Play donnait, au travail des hommes, deux fins : le pain quotidien et la vertu, non la richesse. C'était à l'heure où Guizot prêchait : enrichissez-vous! On a oublié Le Play, on a entendu Guizot, et les fruits sont venus : pour un petit nombre, la richesse — pour la plupart, la limitation excessive du pain quotidien, puis, sur ce premier nécessaire, la plus grave menace. Et derechef, nous sommes ramenés à la même croisée de chemins, réduits aux expédients, comme la semaine de 40 heures, devant laquelle il ne faut pas reculer certes, s'il est bien établi — ce n'est pas fait — qu'elle peut diminuer la misère dans le monde, sans engendrer ensuite un déficit plus grand que le gain passager ; encore ne serait-ce acceptable qu'à condition de voir clair et de ne pas recouvrir les réalités,

(1) La semaine de 48 heures représente 2496 heures de travail par an, la semaine de 40 heures 2080. L'écart est de 416. Nous renonçons à chercher pourquoi les organisations ouvrières ont accepté aveuglément la formule — qui ne vient pas d'elles — sans y accorder immédiatement la demande de 15 jours de congé payés, soit déjà 96 heures par an. Sont-elles donc insensibles à la lassitude qu'engendre un travail toujours morne, sans arrêt, sans répit, sans relâche?

la semaine de 40 heures comme les autres, d'une pauvre et fausse littérature de progrès social ou économique.

Nous sommes à la même croisée de chemins, devant un monde qui ne peut plus se porter lui-même, devant un désordre qui ne se mesure pas au nombre des heures de travail, mais à l'injustice établie et maintenue, qu'il faut briser au fond. Comment? Ce n'est plus à chercher :

Il est absolument nécessaire de replacer la vie économique sous la loi d'un principe directeur juste et efficace. La dictature économique qui a succédé aujourd'hui à la libre concurrence ne saurait assurément remplir cette fonction; elle le peut d'autant moins que, immodérée et violente de sa nature, elle a besoin, pour se rendre utile aux hommes, d'un frein énergique et d'une sage direction, qu'elle ne trouve pas en elle-même. C'est donc à des principes supérieurs et plus nobles qu'il faut demander de gouverner avec une sévère intégrité ces puissances économiques, c'est-à-dire à la justice et à la charité sociales. Cette justice doit donc pénétrer complètement les institutions mêmes et la vie tout entière des peuples; son efficacité vraiment opérante doit surtout se manifester par la création d'un ordre juridique et social qui informe en quelque sorte toute la vie économique. Quant à la charité sociale, elle doit être l'âme de cet ordre que les pouvoirs publics doivent s'employer à protéger et à défendre efficacement; tâche dont ils s'acquitteront plus facilement s'ils veulent bien se libérer des attributions qui, nous l'avons déjà dit, ne sont pas de leur domaine propre (1).

Voilà pour la vertu et les institutions qui la soutiennent. Et voici pour le pain quotidien :

Il faut tout mettre en œuvre afin que, dans l'avenir du moins, la part des biens qui s'accumule aux mains des capitalistes soit réduite à une plus équitable mesure et qu'il s'en répande une suffisante abondance parmi les ouvriers, non certes pour que ceux-ci relâchent leur labeur, — l'homme est fait pour travailler comme l'oiseau pour voler, — mais pour qu'ils accroissent par l'épargne un patrimoine qui, sagement administré, les mettra à même de faire face plus aisé-

(1) Encyclique *Quadragesimo anno.*

ment et plus sûrement à leurs charges de famille. Ainsi ils se délivreront de la vie d'incertitudes qui est le sort du prolétariat, ils seront armés contre les surprises du sort et ils emporteront, en quittant ce monde, la confiance d'avoir pourvu en une certaine mesure aux besoins de ceux qui leur survivent ici-bas.

Tout cela, notre prédécesseur l'a non seulement insinué, mais proclamé en termes clairs et explicites; nous-même, nous le répétons en cette lettre avec une nouvelle insistance. Qu'on en soit bien convaincu, si l'on ne se décide enfin, chacun pour sa part, à le mettre sans délai à exécution, on n'arrivera pas à défendre efficacement l'ordre public, la paix et la tranquillité de la société contre l'assaut des forces révolutionnaires (1).

Si l'on veut un progrès économique, c'est là, avant tout, qu'il le faut chercher. Car avant les loisirs, même bien utilisés, passe la nécessité du pain quotidien, *du minimum de biens requis à l'exercice de la vertu*, dont on ne peut dire que jamais il ait été, sauf en quelques courtes périodes (1908-1914, 1925-1929), vraiment assuré (2). Mais devant les conséquences de ces principes presque tous reculent, même ceux qui, dégagés des intérêts matériels, devraient oser dire la vérité, au lieu de ménager ceux à qui elle sera amère. Car cette vérité s'appelle aussi justice.

(1) *Ibid.*

(2) Ici même (Ève Baudoüin : pour le retour de la mode au foyer, *Vie Intellectuelle* du 10 février dernier), on donnait quelques évaluations de salaires ouvriers : 640 francs par mois dans le Nord, 700 francs à Montargis et à Clermont-Ferrand, 580 francs à Marseille, pour des hommes chefs de famille. Récemment, M. Antonelli écrivait : « Même si la hausse du prix de revient devait entraîner une hausse des salaires réels et du coût de la vie ouvrière (par suite de la semaine de 40 heures)... la classe ouvrière devrait seulement mettre en balance l'avantage moral obtenu et l'avantage matériel sacrifié » (*Politique*, janvier 1933). Ce doctrinaire socialiste en parle à son aise. Nous croyons plus sûr de questionner les intéressés, comme nous l'avons fait au hasard des rencontres, à temps et à contre-temps. Toutes les réponses se reflètent dans ces mots : « La semaine de 40 heures, je m'en f... Nous n'avons jamais demandé ça. C'est la semaine de 400 francs qu'il nous faudrait. » Evidemment!

*
* *

A Genève, le délégué patronal danois faisait cette remarque :

Vouloir guérir le chômage par une distribution du travail existant entre un plus grand nombre d'ouvriers, au lieu d'attendre pour fixer la durée du travail de connaître les mesures économiques, financières et politiques qui seront prises pour mettre fin à la crise, c'est renverser l'ordre logique. C'est seulement lorsque le monde aura retrouvé la voie de la prospérité qu'on pourra évaluer la production nécessaire, estimer la consommation et examiner s'il convient d'adapter la durée du travail.

Raisonnement exact et qui serait pertinent s'il ne renvoyait à la conférence économique mondiale, sur l'efficacité de laquelle pèse un scepticisme trop justifié, car plutôt que des mesures propres à mettre fin à la crise, nous y verrons, en champ clos, la lutte des impérialismes américains et anglais (1), au milieu de quelques nationalismes hystériques. Ce scepticisme entraîne certains à affirmer qu'il n'y a rien à faire. Nous le nions, nous pensons même que c'est à travers les difficultés actuelles, et non dans un retour apparent vers la prospérité, fausse ou réelle, que des hommes résolus devraient agir hardiment. Comment ? Nous y viendrons.

GEORGES COQUELLE-VIANCE.

(1) Cf. « Billet de Civis », *Vie Intellectuelle*, 10 février 1933.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Chronique politique et sociale

La crise de la Société des Nations

Du plan Mac Donald au projet de Directoire européen

La Société des Nations est malade. Doublement impuissante en Extrême-Orient, elle n'a pu empêcher la guerre, ni s'opposer à la défection du Japon. A Genève même, la Conférence du Désarmement ne semble pas près d'aboutir. Les plans se succèdent, et s'ils diffèrent par la conception, ils finissent par connaître un même sort : « Archives — Affaires classées »...

Pourquoi ?

Parce qu'on ne comprend plus le Pacte ou qu'on ne veut plus l'appliquer; parce que l'esprit international est en baisse.

Deux manifestations importantes ont illustré cette vérité en la seconde quinzaine de mars : le projet britannique de Désarmement; le projet italien de Directoire européen.

I

Le plan Mac Donald

Désireux de sauver à n'importe quel prix (à condition que ce prix fût payé par d'autres) la Conférence du Désarmement, M. Ramsay Mac Donald, Premier ministre britannique, a présenté une ingénieuse combinaison. La note distinctive du nouveau projet est de faire appel à notre bonne volonté pour désarmer, sans nous apporter en échange

aucune garantie sérieuse de sécurité. Nous disions : « Arbitrage, sécurité, désarmement ». M. Mac Donald (pour simplifier sans doute, et cependant, ne fut-il pas signataire du Protocole de 1925?) ne veut retenir que le troisième terme.

En quoi il s'éloigne grandement de ce Pacte de la Société des Nations qu'il prétend sauvegarder, vivifier, mettre en application. Qu'on se réfère à l'article 8 du Pacte : il comporte expressément le droit à la sécurité, et le droit au bénéfice d'une protection commune.

Cette protection commune, dont le plan français représentait une première ébauche, susceptible de précision et de développement, n'existe pas à l'heure actuelle. Quant à la sécurité, nul ne peut prétendre qu'elle nous soit garantie au point de nous contraindre moralement à désarmer. Que dit en effet l'article 8? — Que la sécurité nationale doit s'apprécier en « tenant compte de la situation géographique et des conditions spéciales de chaque État ».

Si l'auteur du plan n'était M. Mac Donald en personne, nous pourrions nous demander s'il a bien consulté la carte. « Situation géographique... » La France n'est malheureusement pas une île, protégée par la mer et par une flotte innombrable. Elle n'a même pas cette position privilégiée de se trouver, comme les États-Unis, entre deux océans. Alors, il lui faut bien protéger ses frontières.

Car ce n'est pas une frontière, mais deux que nous avons à garder. Toute l'accumulation de matériel et d'effectifs qui monte comme une marée de l'autre côté des Alpes, est-ce pour venir à notre aide, en cas de conflit européen?...

*
* *

Sur un autre point, M. Mac Donald provoque des inquiétudes. Il se déclare prêt à soutenir une politique de revision des traités. Nous ne sommes pas loin de penser comme lui, estimant que l'article 19 du Covenant ne doit pas demeurer éternellement lettre morte : « Les traités sont sacro-saints, mais ils ne sont pas éternels. »

Toutefois la question d'opportunité présente ici la plus grande importance. Il faut reviser pour consolider la paix, non pour faire éclater la guerre. La prudence conseille d'attendre que l'hitlérisme se soit un peu refroidi, et que le Gouvernement fasciste ait pris une conscience plus haute de ses devoirs européens. M. Mac Donald lui-même n'écrivait-il pas en 1927, dans l'*Evening Standard* :

L'attitude méprisante de M. Mussolini à l'égard de la Société des Nations est bien connue, car il l'a avouée ouvertement. Sa politique extérieure est guidée uniquement par les intérêts de l'impérialisme italien, et il ne songe ni aux règlements ni au mécanisme de la Société : ses yeux sont fixés sur les Balkans, sur l'Asie Mineure, sur la Tunisie ou ailleurs. Il s'embarquera dans une guerre demain si cela lui convient et se moquera du qu'en-dira-t-on.

II

Le projet de directoire européen

A la Société des Nations, en tant qu'organisme destiné à faciliter le maintien de la paix, le Duce voudrait substituer un Directoire, où figureraient, outre l'Italie et l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France.

Ce projet de Directoire n'a pas été divulgué, mais communiqué aux Gouvernements intéressés, et porté à la connaissance des journaux — au moins dans ses grandes lignes — par un ensemble combiné de savantes indiscrétions. Aucune de ces révélations au public n'étant officielle, toutes peuvent être démenties. Le Gouvernement fasciste s'est donc réservé une grande liberté pour l'adaptation et la mise au point de son projet.

En fait, il s'agit de renforcer la distinction entre « les puissances » et « les nations à intérêts limités ». Les premières gouvernent l'Europe ; les secondes s'en accommodent autant qu'elles peuvent.

Par malheur — je me place au point de vue fasciste — ce n'est pas en vain qu'on a proclamé depuis quinze ans le principe de « l'égalité en droit de toutes les nations ». La

communauté internationale est infestée d'esprit démocratique. On l'a bien vu à Genève le 25 mars, quand le Conseil permanent des États de la Petite Entente a fait entendre une protestation motivée (et nullement platonique) : « Comme on ne peut disposer du bien d'autrui ni directement ni indirectement..., les accords de cette nature appartiennent au passé. » C'est net. Et plus loin, il est dit qu'une politique révisionniste amènerait nécessairement « des réactions énergiques ». Ainsi pense également la Pologne.

Pour être utile au maintien de la paix, le Projet de Directoire européen doit donc subir une sérieuse adaptation. En elle-même, l'idée n'est pas absolument mauvaise. Il est clair, par exemple, que la solidarité économique européenne, et même mondiale, qui s'affirme chaque jour davantage par le jeu de lois inéluctables, met en cause des intérêts d'importance très diverse. Il ne saurait être question de subordonner les intérêts industriels de l'Allemagne à ceux de la Hongrie (je prends à dessein une hypothèse purement imaginaire). Dans le concert des nations, et sous réserve du respect de la justice, chaque État peut prétendre jouer un rôle proportionné à son importance réelle. Méconnaître ce principe ne serait pas servir la morale, mais déserter le monde des réalités pour celui de l'idéologie.

Il est clair, d'autre part, que les grands intérêts communs à l'humanité civilisée, ce n'est pas dans une immense Tour de Babel qu'ils seront le mieux reconnus et protégés. Quand certains problèmes internationaux viennent en discussion, il faut ou bien limiter le nombre des interpellateurs, ou bien renoncer à tout espoir de solution. Le Pacte de la Société ne fait-il pas de distinctions entre la compétence du Conseil et celle de l'Assemblée? Les vieux routiers de Genève s'en félicitent, et dans l'intimité confient volontiers leur désir de voir accentuer cette indispensable discrimination.

Le problème, vu de haut — certains pessimistes diront même : « vu de Sirius » —, consiste donc à concilier le principe de l'égalité des droits avec l'inégalité d'influence des États. Formule diplomatique à trouver. Laissons à chacun son métier.

Par contre, si nous quittons la théorie pour envisager les circonstances dans lesquelles se présente le projet fasciste de Directoire européen, certaines graves objections surgissent. Toute démarche de la France qui pourrait sembler — à tort ou à raison — un recul par rapport aux positions prises en 1919 risquerait de compromettre nos relations avec la Petite Entente et la Pologne. On peut le regretter, mais c'est un fait. A nous d'en tenir compte.

En second lieu, il semble bien que, dans ce « Directoire », nous ne puissions guère espérer une situation très avantageuse. L'Italie a partie liée avec l'Allemagne, au moins pour un temps. La France n'a pas nécessairement partie liée avec l'Angleterre. Elle risque donc de se trouver isolée, et de payer, au prix fort, le concours britannique. Il faudrait que les Gouvernements de Rome et de Berlin eussent un grand esprit de générosité, pour ne pas exploiter pareille situation.

Embarquée dans une telle politique, la France n'aurait bientôt plus d'autre ressource que de laisser faire, ou de résister par la force.

Concluons que le projet italien, malgré ses mérites réels, et la souplesse inventive de ceux qui l'ont imaginé, ne semble pas devoir répondre à tous les besoins d'une organisation générale de la paix en Europe.

Un projet de plus... M. Winston Churchill en a déjà compté cinquante-sept!

*
* *

Volontairement ou non, les Gouvernements fasciste et britannique s'écartent de la voie droite. Pour organiser la paix, il faut et il suffit de mettre en œuvre les principes posés par le Pacte de la Société des Nations. Bâtir sur le Pacte (article 8), c'est bâtir sur le roc. Quand donc se mettra-t-on d'accord pour commencer?

29 mars 1933.

JEAN LAPIERRE.

DOCUMENTS

On chôme en Allemagne

Capitalisme (1)

« Un champignon, à la tige longue et grêle, à la tête disproportionnée, si large que le pied ne voit jamais le soleil et se décompose dans la pourriture. » Telle est, d'après le professeur Bonn, l'image de l'économie allemande après l'inflation (2). L'organisation admirable de l'industrie cartellisée, rationalisée, suréquipée, est soutenue par une base financière exsangue et rachitique : « En période d'inflation l'argent n'a plus de prise sur les marchandises, en période de crise les marchandises n'ont plus de prise sur l'argent (3). »

Nous avons déjà entrevu, en parlant des causes allemandes de la crise et de ses contre-coups financiers, les répercussions du chômage sur l'industrie allemande : la rationalisation a conduit à la surproduction, celle-ci à la disparition des capitaux, et l'on se venge aujourd'hui sur

(1) Cet article fait suite à ceux parus dans *La Vie Intellectuelle* du 10 novembre, 10 et 25 décembre 1932. On consultera également sur cette question les *Dossiers de l'Action Populaire* des 25 octobre, 10 novembre et 10 décembre 1932, ainsi que les *Études* du 20 janvier 1933.

(2) M. J. Bonn, *Das Schicksal des Deutschen Kapitalismus*. Berlin, 1930. Ce petit livre, finement écrit et si révélateur de l'état d'esprit du capitalisme allemand, a l'avantage d'avoir vu confirmer toutes ses prévisions par les événements de 1932. La traduction française en est récemment parue chez Dalloz : *La destinée du capitalisme allemand*.

(3) *Ibid.*, p. 24.

les salaires des déceptions apportées par les marchés extérieurs.

Nous voudrions ici revenir sur ces considérations, les approfondir, les compléter, pour mieux nous rendre compte des difficultés et de l'esprit du capitalisme allemand en face de la crise. Nous comprendrons mieux ainsi la plupart des événements économiques et politiques de l'Allemagne d'après-guerre, événements dans lesquels le capitalisme joue un rôle de tout premier plan.

*
* *

L'inflation fut un phénomène assez complexe, à la fois conséquence fatale et cause librement posée : conséquence des transferts considérables et non protégés que nécessitaient les réparations, conséquence de la concurrence internationale qui obligeait l'Allemagne à vendre « à tout prix » pour regagner ses marchés d'avant-guerre perdus, cause librement posée par certains pour se débarrasser d'un seul coup des fardeaux financiers qui pesaient sur l'Allemagne : dette extérieure, hypothèques immobilières ; cause encore destinée à fabriquer du crédit pour financer l'équipement industriel et l'équipement social du pays. Beaucoup enfin se sont lancés dans l'inflation comme on se suicide « pour voir ce qui arrivera après », avec cet esprit d'aventure, ce « culot » — qu'on nous passe l'expression — qui caractérise les attitudes allemandes d'après-guerre, coups de tête de quelqu'un qui n'a plus rien à perdre et qui ne mise plus que sur l'inconnu, l'expérience à tenter, quelle qu'elle soit. L'Allemagne fait souvent songer à ce condamné à mort qui se prêterait, pour jouer sa chance, aux expériences les plus aventureuses.

Et de fait, l'inflation a semblé réussir. Si l'étranger s'est refusé à prendre part au poker allemand, et a main-

tenu à peu près intacte sa forteresse de contrats sacrés, dettes de justice, signatures données, commissions d'experts et conférences de non-responsables, l'Allemagne a réussi par contre à regagner une place honorable dans le commerce international, à rééquiper splendidement son industrie, à faire disparaître sa dette intérieure, à attirer enfin chez elle, une fois le coup d'éponge passé, des milliards de capitaux étrangers confiants dans les promesses de l'Allemagne convalescente.

Pourtant il y avait des ruines. Cette poussée subite du champignon industriel faisait illusion sur la solidité de la tige et cachait la pourriture de la base. Le professeur Bonn remarque avec insistance, dans l'opuscule déjà cité, que l'inflation ne correspondait que trop à cette métaphysique des valeurs qui, en Allemagne, méconnaît la réalité financière pour ne s'attacher qu'aux valeurs matérielles : machines, bâtiments, produits, etc... Le propriétaire reconnu est celui qui détient l'entreprise, et non celui qui la finance. De là un respect profond pour les puissances industrielles, et une désinvolture parfaite vis-à-vis des actionnaires et des prêteurs. L'expropriation immobilière serait un sacrilège, celui-là même qui fit traiter Bruning de bolchevik par les propriétaires et une bonne partie des nationaux-socialistes, tandis que l'anéantissement des valeurs financières n'a pas soulevé d'objections de principe sérieuses du point de vue moral. Les conséquences en furent cependant incalculables, du fait que cette mentalité des classes possédantes se répandit rapidement dans le peuple. Le fait de n'avoir plus confiance dans le papier-monnaie, de ne plus se sentir en sécurité vis-à-vis de la signature du billet de banque — encore un trait qui éclaire la conception allemande des traités — créa autour de l'argent une impopularité qui vivra de longues années encore. L'insistance de l'offre des

crédits étrangers à court terme aidant, on se rua littéralement vers les valeurs matérielles, les « investissements » sous quelque forme qu'ils se présentent. Programmes de constructions, habitations ouvrières, organisation matérielle de la vie, stades municipaux, gares, bâtiments publics, ouvrages d'art, routes, etc..., toute monnaie possédée comme tout crédit à venir, furent rendus visibles, palpables, pratiquement utilisables. Les salaires furent dépensés aussitôt que reçus, grâce à l'organisation de la vente à crédit. Chose curieuse, c'est par un sentiment de sécurité que s'est développé en Allemagne l'esprit de crédit : parce qu'on avait plus confiance dans son appareil de radio que dans les billets de la Reichbank, on a engagé ceux-ci pour avoir celui-là, et provoqué l'insécurité des caisses nationales pour renforcer la sécurité des pécules individuels. Ce fut le coup de mort de l'épargne allemande : des 18 milliards de dépôts de 1913 il restait en 1925 tout juste 2,3 milliards.

Cette mentalité matérialiste distingue profondément le développement économique allemand du développement correspondant américain, si parallèles que paraissent à première vue ces deux dynamismes. L'ouvrier allemand dépense ses économies pour les réaliser, pour les consommer. L'ouvrier américain risque (risquait) son épargne pour participer à la course du crédit. L'Allemand est industriel beaucoup plus que spéculateur.

Mais si le peuple allemand, au temps où il pouvait épargner, se tournait volontiers vers la consommation, le chef d'entreprise, lui, animé du même esprit matérialiste, investissait les capitaux disponibles dans de nouvelles filiales, de nouveaux équipements. L'usine n'est pas considérée en Allemagne comme un moyen de rémunérer des capitaux qui lui ont été prêtés, elle n'est pas au service de l'actionnaire, ni au service du consommateur, ni bien

sûr au service de l'ouvrier, mais elle constitue une sorte de fin en soi au service de la production en tant que telle. Elle est la chose du directeur ou du conseil d'administration, et ceux-ci en profitent amplement et sans scrupules; ils possèdent sur elle un *jus utendi et abutendi*, et la font produire comme on fait courir un cheval de course, pour le profit en même temps que pour l'art. Il en résulte que les engagements financiers des industriels allemands ne sont guère considérés comme des contrats bilatéraux : l'actionnaire doit s'estimer heureux des titres de noblesse qu'il acquiert avec les autres titres quand il participe à telle firme célèbre ou à tel *Konzern* colossal. Mais il n'a rien à réclamer. Les créanciers étrangers de l'Allemagne se sont aperçus à leurs dépens de cette mentalité originale, les créanciers allemands la connaissaient depuis longtemps.

Il en est résulté une fuite éperdue des capitaux le jour où l'on s'est aperçu que le suréquipement atteignait un plafond et que la surproduction supprimait logiquement la rentabilité des entreprises. La crise de confiance a commencé ce jour-là, les capitaux étrangers sont partis, les quelques dépôts d'épargne ont fondu, et les capitaux allemands offrent une base beaucoup trop frêle pour soutenir l'édifice industriel démesurément agrandi.

Cette dégringolade des capitaux fut arrêtée tant bien que mal par l'accord de stabilisation (*Stillhalteabkommen*) avec les créanciers étrangers, et plus tard par les restrictions à la circulation des devises. Des 25,5 milliards de capitaux étrangers investis en Allemagne à la fin de 1930 (1), il restait 23 milliards en juillet 1931, 20 mil-

(1) Évaluation du comité financier de la S. D. N. Rapport du 19 août 1931, dit rapport Layton Wiggin. L'évaluation de la Reichsbank au 31 octobre 1931 dit 28 à 29 milliards. Le Statistische Reichsamt dit 20.623 millions en août 1932, dont 10,5 milliards à court terme.

liards fin décembre. Et ce qu'on appelait crédits en 1930 se nomme aujourd'hui dettes. La seule dette à court terme de l'Allemagne était évaluée à 11 milliards au 29 février 1932 par le Bergwerkzeitung. Sur ces 11 milliards, quatre sont gelés par l'accord de stabilisation; l'industrie et le commerce en supportent 5,4, les banques 3,7. La dette à long terme était évaluée à 9,5 milliards par le rapport Layton (juillet 1931), dont 1,5 à la charge des banques et des entreprises publiques, 3,6 à la charge des débiteurs privés, le reste à la charge des collectivités officielles. On conçoit que le problème de ces dettes préoccupe l'Allemagne. L'intérêt en est élevé : 8 % en moyenne (1), et la charge annuelle est de l'ordre de 1,8 milliard, alors qu'avant la guerre ce compte était créditeur de 3 milliards pour l'Allemagne. La question des réparations n'était pas plus tôt réglée à Lausanne que l'on parlait d'un règlement des dettes non politiques. Et il est clair que par rapport aux dettes politiques ces dettes privées sont de beaucoup plus importantes. Mais le règlement en est plus délicat, et la controverse est grande en Allemagne sur la façon dont on « assainira » les entreprises. Les uns prétendent que les raisons qui ont joué à Lausanne sont tout aussi valables pour les autres dettes : incapacité de payer. D'autres seraient d'avis de proposer aux créanciers étrangers le dilemme : accord à l'amiable ou faillite allemande, ce qui à proprement parler serait un certain chantage à la réduction des dettes. D'autres songent à un examen sérieux de ces dettes, qui trierait les créances recouvrables et celles dont il faut désespérer : l'accord de stabilisation a eu en effet ce résultat de bloquer toutes les dettes ensemble, de les considérer comme « allemandes » sans vouloir connaître les débiteurs pri-

(1) Il a été légèrement abaissé par l'accord du 1er mars 1933.

vés, alors que ceux-ci se départagent nettement en bons et en mauvais débiteurs (1). D'autres arrangeraient tout avec une inflation que l'on se garderait bien d'appeler par son nom. Un bon nombre d'intéressés enfin, plus réalistes sinon plus moraux, pensent que les dettes privées ne sont pas à régler par des considérations politiques, et qu'une signature commerciale engage le débiteur tant que celui-ci n'est pas en faillite.

La disparition ou le gel des capitaux étrangers se sont naturellement accompagnés d'un endettement correspondant de l'industrie allemande vis-à-vis de l'intérieur (2). Les entreprises en difficultés ont en effet recouru aux banques et se sont étroitement liées vis-à-vis de celles-ci. Si l'on examine les bilans des grosses banques berlinoises (Deutsche Bank und Diskonto Gesellschaft, Dresdner Bank, Danatbank, qui constituent ce qu'on appelle les trois « D.-Banques »), on voit les portefeuilles s'enfler de valeurs industrielles à mesure que la crise s'accentue :

(en millions de RM)

	Actif			Passif
	Participations	Débiteurs	Avances sur marchandises	Acceptations
30. 6. 27	100	3 519.2	553.8	383.7
31.12.27	111.1	3 795.7	775.5	220.7
31.12.28	133	4 588.0	1 462.0	426.0
31.12.29	159	5 583.4	1 857.3	493.6
30. 6. 30	196.7	6 140.5	1 855.0	480.7
31.12.30	166.1	5 723.0	2 115.9	700.8
30. 6. 31	180.7	5 668.2	1 748.4	815.9

(1) Le renouvellement de la Convention sur les crédits allemands pour la période du 1er mars 1933 au 28 février 1934 a donné lieu à une importante modification de la clause 10, qui permet désormais un certain contact direct entre créanciers et débiteurs.

(2) Nous ne mentionnons ici que pour mémoire l'endettement correspondant de l'agriculture : 657 RM par hectare dans l'Allemagne de l'est, 604 dans l'Allemagne de l'ouest.

Les banques elles-mêmes s'appuyèrent sur la Reichsbank, dont le portefeuille-valeurs se gonfla :

31 déc. 1927	3 207 millions RM
1928	2 855
1929	3 100
1930	2 838
1931	4 487

Fin juin 1932, la Reichsbank possédait environ 1/3 du total des valeurs réescomptées en Allemagne (3 milliards sur 9 1/2 milliards).

Ce qui devait arriver arriva. En juillet 1931, le krach de la Danatbank donna le signal de la débâcle. On se vit à la veille de la catastrophe. La panique s'empara des déposants comme en général de tous les créditeurs. Les caisses d'épargne tiraient elles-mêmes sur les banques pour assurer la liquidité de leurs actifs. Devant ce cyclone subit le gouvernement prit la seule mesure qu'il avait à prendre : il ordonna la fermeture des guichets et donna sa garantie aux banques en difficultés.

Cette garantie, comme celle jadis donnée par le gouvernement autrichien à la Creditanstalt en de semblables circonstances (1), eut pour effet de lier à tel point les banques au gouvernement, que pratiquement celles-ci sont devenues en fait banques d'État. Si la Deutsche Bank Diskonto Gesellschaft peut recouvrer son indépendance (2), les autres banques ont vu la majorité de leurs

(1) Nous nous permettons de renvoyer à l'étude que nous avons publiée sur cette question. Celle-ci présente une analogie frappante avec l'évolution de la crise financière allemande. Cf. *Études*, 20 nov. 1931, « Le problème de la Creditanstalt ».

(2) Sur 144 millions de capital, 50 sont provisoirement détenus par la Golddiskontobank, banque officielle que l'on peut considérer comme une filiale de la Reichsbank.

actions passer aux mains du Reich : 152 millions (1) sur 220 millions de capital pour la Dresdner Bank après l'absorption par celle-ci de la Danatbank, 56 sur 80 millions de la Commerz und Privatbank après l'absorption par celle-ci de la Barmer Bankverein, etc., etc. Au 1er avril 1932, le Reich avait en outre accepté 348,5 millions de garanties pour divers instituts bancaires, et 400 millions pour les créanciers étrangers de la Danatbank. Cette intervention du Reich dans les finances privées était certes fondée sur d'excellentes raisons, et tout gouvernement, dans les mêmes circonstances, aurait vraisemblablement effectué les mêmes démarches. Pourtant, si l'on considère cet événement à la lumière de la politique générale du Reich, on est bien obligé de constater qu'il fait partie d'un processus de socialisation d'État dont il constitue une étape importante. Déjà l'État s'était assuré le monopole de l'organisation sociale : par son système d'assurance, par l'arbitrage obligatoire des conflits entre patrons et ouvriers, par son contrôle et même ses interventions dans l'établissement ou les modifications des tarifs de salaires, par son organisation des secours de chômage, il dominait la vie de l'ouvrier et limitait sérieusement l'indépendance patronale. La prise de possession par lui de l'édifice bancaire, véritable coup d'État s'il n'avait été commandé par les événements, mettait l'industrie allemande dans une dépendance encore plus étroite du gouvernement, étant donné surtout la situation de cette industrie par rapport aux banques. Un troisième courant de socialisation d'État (pour ne pas dire socialisme) s'affirmait et s'affirme de plus en plus : la mainmise directe du Reich sur l'économie allemande. Cette

(1) Auxquels il faut ajouter 43 millions détenus par la Golddiskontobank.

mainmise ne s'imposait certes pas dans la même mesure que l'intervention financière dont nous venons de parler. Elle était cependant, elle aussi, sollicitée de façon pressante par les événements.

La lourde dette privée de l'industrie allemande, la fermeture des marchés extérieurs, la pénurie des capitaux et le manque de rentabilité des entreprises conduisaient naturellement à un assainissement général de l'économie par la disparition progressive des entreprises les moins viables. Cet assainissement s'opéra normalement au début, et le chiffre des faillites et des liquidations judiciaires augmenta régulièrement. En 1929 disparurent par faillites 354 millions de dettes et autres charges financières; en 1930, 473 millions. Des arrangements par compromis « amortirent » d'autre part, en 1929, 115 millions, en 1930, 223 millions de dettes, et nous ne parlons ici que des compromis connus et des faillites officielles. Ces disparitions touchaient surtout la petite et la moyenne industrie. Mais la crise progressant toujours mit en difficultés la grosse industrie elle-même, et dès lors le gouvernement du Reich s'inquiéta. Laisser s'écrouler la grosse industrie, c'était courir à des désastres sociaux et financiers dont le gouvernement porterait le poids : augmentations massives du nombre des chômeurs qu'il faudrait soutenir, difficultés graves des communes, agitation des partis extrêmes. C'était encore perdre le bénéfice de l'organisation industrielle d'après-guerre, abandonner par conséquent tout espoir d'une reprise des exportations, le jour où la « Konjonktur » se déciderait à remonter. C'était surtout une défaite vis-à-vis de la situation internationale. Réduire son potentiel économique, c'était pour l'Allemagne renoncer à ce prestige qu'elle avait patiemment reconquis dans le domaine industriel et qui remplaçait le prestige militaire d'avant-guerre, c'était presque

passer au rang d'une nation de second ordre, et voir diminuer le poids de sa voix dans la conclusion des cartels industriels et des traités de commerce internationaux. Pour ces raisons de politique économique intérieure et extérieure le gouvernement décida d'intervenir pour soutenir les entreprises en péril.

Le chiffre exact de ces interventions n'est pas connu. Les plus retentissantes ont été la subvention de 100 millions accordée aux compagnies de navigation (écho de nos discussions au sujet de la Cie Transatlantique), et l'achat de 110 millions de RM d'actions de Gelsenkirchen qui donne au gouvernement la conduite des Vereinigte Stahlwerke, et par elles de la part allemande du cartel de l'Acier. Bien d'autres participations sont citées, dont on ne connaît pas toujours exactement le montant : on estime que le budget du Reich 1932-33 comporte la participation du gouvernement à 120 entreprises (1) : mines de Silésie, trust automobile de Saxe, usine d'avions Junkers, industrie chimique, pêcheries de harengs, industrie textile, etc., etc... Ces subventions affectent les formes les plus variées : depuis un an, l'État paie la contribution patronale des mines de la Ruhr pour l'assurance-chômage : 33 millions figurent de ce chef au budget; il organise lui-même le stockage de la moisson pour faciliter son financement et fait cadeau pour cela aux minotiers de 8 M par tonne de blé, tout en les aidant à payer l'intérêt des crédits qu'il leur faut se procurer. Il subventionne les usines de cuivre Mansfeld A.G. pour leur permettre de ne pas licencier une partie de leur personnel ; il donne sa garantie pour 1 milliard de RM à toutes les commandes passées entre l'industrie allemande et le gouvernement

(1) En réalité, sur ces 120 entreprises, une dizaine sont vraiment importantes.

des Soviets, commandes très importantes (1) qui font vivre actuellement bon nombre d'entreprises allemandes. Cette ingérence de l'État dans les affaires privées s'ajoute au processus de socialisation industrielle qui depuis quelques années s'accentue en Allemagne : les entreprises de chemins de fer locaux, les tramways électriques ont suivi l'exemple de la Reichsbahn et sont devenues des entreprises au moins municipales. Les collectivités publiques ont de même mis la main sur le gaz, l'électricité, l'industrie du bâtiment, etc... Et nous ne parlons pas de l' « aide aux provinces de l'Est » (*Osthilfe*) qui engloutit chaque année des millions de marks dans le tonneau des Danaïdes de l'agriculture en Prusse Orientale.

L'industrie allemande ne ménage certes pas ses critiques à cette étatisation croissante. Les inconvénients en sont de fait considérables. Outre la disparition de la libre concurrence et de la responsabilité patronale, l'étatisation allemande a pour résultat de bureaucratiser l'industrie et par là même de lui enlever une bonne partie de sa vitalité. C'est que l'État allemand connaît peu les responsabilités. Si ses services administratifs sont maîtres en science organisatrice, on ne trouve cependant pas chez eux les personnalités marquantes capables d'imprimer aux affaires leur impulsion créatrice. Cette centralisation ne s'accompagne pas, comme en Italie, d'une responsabilité intérieure vis-à-vis de chef du Gouvernement, qui n'hésitera pas à congédier les incapables ou les paresseux. Le caractère de « lutte » disparaît de l'économie, et l'on s'achemine lentement, avec la mystique en moins, vers ces nouvelles formes de production organisée, d'éco-

(1) Ces commandes s'élevaient à 233,4 millions de RM pour les six premiers mois de 1932, contre 487,4 pour le 1er semestre correspondant de 1931.

nomie dirigée, dont certain peuple de l'Est fait l'expérience depuis dix ans, et qu'on n'ose pas appeler de leur vrai nom.

Reconnaissons cependant que le capitalisme allemand favorisait par sa mentalité même cet acheminement. Pour résister au courant étatiste, il eût fallu se montrer digne de la libre concurrence, il eût fallu oser, risquer, conduire. Or ces qualités d'initiative ne sont pas caractéristiques de la mentalité des dirigeants industriels en Allemagne. Certes ils ont monté une gigantesque organisation, et ont absorbé des capitaux étrangers avec une ardeur qui pouvait faire croire à leur amour du risque. Pourtant non. Comme nous le remarquions au début de cet article, le processus de la rationalisation allemande ne ressemble qu'extérieurement à celui de la politique de crédit américaine. En investissant les capitaux étrangers, les Allemands n'avaient ni le goût ni le sens du risque. Ils croyaient de toute leur bonne foi au dogme alors professé outre-Atlantique du dynamisme industriel et du financement de la consommation. Ils n'avaient aucunement conscience d'assumer une responsabilité dont il leur faudrait rendre compte. La politique des « Konzern » faisait de son côté disparaître les responsabilités personnelles, en assurant les industriels les uns par rapport aux autres. Ils ont accepté de gaîté de cœur l'étatisme social du Reich et voté jadis d'enthousiasme la loi sur l'assurance-chômage : c'est qu'ils voyaient là une diminution de leurs risques personnels, une libération vis-à-vis de leurs propres ouvriers, qui leur permettait de régler les licenciements d'après la production sans aucun souci des conséquences au point de vue chômage. Ils se sont engagés, eux aussi, dans un développement parfois inouï de leurs propres organisations sociales, mais cette sollicitude provenait beaucoup moins, semble-t-il, de la conscience de leurs

devoirs, que de considérations publicitaires, que d'une assurance de plus vis-à-vis de la docilité de leur main-d'œuvre, que d'une certaine économie aussi grâce aux réductions consenties de ce chef par l'État sur l'impôt. « Le système capitaliste, déclare Bonn, qui reconnaît le droit au gain, suppose par là même le devoir de perdre. Un capitalisme qui ne peut pas perdre n'est pas viable : il est superflu. Car si la possibilité de perdre, si la considération du risque sont à ce point supprimées que le patron capitaliste moyen — qui n'a rien d'un surhomme, nous le savons d'expérience — n'ait plus à redouter l'éventualité des pertes, il n'y a pas de raison pour ne pas étatiser son entreprise. » — « Nous ne craignons rien sur les commandes russes, nous avouait un gros industriel, les prix que nous leur avons faits nous assurent sur tous risques, même au cas où la garantie de l'État ne jouerait pas. »

Cette assurance sur les bénéfices, ce manque de *fair play* qui refuse de jouer quand on n'est plus sûr de gagner, ont conduit logiquement l'industrie à la socialisation d'État. Bien sûr on se plaint en général de cette ingérence paralysante, mais dans le concret, quand la crise vient présenter sa facture, l'industriel allemand a l'immédiate réaction d'appeler à l'aide les finances publiques. « N'y a-t-il pas d'ailleurs un certain droit ? L'ingérence de l'État dans le domaine social et la tutelle où il a si longtemps tenu l'industrie par la protection des salaires et des syndicats, ne crée-t-elle pas en contre-partie le devoir pour l'État d'aider l'entreprise défaillante ? Donnant, donnant : J'ai donné vos salaires, donnez-moi ma subvention ! »

*
* *

Le résultat de cette centralisation progressive, c'est que le gouvernement du Reich est devenu un poste de commandement de plus en plus intéressant à posséder. De là on dirige non plus seulement la politique intérieure et extérieure, mais encore les finances, l'économie, la vie totale de la nation. On dirige, c'est encore trop peu dire : on possède ! Cette évolution économique n'est pas une des causes les moins importantes du caractère acharné de la lutte politique dans ces derniers temps. Les problèmes de politique extérieure sont devenus pour l'Allemagne, surtout depuis Lausanne, assez secondaires. Ils intéressent les Allemands surtout dans la mesure où ils alimentent la propagande des différents partis — ou du gouvernement lui-même. Et les partis tendent à devenir des étiquettes derrière lesquelles agissent en réalité les trois grandes forces allemandes qui se disputent actuellement le pouvoir : l'armée, le capitalisme, les syndicats.

Il y a certes bien des nuances dans le syndicalisme des partis, mais en fait, s'il s'agissait de reconquérir l'État tombé au pouvoir du capitalisme, l'union serait facile à réaliser entre les socialistes, le Centre, une partie des nationaux-socialistes avec Gregor Strasser (on l'estimait aux 2/3 du parti avant l'avènement de Hitler au pouvoir) et même les communistes. La grève des transports de Berlin, qui accompagna les élections de novembre 1932, fut menée de concert par les nationaux-socialistes et les communistes. Le Reichstag du 31 juillet 1932 était presque totalement anticapitaliste, à part le groupe Hugenberg et une fraction des nationaux-socialistes. Ce fut le rôle du général Schleicher, pendant son court passage au pouvoir, de chercher à réaliser ce front syndical qui devait dissocier les partisans d'Hitler et donner à la majorité de

gauche l'appui de la Reichswehr. Il échoua devant la cohésion du parti national-socialiste, dont il avait, semble-t-il, sous-estimé l'unité. Cet échec, en précipitant sa chute, anéantit pour longtemps les espoirs syndicalistes.

Mettant son habileté manœuvrière au service du capitalisme, l'ex-chancelier Papen a réussi à reconstituer le front de Harzbourg et à lier pour un temps Hitler, la grosse industrie et les propriétaires de l'Est. Mariage fragile, a-t-on remarqué tout de suite, et qui résistera difficilement au choc des problèmes sociaux, économiques et financiers, le jour où il faudra se décider à les aborder de front après les premières « pétarades » démagogiques. La situation s'est pourtant compliquée par la militarisation des troupes d'assaut racistes qui, mêlées à la police, constituent désormais une force capable de contaminer, sinon de tenir en respect la Reichswehr, s'il est vrai que celle-ci, au dire de Schleicher, « pense démocrate ». La force militaire n'est donc plus capable vraisemblablement de dirimer le débat entre capitalisme et syndicalisme. Mais le problème demeure, plus important que le problème du gouvernement avec ou sans la Constitution, avec ou sans le Reichstag, et le point d'interrogation reste posé devant le fascisme allemand triomphant : sera-t-il un fascisme de gauche ou un fascisme de droite ?

*
* *

Nous venons de parcourir la cascade de problèmes qui s'attachent nécessairement à celui du chômage, et commandent cette dernière question en même temps qu'ils sont commandés par elle. Tout ce complexe se tient étroitement. Bien sûr, ici ou là, nous avons entrevu le jeu libre des interventions humaines. Il est cependant à remarquer que la place de ces interventions est extrême-

ment réduite. Partout nous avons trouvé des raisons qui motivaient les attitudes et les décisions, et ces raisons, dans les circonstances concrètes où elles agissaient, nous ont paru subjectivement plausibles, quelque étranges que nous paraissent aujourd'hui les conséquences. En particulier, la politique de suréquipement industriel et de « surinvestissements » allemands ne doit être jugée qu'à la lumière des dogmes économiques en vigueur en 1928. Le paiement des réparations n'a jamais été considéré en Allemagne que sous cet angle : il ne pouvait être admis qu'en fonction d'un développement de l'exportation allemande, développement qu'il suffirait même, pensait-on, à stimuler. Les exportations n'ayant pas repris dans la mesure prévue, les réparations devaient disparaître (1). Et le raisonnement se retrouve encore à propos des dettes privées et de toute la politique économique de l'Allemagne : on attend simplement que les débouchés s'ouvrent, que la crise de confiance se termine, et ce jour-là on reprendra la lutte pour la conquête des marchés extérieurs, lutte qui fera tourner le moulin de l'industrie nationale suréquipée. C'est dans cette pensée que l'on soutient les entreprises défaillantes, que les deniers de l'État alimentent cette guerre d'usure où le vainqueur sera celui qui tiendra le plus longtemps, dans cet esprit que les usines entretiennent soigneusement leur matériel rationalisé : on travaille un jour sur une machine, un jour sur l'autre, et les ateliers quasi vides sont tenus prêts à fonctionner à

(1) Certes la balance commerciale est positive : 1 milliard 1/2 en 1930, 3 milliards en 1931, mais ces chiffres ne doivent pas faire illusion. L'effort de 1931 représente un essai de dumping qui ne pouvait être longtemps soutenu et n'a pas enrichi leurs auteurs. Et la balance 1932 laisse un solde positif de moins de 1 milliard, obtenu en partie par compression des importations.

plein au moindre signe de reprise, pour le grand jour de la mobilisation économique.

En attendant, l'on se prépare du mieux que l'on peut, et l'on s'occupe d'aménager l'intérieur. Ce problème d'aménagement est même tellement important qu'il suffit à concentrer toutes les préoccupations. Les plus hardis, non certes les plus clairvoyants, prônent l'autarchie au moyen d'une transformation économique totale de l'Allemagne : toujours la méthode des « dix hommes et un caporal ». Les autres ont engagé la lutte contre les tarifs de salaires et le syndicalisme en général, dans le but de réduire les prix de revient et de retrouver ainsi la rentabilité de leurs entreprises : le moment est bien choisi, étant donné les difficultés financières considérables et les effectifs réduits des syndicats par suite du chômage. Dès juillet 1932, au moment du coup d'État Prussien du général von Schleicher, on pouvait constater combien les syndicats socialistes étaient impuissants devant la force, incapables de déclencher une grève générale comme on l'avait fait si facilement autrefois au moment du coup d'État von Kapp.

C'est de l'issue de cette lutte que dépend en grande partie, pour les Allemands, la solution du problème du chômage. Ce problème est surtout — pour ne pas dire uniquement — considéré par eux comme un problème national. Ceci explique la recrudescence des passions nationalistes et les progrès du parti national-socialiste. La mise au rancart de toute préoccupation de politique économique internationale libérait non seulement la politique, mais encore l'industrie et même l'opinion publique de tout ménagement vis-à-vis de l'étranger. Ceci explique encore les connivences entre la grosse industrie et les partis d'extrême droite. La tendance à l'autarchie, la guerre au marxisme, l'organisation d'un État fort et d'une éco-

nomie dirigée, faisaient partie du programme industriel. Le reste du programme nazi disparaîtrait facilement, pensait-on, sous l'influence des crédits accordés au parti, et il est plus que probable que M. Thyssen, comme M. Schroeder, avaient reçu sur ce point des assurances formelles de Hitler. Le succès de celui-ci a répondu à l'attente des industriels allemands. Ceux-ci, abandonnant alors tout scrupule, s'orientent vers la politique de force, au-dessus de la constitution. Mais pourront-ils rester maîtres du mouvement ?

*
* *

La lutte de l'industrie contre les syndicats eut son épisode (nous ne parlons pas d'épilogue) le plus significatif dans le programme économique promulgué à Münster le 28 août 1932 par le chancelier von Papen. Ce programme représentait en somme un acquiescement pur et simple aux revendications du patronat.

La doctrine y est exposée d'un freinage de l'étatisation industrielle et d'un respect de l'initiative privée. Concrètement, cette position se précise dans l'abandon par le gouvernement des projets antérieurs de travaux publics destinés à atténuer le chômage, et dans la prise en charge de ce projet par l'industrie elle-même. Pour éviter le démembrement par la crise de l'organisation industrielle et pour réparer les brèches (!) déjà faites à l'équipement économique, un crédit de plus de 2 milliards est alloué à l'industrie pour stimuler la production. Ce crédit prend la forme d'une sorte d'exonération fiscale, par la création d'une hypothèque sur les rentrées d'impôts 1934-38. Un bon-quittance escomptable et portant intérêt sera remis aux contribuables en échange de leurs versements pendant l'année fiscale 1932-33, pour un montant de la valeur même de ces versements en ce qui concerne les

impôts sur transports, de la moitié de cette valeur en ce qui concerne les impôts sur le chiffre d'affaires, des 2/5es pour les impôts industriels et les impôts fonciers. Ces bons pourront servir à payer les contributions 1934-1938 jusqu'à concurrence de 1/5e des rentrées annuelles et pour toutes les catégories d'impôts, sauf les impôts sur le revenu et l'impôt sur les corporations. On remarquera la gradation savante de ces exonérations, qui favorise en premier lieu la Reichsbahn et après elle la grosse industrie (1).

De plus, la défaite totale des syndicats se consomme par la libération du patronat vis-à-vis des tarifs de salaires. Sous prétexte de favoriser l'embauchage, une prime de 400 M. payée en bons-quittance d'impôts est allouée au patron pour chaque ouvrier embauché en plus du chiffre actuel. On se représente ce que cette somme signifie pour les grands Konzern qui du coup sont pratiquement exonérés d'impôts pendant un an. Enfin et surtout les ouvriers ainsi embauchés pourront être payés au-dessous des tarifs de salaires en vigueur, à condition que les nouveaux salaires ne soient pas inférieurs au niveau d'existence minimum. Cette remarque justifie la proposition des patrons de la Ruhr, qui désiraient voir adopter l'allocation-chômage comme base des tarifs de salaires.

La chute du cabinet von Papen a en partie neutralisé les effets de ce programme. Les bons-quittance d'impôts qui n'avaient pas été absorbés par l'industrie sont allés aux municipalités en détresse, et les syndicats ont repris confiance pour un temps avec le général Schleicher. Mais l'avènement de M. Hugenberg au ministère de l'économie

(1) L'exonération foncière était prévue du 1/4 des impôts. Les réclamations de l'agriculture ont fait relever cette proportion à 2/5 comme celle de l'industrie.

nationale vaut à lui seul tout un programme. Son premier soin fut de rattacher à ses services toute la partie sociale du ministère du Travail : salaires, contrats de travail, assurances, etc., pour pouvoir instaurer en toute liberté la dictature capitaliste. L'avenir nous dira si le national-socialisme prendra à son compte cette concurrence. En général, les Directoires ne sont que des gouvernements de transition.

*
* *

S'il est permis de porter un jugement sur la politique économique allemande, nous nous permettrons de remarquer qu'en considérant le chômage comme un problème purement national, l'Allemagne a par là même tourné le dos à sa véritable solution. En supposant que l'industrie arrive à se libérer de ses charges intérieures, il est plus que probable qu'elle sera déçue de ce résultat, comme elle l'a été du moratoire Hoover, comme elle l'a été du traité de Lausanne : ce ne sont pas là les événements décisifs capables de mettre fin à cette mythique crise de la confiance.

En réalité, une organisation internationale de la production réglant la concurrence était seule capable d'ouvrir les marchés extérieurs et de faire travailler l'industrie allemande. Mais qu'on ne s'illusionne pas : cette industrie ne pourra jamais travailler qu'au ralenti, et n'atteindra jamais les coefficients d'exploitation rêvés en 1929 (1). Il était donc — il est donc nécessaire de se résigner à réduire les équipements industriels, tout au moins à les laisser se réduire d'eux-mêmes sous l'action de la crise. La politique de l'État, soutenant les entreprises défaillan-

(1) La capacité de production de l'industrie allemande dépasse de 30 à 40 o/o ses possibilités de débouchés (Bonn, *Op. laud.*, p. 85).

tes et empêchant ou retardant ainsi l'ajustement normal de la production à la consommation, a prolongé cette crise elle-même et augmenté le chômage. Certes, nous l'avons vu, l'État avait de bonnes raisons pour agir comme il l'a fait. Il nous semble cependant qu'en acceptant des augmentations immédiates de chômage et de charges sociales par la liquidation d'entreprises, il aurait contribué à vider l'ulcère et par là même à accélérer la reprise générale des entreprises saines. Il faut savoir risquer pour mériter de gagner : l'État à trop courte vue est tombé dans le même défaut que le capitalisme allemand au moment de ses investissements : il a voulu gagner, sans oser risquer de perdre.

Pourtant le Reich, nous le répétons, a des excuses parfaitement valables. La déflation de son industrie ne pouvait se faire que dans un cadre international, et ce cadre faisait totalement défaut. Il n'est pas qu'en Allemagne, après tout, que la grosse industrie s'appuie sur le nationalisme, et réclame la protection douanière nationale en même temps que l'entente internationale destinée à faire tomber le mur douanier du voisin. Ce n'est pas qu'en Allemagne non plus qu'une morale douteuse préside à la conclusion des cartels. Aussi longtemps que les forces économiques nationales n'auront pas réussi à faire passer leurs intérêts privés après les intérêts simplement humains ou même après les intérêts nationaux sainement compris, il est inutile de songer à faire repartir artificiellement le courant de la confiance. En ce sens le problème économique est exactement parallèle à celui du désarmement. On se rend bien compte en général que le désarmement militaire est désirable, que le désarmement économique est nécessaire. Mais personne ne se décide à commencer, parce qu'on ne sait pas si les autres suivront.

Et l'on se demande s'il n'est pas simplement chiméri-

que de rêver une abnégation des industriels allant nécessairement jusqu'au simple sacrifice de certaines valeurs économiques. Il leur faudrait être des saints pour aller jusque-là, et cette spiritualité n'est ordinairement pas cotée très haut sur le marché des affaires. Cette réorganisation, cet assainissement dans le sens réaliste et douloureux du mot allemand « Sanierung » ne se conçoit guère que commandé par une autorité supérieure aux intérêts individuels. Et l'on se prend à penser que les courants étatistes et socialisants qui entraînent l'Allemagne pourraient bien devenir ceux-là mêmes qui rendront possible l'organisation internationale, et que le problème de l'existence du capitalisme, problème essentiel posé avec acuité par la crise actuelle, pourrait bien se trouver un jour résolu par les faits avant de l'être par les doctrinaires.

Victor Dillard.

A TRAVERS LES REVUES

La Nation européenne

Nous n'en sommes pas là. Du moins il appartient aux « clercs » d'anticiper sur l'avenir, et de tâcher à le préparer. M. Julien Benda ne se trahit donc point en continuant (et achevant) dans la **Nouvelle Revue Française** de mars son *Discours à la nation européenne*, tout nourri de citations de saint Augustin et de Bossuet!

Il n'en acquiert pas toujours, faut-il le dire? l'orthodoxie. Il voudrait « une race d'hommes qui ne se pensent pas dans le national ». Ce qui peut s'entendre en un sens catholique — qui n'est évidemment pas le sien, puisqu'il ajoute aussitôt :

Désintéressez-vous de vos nations, désintéressez-vous de leur histoire, de leurs guerres, de leurs victoires, de leurs traités, de leurs apogées, de leurs décadences. Revenez à Thomas More et à Budé qui discutaient de théologie et de linguistique pendant que leurs patries jouaient leur va-tout au-delà des Alpes... Vous, clercs français, ne soyez pas glorieux de Jeanne d'Arc ou de la Marne, soyez glorieux si votre intelligence est bonne, si elle est... une belle balance de précision?

Comme en tout paradoxe, on discernera la part de vérité qui se mêle à l'erreur. Il la dérobe d'ailleurs avec subtilité :

J'entends vos soupirs : « Nous ne pouvons plus nous désintéresser de nos nations. Elles nous engagent aujourd'hui dans leurs guerres. Elles nous arrachent à nos cellules... »

Je réponds qu'elles ne peuvent engager que vos corps. Si vous avez donné vos âmes, c'est que vous le vouliez... L'Europe est une idée. Elle se fera par des dévots de l'Idée, non par des hommes qui ont un foyer. Les hommes qui ont fait l'Église n'avaient pas d'oreiller pour reposer leur tête.

Oui, mais l'Europe n'est pas l'Église. Différence un peu trop négligée entre l'ordre surnaturel et l'ordre naturel.

Voici du moins des précisions — chimériques, penserat-on : Il faudra une langue supernationale. Ce sera le français, car il y a nécessité de revenir à la religion de la clarté, de la rationalité, de l'apollinisme. Il faudra rompre avec la religion du XVIII[e] siècle pour le dynamisme et l'irrationalité créatrice.

Clercs français..., vous ne comprenez pas — et qui alors la comprendra? — la haute valeur morale et civilisatrice de l'esprit apollinien, *précisément dans ce qu'il a de purement compréhensif, de purement ordonnateur et de non acquisitif*. Vous ne comprenez pas que c'est seulement en exaltant cet esprit que vous inviterez les hommes à honorer une activité purement pacifique...

Suit une violente critique des idées de création, d'invention, d'originalité.

Voici du moins chez lui une originalité. Il dénonce à bon droit ceux qui proposent

un moyen de trouver le ciel dès cette terre, c'est de nous unir de toutes les forces de notre cœur à cette chose durable, impérissable — éternelle — qu'est le peuple dont nous sommes sortis... toute l'habileté consiste à identifier une chose terrestre *qui dure* avec l'éternité divine.

Jusque-là rien que d'excellent. J'admets encore que, pour réfuter cette thèse, il recoure à l'*Imitation*, au chapitre intitulé : « La grâce ne se communique pas à ceux qui ont le goût des choses terrestres. » Car la nation est une chose terrestre. Mais quelle étrange idée d'ajouter :

Les mauvais se disputeront. Ils brandiront le blasphème de saint Thomas : « La grâce perfectionne la nature, mais ne la détruit pas. » Les bons baisseront la tête et penseront qu'il leur faut changer quelque chose dans leur cœur s'ils veulent connaître Dieu.

Passons sur cette étrange accommodation. Plus poussées sont les pages suivantes où il analyse « l'équivoque fondamentale du nationalisme »...

... La vraie racine du nationalisme... c'est la volonté de l'homme de se poser comme distinct du reste du monde, mais de se poser comme tel *dans sa nation*, non plus dans sa personne... Cette volonté a pris de nos jours une force dont on n'avait pas connu l'exemple... Donc si vous voulez atteindre cette passion, sachez où il nous faut

frapper. Démasquez la fausse abnégation dont elle se pare. Montrez l'excellente opération d'orgueil que font les hommes en se niant dans ces réalités précaires que sont leurs individus, et transportant l'affirmation d'eux-mêmes dans cette chose puissante et durable qu'est leur nation.

Vers Moscou

La **Revue de Paris** du 15 mars publie un article du Comte de Fels : *Vers Moscou*, qui veut avoir les allures d'un manifeste.

Plus le temps nous gagne et plus se fortifie en nous la conviction, fondée sur les faits dûment observés et appréciés, que la clef des événements n'est autre que l'existence d'une École dirigeante unique marchant à l'étoile qui brille au-dessus de Moscou, la Mecque du collectivisme marxiste.

Suit l'inventaire des plus récents événements : décomposition de l'État, crise financière...

Voici maintenant l'explication. C'est que Moscou « est pour notre École dirigeante... le vrai pôle d'attraction ». La preuve?

Depuis quinze ans, le redoutable engrenage de l'énorme machine étatiste montée sur les plans de Jaurès n'a cessé de happer de nouvelles catégories de Français... Les profiteurs du régime se trouvent en égale proportion sur tous les bancs de l'hémicycle. En proportion numérique, mais non en proportion qualitative, car il tombe sous le sens qu'un industriel modéré, fournisseur de l'État, a plus d'intérêt encore qu'un petit fonctionnaire socialiste à l'accroissement indéfini de dépenses publiques.

Au fond, collectivisme et radicalisme, c'est tout un — sauf la manière :

Il n'y a, s'il est permis de s'exprimer ainsi, qu'une question de boutiques... Sans la reconnaissance du fait capital que nous n'avons qu'une seule École dirigeante, l'histoire de ces quarante dernières années devient hermétique...

Qu'est donc cette École dirigeante?

La réunion d'hommes associés pour la conquête et l'exploitation

du pouvoir... Elle provient non d'une aristocratie, non d'une bourgeoisie, ni d'un prolétariat de frontières nettement délimitées, mais d'une classe instable et mouvante qui s'est considérablement développée depuis la Monarchie de Juillet, la classe dite des professions libérales...

Conclusion : Le seul jeu de la Constitution politique de la France ne peut nous sauver de la banqueroute :

Le mal est désormais si profond qu'une réforme morale s'impose, et si les Français ne s'associent pas pour la faire, il est à craindre qu'une Révolution ne détruise à trop bref délai les colonnes qui soutiennent un édifice vermoulu...

Nous ne sommes pas d'accord sur toutes les causes du mal analysé, mais la conclusion nous paraît indiscutable.

Memento

La Vie socialiste, 25 mars. — Karl Kautsky, *Que va faire la social-démocratie allemande? Réflexions sur la journée du 5 mars.* — J. Brissaud, *Contrôle fiscal et contrôle des capitaux.*

Revue Thomiste, mars-avril. — M.-J. Laversin, O. P., *Droit naturel et droit positif d'après saint Thomas.*

Le Mois, mars. — L.-F. Céline, *Pour tuer le chômage tueront-ils les chômeurs?* — Général Von Seeckt, *La Société des Nations peut-elle avoir une armée?*

Monde, 25 mars. — A. Rossi, *Marxisme 1933.* II. Socialisme, démocratie en extension et en profondeur. — A. Minard, *Les États-Unis au bord du gouffre.*

Les Documents du Travail, janvier-février. — Les possibilités d'application de la semaine de 40 heures. — La position du problème dans les industries minières et dans les entreprises de transport.

Dossiers de l'Action populaire, 10 mars. — Paul Durand, *La semaine de 40 heures* (2e article). — X., *Les écoles*

géminées sont devenues légales. Avec une bibliographie de la question.

L'Europe nouvelle, 11 mars. — ROGER NATHAN, *Crise du dollar et crise mondiale.* — B. DE MAUD'HUY, *La crise bancaire aux États-Unis.*

Études, 5 mars. — LOUIS JALABERT, *Les orientations de la politique syrienne.*

Chronique sociale de France, février. — C. L., *La semaine de quarante heures devant la conférence préparatoire internationale.*

Politique, mars. — H. BEUVE-MÉRY, *Paradoxes soviétiques.* — CH. FLORY, *Agonie du capitalisme ou crise cyclique?*

Revue internationale du travail, février. — G. MÉQUET, *Les problèmes du logement et la crise.* — A. H. MARU, *Le développement des organisations patronales dans l'Inde.*

Sur le cinquantenaire de Karl Marx, voir notamment :

L'Humanité du 14 mars. — N. KROUPSKAIA : *Comment Lénine étudiait Karl Marx.*

Le Populaire du 14 mars.

Les cahiers du bolchevisme, 14 mars. N° spécial consacré à K. Marx. Cf. entre autres : *Les socialistes falsificateurs de K. Marx.*

La vie socialiste, 11 mars. — KARL KAUTSKY : *Karl Marx.* — *Quelques jugements de Jaurès : le processus de la révolution dans le « Manifeste communiste ».*

Esprit, 1er avril. — N. N. ALEXEIEFF : *Un corps de doctrine scientifique peut-il assumer un caractère de classe?*

La Documentation catholique, 18 février, reproduit un article du R. P. Delos, O. P., paru dans la Revue générale de droit international public de septembre-octobre 1932 sur *Les Missions catholiques dans le droit international actuel.*

L'Information sociale, 2 mars. — Jean Labadié, *Le drame financier de l'Amérique : La débâcle ou le plus merveilleux des rétablissements.* — François Crucy, *Les anti-technocrates.*

La vie socialiste, 4 mars. — *Organisation socialiste :* I. *Collectivisme et radicalisme.*

Monde, 11 mars. — A. Minard, *Le marxisme et le mouvement ouvrier.* — A. Zevaès, *La propagande du marxisme en France.*

Notre Temps, 12 mars. — Jean Luchaire, *Combattre, pendant qu'il est temps encore.*

Dossiers de l'Action Populaire, 25 février. — J. Puchades-Montón, *Le problème agraire en Espagne : Examen de la loi de réforme.* — E. Gaillard, *La crise de la Société anonyme.*

LES ARTS

LOUIS BRACHET. *La ferronnerie en France.*

Histoire d'un art de l'ancienne France — dont notre époque a retrouvé le sens et le goût — évoquée par un grand architecte qui en connaît tous les secrets.

MAURICE BRILLANT. *Art moderne d'inspiration religieuse.*

L'exposition de la galerie Lucy Krohg.

HENRI GOUHIER. *Théâtre.*

Intermezzo. — Bonheur.

HENRI ELZIÈRE. *Musique enregistrée.*

Trois sonates de Beethoven.

—

La Ferronnerie en France

Dès l'époque romaine, certaines provinces des Gaules étaient célèbres par la fabrication des fers façonnés. Après les grandes invasions, les établissements monastiques commencèrent l'exploitation des mines abandonnées, construisirent des fourneaux, des forges et firent ainsi renaître cette industrie délaissée. Par la suite, le développement de l'art du forgeron devint tel qu'à la fin du XI[e] siècle il avait atteint une perfection certaine. Au XII[e] siècle, la grille du chœur de l'église de Conques (Aveyron) atteste la maîtrise de la main-d'œuvre de ce temps.

Néanmoins les moyens mécaniques restaient faibles, voire rudimentaires ; on n'avait pas les procédés de fabrication introduits par l'industrie moderne : un martinet, mû par un cours d'eau, était tout le matériel d'une usine. Le fer obtenu en lopins forgés était converti par les forgerons en barres bien équarries, dressées à force de bras, de chauffes et de coups de marteau. Nos serruriers suppléaient à leur manque de ressources matérielles par une habileté étonnante, une intelligence éveillée, un esprit logique pour parvenir à dompter une matière aussi revêche que le fer. Aussi trouve-t-on dans les œuvres de ces ferronniers des qualités techniques et des qualités d'artistes auxquelles se joint l'émotion du cœur et de la main. Il fut ainsi exprimé quelque chose qui ne sera plus jamais dit et où domine une vertu de franchise et d'inspiration.

Le XIII[e] siècle marqua l'apogée de l'art magnifique du

forgeron ; jamais en effet la qualité des travaux de forge de cette époque ne fut dépassée : la pratique de souder le fer au marteau était arrivée à sa plus parfaite expression. D'ailleurs ce siècle ne fut-il pas, pour toutes les industries, un siècle prodigieux ? Il inventa le soc de charrue à versoir, le gouvernail d'étambot ; tous les objets de cette époque se révélèrent pratiques, pleins de variété et d'une beauté de forme vraiment admirable.

Le matériel d'un serrurier se composait alors d'une forge fixe, de forges mobiles avec souffiets, d'enclumes et bigornes de différentes dimensions, de marteaux, de tranches et de pinces de toutes tailles, enfin d'un grand nombre d'étampes ou matrices d'acier. Les cisailles n'avaient qu'une puissance minime, la lime ne fut inventée qu'à la fin du XIV^e^ siècle. Le serrurier choisissait des fers souples, bien corroyés, car les passages au feu devaient se renouveler souvent pour réunir les barres et les tiges des ornements étampés ou exécuter les gravures et entailles au burin.

C'est à cette belle période que furent forgées les pentures de Notre-Dame de Paris au sujet desquelles les contemporains prétendaient qu'elles étaient œuvre du diable ou bien que le serrurier avait vendu, pour mener son travail à bien, son âme au démon ! En vérité, seuls quelques rares forgerons eussent été capables de les exécuter sans avoir besoin d'appeler le diable à la rescousse.

L'organisation des jurandes et maîtrises maintenait la main-d'œuvre à un prix élevé, faisait la loi de l'acheteur, mais en revanche elle demeurait l'instigatrice d'œuvres géniales et repoussait incapables et bras maladroits. Ces corps en effet conservaient les traditions techniques des métiers et défendaient jalousement leur bonne renommée.

Comme chez les peuples jouissant d'un climat d'art

élevé, l'habileté de la main-d'œuvre l'emportait sur la valeur de la matière employée. Outre la soudure à chaud au marteau, l'exécuteur d'assemblages usait de trous renflés qui quelquefois alternaient sur la traverse ou le montant, enfin de rivets, de colliers ou embrasses et de frettes.

Le rivet est une petite tige de fer qui traverse deux barres ; ses extrémités, écrasées à chaud, réunissent et assujétissent les fers. Le collier est une bande de métal assez mince que l'on enroule, non soudée mais chauffée, autour des pièces à fixer. Le trou renflé ou œil est une ouverture forgée à chaud dans une barre pour permettre la pénétration à angle droit d'une autre barre. Cette ouverture nécessite un renflement qui prend la forme du fer qui doit la traverser. Beaucoup d'ornements, ceux des pentures par exemple, étaient enlevés à chaud, en plein fer, au moyen d'une étampe ou matrice de fer trempé. Ces ornements, têtes ou boutons de fleurs, étaient quelquefois retouchés à la tranche et au burin.

Comme on le voit, les artisans du fer appliquaient à leur métier les méthodes admises dans les autres branches de l'architecture et basées sur la soumission de la forme à la raison, à la nécessité, aux conditions imposées par la matière et ses qualités propres. Et sans relâche les forgerons cherchèrent ainsi des techniques nouvelles, des arabesques et des décors inédits. Au XIV^e^ siècle, ils introduisirent dans leurs compositions des plaques de fer battu, découpées et modelées. Les rivets remplacèrent fréquemment les colliers, souvent même les difficiles soudures. Au XV^e^ siècle, on place des montants et traverses sur l'angle ; les montants ont un chapiteau et une base moulurée, quelques-uns sont renforcés par des contreforts finement profilés et façonnés au marteau. A la fin de ce siècle les ornements de tôle rapportée et rivée remplacent les plaques de fer battu et soudé. A partir du XVI^e^ siècle et jusqu'au

XIX^e^, la tôle repoussée et rivée joue le rôle principal dans la décoration des ferronneries.

La Renaissance produisit des ouvrages de quincaillerie d'un goût exquis. Le décor élimine les motifs gothiques, et insensiblement l'ornement antique apparaît avec cuirs, rinceaux, palmettes et emblèmes.

Sous Louis XIII l'ornementation des ouvrages de fer est faite de culots, de feuilles d'eau en tôle repoussée, de pistils de graines terminés en fer rond ondulé. Ces graines dont la grosseur va en diminuant étaient obtenues par l'estampage.

Sous Louis XIV, souvent l'assemblage des fers s'inspire de la technique de la menuiserie, en réunissant des barres par tenons et mortaises, ce qui affaiblit précisément les fers aux endroits où ils doivent conserver toute leur résistance. Comme au règne précédent, les ornements et feuillages relevés au marteau sont employés, mais avec plus d'ampleur et de variété; quelquefois, comme aux portes du château de Maisons, exécutées en fer forgé et repoussé sous la direction de Jean Marot, le fer est entièrement poli. Ces portes, qui sont des ouvrages de grande valeur, ferment maintenant les trésors de la galerie d'Apollon. A Versailles, Simon Delobel est l'auteur des portes de fer de l'escalier du Roi, des balcons et appuis qui garnissent les fenêtres du Château. Des ornements ainsi que des culots en bronze doré apparaissent aux grilles, balcons et potences de cette période. Du style Louis XIV, les artistes passeront aux ornements rocailles pour revenir à l'antique avec le style Louis XVI.

Sous Louis XV, la ferronnerie prend une importance capitale dans l'architecture. Les ornements sont en tôle relevée au marteau, travaillée à froid avec des recuits. Parfois les culots, rocailles, les rosaces de feuillage, sont exécutés en plomb fondu ou en bronze. Le chef-d'œuvre de

ce style est l'ensemble des grilles de la place Stanislas à Nancy qui demandèrent huit années de travail (1750-1758) au maître Jean Lamour. Les souples courbes et contre-courbes de cette époque étaient traduites et façonnées dans le fer avec plus de facilité que dans une autre matière. C'est alors que la famille des Gamain travaillait aux riches ferronneries du Grand et du Petit Trianon.

Avec Louis XVI, la serrurerie devient plus géométrique. Les grilles, les rampes sont décorées de grecques, de postes, de rosaces, de feuilles d'eau, de têtes d'animaux et d'entrelacs. Les ornements en bronze sont d'une qualité et d'une finesse de ciselure remarquables. Beaucoup de marteaux de portes, très ouvragés — on en trouve encore de nombreux à Bordeaux — sont en fer poli d'une belle facture.

Ainsi à travers les siècles se développait en France l'amour de ce métier viril, en des ouvrages d'un accent sans emphase mais plein de grandeur et de grâce, et dans toutes les œuvres de fer nos forgerons, sous leur marteau, firent pétiller la vie et l'esprit. La grille de la Cour du Mai, au Palais de Justice, est du règne de Louis XVI, lui-même serrurier comme son arrière-grand-père le roi Stanislas Leczinski. Cette porte monumentale s'écarte d'ailleurs de la pure ferronnerie et s'apparente à un ordre d'architecture antique par ses membres complets, c'est-à-dire par ses formes qui sont franchement du ressort de la maçonnerie de pierre.

La décadence du travail du fer forgé commence avec le Premier Empire. Les forgerons partent aux armées, ils forgent des fers pour les chevaux et des pièces métalliques des voitures et caissons. Cette décadence s'accentuera à la disparition des derniers survivants des corporations déjà abolies en partie par Louis XVI et totalement par la Révolution. Cependant, dès l'époque révolution-

naire, le fer commence à être employé comme charpente. Renard fait exécuter un comble métallique au salon carré du Louvre ; Bélanger, même, substitue une ferme de fer à la ferme en bois de la Halle aux blés.

Puis c'est la triste barbarie des métiers artisanaux, jusqu'à Viollet-le-Duc qui, pour ses restaurations des monuments médiévaux, insuffle une vie nouvelle à l'art qui avait déjà créé tant de belles pentures aux lignes si concises, tant de nobles grilles d'une si robuste technique, d'un style si pur !

La fonte de fer la plus vile, qui caricaturait les belles œuvres de forge d'autrefois, connut un triomphe invraisemblable tout au long du XIX^e^ siècle, et ce ne fut qu'à la fin de ce siècle que la ferronnerie originale réapparait. Le grand rénovateur de sa technique fut Émile Robert.

Artisan génial selon le rationalisme plein de noblesse et de bonhomie du moyen âge, sa supériorité de modeleur et de sculpteur du fer massif s'affirma dans nombre d'ouvrages d'une facture franche, rude et sévère. La gloire de Robert est de nous avoir débarrassés des pastiches de la fonte et d'avoir su opter pour la ferronnerie originale. Sa technique était basée sur le travail au marteau et au feu de la forge, sur l'équilibre de la tradition et de la nouveauté à la manière des véritables classiques. Son art s'exprimait par des moyens simples toujours éloignés de la mode, alliés à un prodigieux métier qui donnait à son art une impression de grandeur et de pérennité.

Robert a devancé son temps dans ses œuvres et préfiguré l'avenir ; dans ses travaux de forgeur se reflète l'esprit franciscain, si ami des fleurs et des bêtes ; fleurs légères de tôle, fruits et animaux en fer plein s'y trouvent contenus en des formes aussi vigoureuses que nobles.

L'architecture actuelle, si dénudée, influence l'inspira-

tion de nos serruriers ; aussi les éléments décoratifs de leurs ferronneries sont-ils rigoureusement géométriques avec de vifs contrastes entre les fers noirs martelés et les métaux blancs polis à l'éclat raffiné. D'autres tentatives nous montrent des barres forgées en traits de plume, avec pleins et déliés, d'un graphisme qui dérive directement des filets de la reliure romantique.

La ferronnerie est un art de lignes, d'arabesques ; on a presque envie de dire de volutes, d'ondulations et de souplesse !

Elle est de nature profondément populaire et virile.

A travers les âges elle poursuit, elle projette son activité inlassable. Bien qu'elle ait subi l'orgie naturaliste de 1900, elle se défend mieux que les autres arts contre les folies de la mode, la confusion et le snobisme. Elle accroît sans cesse son métier, modifie sa technique et forge comme il lui plaît de forger.

Maintenant elle soude comme il lui plaît de souder !

Ses plus glorieux adeptes n'ont jamais subi l'humiliation des examens, la stupidité des diplômes et l'absurdité des jurys ! Ils continuent le long travail du génie humain, ils poursuivent le long effort ancestral. Labeur humain par excellence est l'industrie du forgeron ; combien mystérieux est ce fer qui, par la nature des éléments qui le composent, change de coloration avec l'âge et se transforme comme un être vivant !...

Orné par empreintes, ce métal évoque alors les épidermes naturels, la pulpe d'un fruit, les coquilles de noix, les somptueux aspects d'une carapace de langouste ou d'un coquillage.

A l'artiste, la contemplation des produits naturels dans leur texture, leur matière, leurs reliefs ou leurs couleurs, enseigne le sentiment d'opulence des surfaces travaillées,

car la nature n'est jamais simple mais toujours variée, complexe, souvent d'une fastueuse richesse de formes et de couleurs où l'artiste peut puiser d'infinies ressources ornementales. L'extrême dentelure des feuilles empêche-t-elle ces feuilles de se rassembler, en puissants volumes et en grandes masses sphéroïdales?

On peut affirmer que l'expression plastique de la ferronnerie se divulgue davantage par les contrastes d'épaisseurs et de sections des fers que dans les arabesques de la composition. Le squelette de l'homme, les squelettes des animaux sont une révélation merveilleuse des lois de la ferronnerie. Ce sont des réalisations d'une admirable composition ; de grands nus — ces silences plastiques — savent donner de l'importance à de beaux et délicats détails. Os souples et allongés, vertèbres plates et fines, chaînes forgées des squelettes des serpents, enfin crânes à la puissante plénitude, toutes ces formes si variées, si vigoureusement modelées, sont d'une harmonie rigoureuse dans une unité logique. L'esthétique du fer trouve là ses lois démontrées, et l'homme peut y ratiociner sur sa propre destinée temporelle.

La transformation des métiers, dans toutes les branches de l'artisanat, s'opère lentement par l'altération des règles professionnelles ou par l'emploi de ressources techniques nouvelles. C'est là toute l'histoire de leur évolution, et nous venons de montrer qu'à travers les âges cette évolution pour la ferronnerie ne s'est jamais arrêtée.

Notre nation possède actuellement le privilège d'être la patrie d'élection des sculpteurs et des ferronniers. Aucun peuple ne peut montrer une vingtaine de serruriers comparables aux nôtres : Brandt, Subes, Pâris, Schenck et ses fils, Szabo, Desvallières, Kiss, Poillerat. — En province :

Marrou à Rouen, Rouzier à Aix-en-Provence, Prouvé à Nancy, Berthault à Tours, Piguet à Lyon, Marie à Bayeux.

Ces ferronniers sont séparés en deux groupes sans ressemblance entre eux : les uns, traditionnels, sont plus strictement forgerons, plus attentifs à négliger les facilités que donne la soudure à la flamme oxhydrique ; les autres cherchent la traduction de leur pensée dans l'emploi des moyens scientifiques nouveaux tels que marteau-pilon, presse, soudure autogène, qui permettent d'assouplir le fer à toutes les inventions du crayon. Au fond, ces divergences de méthodes importent peu, puisqu'elles sont toutes deux rationnelles, donc susceptibles de beauté.

Comme tous les métiers, la serrurerie est soumise à une loi de transformation imposée par les besoins actuels d'économie et de rapidité, et ce sont justement ces besoins de plus en plus impérieux que les vieilles méthodes professionnelles ne peuvent plus satisfaire.

Après la guerre, les fers forgés sont martelés ou ciselés, décorés de coups de poinçon et de burin. L'ornementation prend comme motifs des nuages chinois, des volutes écrasées, des billettes martelées, des guirlandes de fleurs très stylisées. D'autres dessins courants se rencontrent, volutes verticalement superposées, jets d'eau, etc.

La soudure autogène remplace souvent la soudure au marteau, et le fer commence à s'allier, dans les travaux de ferronnerie, à de nouvelles matières par l'utilisation des métaux blancs : l'aluminium, le duralumin, le métal monel et l'acier inoxydable.

La ferronnerie moderne, en employant ces alliages et ces métaux, pense avec raison que leur résistance organique, non altérative, leur assurera une longue durée ainsi qu'un facile entretien. Car nos aciers ou fers laminés, cuits au charbon, n'ont plus la qualité des fers d'autrefois ; ils

s'oxydent plus rapidement. Pour combattre la corrosion des fers, on les recouvre d'une peinture, d'un vernis ou d'un émail, ou l'on recourt au dépôt électrolytique d'un métal moins oxydable.

Si l'on réfléchit que la rouille détruit annuellement le cinquième de la production du fer et de l'acier, on voit l'intérêt capital du problème à résoudre.

La « parkérisation », qui s'applique exclusivement aux métaux ferreux, semble avoir résolu ce problème ; c'est une transformation chimique complète de la surface du métal en phosphate de fer. Elle s'effectue par un simple bain chimique d'environ une heure, à la température d'ébullition de l'eau, des objets à protéger, après décapage du métal ; les pièces « parkerisées » ne sont augmentées d'épaisseur que de 1 à 2/100e de millimètre. Les pièces de ferronnerie ainsi traitées peuvent recevoir la peinture, la laque, les émaux à chaud ou à froid et les enduits de toutes sortes.

Comme on le voit, l'art du ferronnier est donc aujourd'hui aidé par une nouvelle technique très intelligente ; elle l'est presque trop, car il n'est pas très sûr qu'avec ses stupéfiantes possibilités et son prestige magique, cette technique nous ait donné des résultats esthétiques d'une portée considérable.

Louis Brachet.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Art moderne d'inspiration religieuse

Au premier regard, c'est une simple manifestation de la vie artistique à Paris, d'ailleurs fort intéressante, comme on en voit un certain nombre chaque saison. Quelques bons tableaux de quelques artistes qui comptent, il est vrai, parmi ce qu'il y a de plus vivant et de plus original en notre temps... Mais la petite exposition de la galerie Krohg (1) a une signification qui dépasse de beaucoup ce genre d'événements. Marie Laurencin ou Hermine David, Picasso, Lhote ou Derain, il n'est pas indifférent que Mme Lucy Krohg, avec son obstination calme et charmante, ait assemblé, pour chanter un hymne religieux, des artistes fort connus, mais connus surtout par des œuvres « profanes ». Si tout doit venir au Christ, parce que tout vient de lui, sans doute est-il nécessaire — et normal — que l'art qui représente au mieux nos goûts et les désirs de notre siècle lui offre son hommage, comme au surplus il l'a fait de tout temps. Il faut vivre en un monde paganisé pour qu'une démarche si naturelle semble piquante et qu'elle étonne, fût-ce joyeusement. Nous, qui aimons notre époque et vivons avec elle, d'un mouvement spontané, comme il se doit, elle nous réjouit, sans nous surprendre, n'étant que le retour à un ordre oublié. Nous n'en remercions que davantage Mme Lucy Krohg, qui, d'un zèle si

(1) 10 *bis*, place Saint-Augustin. L'exposition est ouverte jusqu'au jeudi 25 avril.

intelligent, travaille à remettre les choses en leur état. Cette petite exposition pourrait bien, comme on dit, « marquer une date ».

Les artistes que nous avons accoutumé de rencontrer dans les expositions d'art religieux et à qui nous avons d'ailleurs beaucoup de reconnaissance m'excuseront si je passe rapidement devant leurs œuvres. Je n'ajouterai rien à la gloire de Maurice Denis et de George Desvallières, peintres chrétiens, en louant comme ils le méritent leurs beaux envois. On connaît aussi pour leurs tableaux religieux (en même temps que pour leurs œuvres profanes) ce groupe de femmes au talent délicat et solide : Mlle Gabrielle Faure, dont la vue de Paray-le-Monial traduit, avec une sobriété harmonieuse et une tendre fermeté, la poésie intime d'une cité provinciale et dévote; Mme Odette Bourgain, qui continue d'évoquer, habilement et pieusement, les épisodes évangéliques, en un lyrisme mélodieux et paisible; la souriante Mme Peugniez, qui, d'un mouvement tout aisé, fait descendre le surnaturel dans la vie quotidienne, avec tant de goût, une invention si poétique et si heureuse, des couleurs si enchanteresses, qu'on ne s'en étonne pas plus que ne font ses clairs enfants quand la Vierge, familière, vient se mêler à leurs jeux. Avec ce charme sans mollesse, la force et la grandeur de Bisson font, non une disparate, mais un contraste saisissant et qui est le bienvenu. Nous avons vu déjà quelques œuvres fort séduisantes de ce jeune artiste, heureusement doué, qu'est Philippe Le Molt : sa *Nativité*, admirablement composée, aux lignes souples et musicales, empreinte d'une noblesse libre de toute raideur, jouant avec des gris extrêmement délicats, parfois légèrement bleutés, très fondus, s'enveloppant d'une atmosphère mystérieuse, est un poème qui enchante et qui repose. Quelques sculptures — ah ! minuscules, mais nous ne sommes pas ici dans la cour du Grand Palais et la charmante galerie, d'allure si cordiale, serait encombrée même par les statues, si peu gigantesques, d'un Maillol — quelques sculptures donc ont été placées... dans la vitrine : ivoires exquis, assez connus, de Fernand Py, œuvres harmonieuses de Mme Callède-Lebard, et, dans un coin, sculpture à la fois et peinture et art décoratif, la petite chapelle de la Vierge, un jouet pieux, modelé, « confectionné », par les doigts de fée

de Bernadette Maurice Denis et vêtue de roses, de bleus, de blancs légers et lumineux avec un naïveté savante.

Une exposition d'art religieux ne se conçoit guère sans la présence de notre ami Rouart. Mme Krohg n'a pas oublié celui à qui le renouveau de l'art chrétien en France a tant d'obligations et qui fait merveille pour l'étendre en tous lieux. Les beaux livres de l'*Art Catholique* ornent, paisiblement, sa vitrine.

On voit de temps en temps, mais on ne voit pas souvent, dans nos expositions d'art chrétien, le délicieux Severini — grand peintre qui a traversé avec tant de bonheur l'expérience cubiste (il fut même un de ses théoriciens, fort en vedette) et qui consacre la majeure partie de son talent à décorer des églises... mais, presque toujours, en Suisse. Il donnera au sanctuaire une plus grande part encore de son art magnifique, — et en France, — si on a le bon esprit de le lui demander. De ce peintre en pleine force, qui a longuement réfléchi sur tous les problèmes d'un métier où il atteint à la maîtrise, de cet artiste plein de franchise et de noblesse et chez qui le prestige des couleurs ne va jamais sans une solidité puissante et une ordonnance rigoureuse, nous admirons deux esquisses pour l'église de la Roche, en Suisse; avec la merveilleuse église de Semsales, dans le canton de Fribourg, c'est, je crois, son ensemble décoratif le plus vaste jusqu'à ce jour — car il travaille actuellement pour la nouvelle église Saint-Pierre de Fribourg (œuvre excellente de l'architecte Dumas) : d'amples mosaïques y seront complétées par des peintures murales et surtout par un *Chemin de Croix* dont il expose une remarquable esquisse : Jésus devant Pilate, scène réduite à l'essentiel, d'une composition neuve et, par sa sobriété même, singulièrement émouvante. On ne s'arrêtera pas avec moins d'intérêt devant un symbole eucharistique (le poisson, le blé, le raisin, l'inscription Ἰχθύς), sorte de « nature morte » religieuse, qui appartient à Jacques Maritain : elle procède en effet des natures mortes cubistes (comme Braque et Severini lui-même en ont créé de célèbres) et elle en a l'allure décorative; mais elle y joint, sans heurt, mélodieusement, l'esprit, et plus que l'esprit, le goût, le style, des antiques décorations chrétiennes; ce n'est pas la première fois que l'artiste savant

et délicat unit les souvenirs de l'antiquité profane ou religieuse à un art tout moderne, ou à un sujet moderne prête une noblesse antique. Les *symboles* (je ne sais comment les appeler) eucharistiques ou autres, Severini en a exécuté un bon nombre, qu'il introduit dans ses décorations d'églises; elles comptent parmi ses trouvailles les plus originales et les plus attachantes. Il a vraiment trouvé quelque chose de nouveau et qui enrichit l'art chrétien de notre siècle.

Georges Rouault (à propos duquel il faut bien prononcer le mot de génie) on ne le rencontre pas souvent non plus — moins souvent encore — dans les expositions d'art chrétien, encore que ses Christ, par exemple, si puissants, si tragiques, si douloureux, si divins, doivent se classer parmi les plus authentiques chefs-d'œuvre qu'ait produits l'art chrétien de notre temps — et ils dépassent notre temps. Ce n'est point le visage du Christ qu'on voit aux murs de la galerie Krohg, mais une *Adoration devant la Crèche*. Elle éclate, sans fracas d'ailleurs, comme une majestueuse et grave symphonie aux longues résonances, triomphale et assourdie, lumineuse et profonde. Tous les procédés, l'huile, la gouache, le pastel, s'unissent pour mieux faire vibrer ces couleurs pures, étalées, dispersées, ces rouges, ces bleus, ces jaunes qui brillent d'une flamme sombre, qui se détachent sur le noir opaque, ou mieux sont retenus par sa puissance dominatrice et, loin de s'échapper vers nous en éclats fugitifs bientôt dilués, perdus, s'y enfoncent, mais pour n'acquérir que plus d'ardeur et luire plus longtemps, plus étrangement. Un foyer qui brûle sur place, concentré, immobile, ramassant ses énergies, sans lancer de vaines flammèches. Et le mystère des formes, qui se devinent seulement dans l'ombre (cette indication nous suffit), qui n'osent s'en détacher, se fondent, comme des accords lointains, en cette musique de couleurs. Voilà qui accroît merveilleusement la force d'évocation, — et d'émotion.

Max Jacob... celui-là, ce poëte fantasque et délicieux, qui est un très beau peintre, si nous le trouvons ailleurs et portant son témoignage chrétien, nous ne l'avons, je crois, jamais coudoyé dans une exposition religieuse. Simple hasard, je suppose, car il a développé avec abondance les thèmes chrétiens, — en particulier dans ces étonnants des-

sins à la plume, d'une conception si originale, et, quelle que soit la nouveauté du style, si traditionnelle en son inspiration, si véritablement « catholique » et certes capable d'induire en prière et méditation... Vous connaissez son émouvant *Chemin de Croix* qu'on a édité ? C'est une œuvre de choix. Place Saint Augustin, il expose, aquarelliste savoureux (on n'ignore pas le succès de ses paysages bretons par exemple), deux œuvres charmantes, une paisible et monacale vue de Saint Honorat et un *Baptême du Christ* frais et lumineux.

Notre cher Max, si peu professeur, a des élèves... En tout cas, on en voit un, et qui lui fait honneur, à la galerie Krohg. C'est l'abbé Maurice Morel, oratorien. On souhaite que les fonctions du prêtre laissent quelques loisirs à l'artiste. Car ses dons de peintre ne sont pas douteux. Il a une vision personnelle, de la puissance, du mouvement, un métier déjà vigoureux. Ses trois envois, encore qu'ils soient de dimensions minimes, suffisent à révéler ces qualités; son esquisse d'une *Crucifixion* (avec la Vierge et saint Jean), traitée en léger camaïeu verdâtre, est excellente, et on n'apprécie pas moins, si différent, le *Jésus portant sa Croix* parmi la foule compacte d'une ville moderne (moderne avec discrétion et sans volonté d'anachronisme) : en ce cadre de quelques centimètres, une véritable grandeur et un lyrisme puissamment dramatique se logent aussi aisément que sur un vaste panneau.

Mais il faut saluer les nouveau-venus... c'est-à-dire des peintres célèbres qu'on ne s'attendait pas à voir traiter des sujets religieux.

Saviez-vous que l'illustre Picasso, gloire catalane de l'École française, se montrait, à l'occasion, peintre chrétien — et en vérité d'un beau sentiment chrétien ? Moi non plus... Mais vous admirerez, chez Lucy Krohg, un *Lavement des pieds*, aux dimensions modestes, qui, dessin austère, ne joue qu'avec le noir et le blanc, mais en joue, il va de soi, avec une maîtrise, une force, une aisance incomparables. J'ignore quelle est la place de cette œuvre en la chronologie picassienne (je serais étonné qu'elle fût toute récente), mais il

n'importe, il suffit qu'elle soit magnifique, qu'elle émeuve, et qu'elle nous oblige d'évoquer Rembrandt.

La toile envoyée par André Derain n'est pas plus vaste. Mais avec quelle force et quelle ampleur ne développe-t-il pas le paysage assombri où, minuscules, cheminent vers Emmaüs le Christ et les deux disciples, — tache blanche entre deux taches foncées, divine évocation qui anime et spiritualise ce coin de nature crépusculaire et à sa grandeur native ajoute une autre grandeur ! Derain est sans nul doute un des premiers peintres de son temps et, comme un confrère me le faisait remarquer, précisément devant ce tableau, une exposition d'ensemble, où toute la diversité de son œuvre paraîtrait, lui donnerait d'emblée un rang plus élevé encore que celui où l'a placé l'opinion, — et qui est enviable. Il traiterait les sujets chrétiens avec une puissance et un élan remarquables. On souhaite que l'exposition de la place Saint-Augustin ait pour conséquence de l'y entraîner...

Près de lui, Foujita, subtil Japonais de Paris, et qui fond si habilement la tradition extrême-orientale avec les goûts de l'Occident, expose un *Ensevelissement du Christ* ou une *Pietà*, qui est un véritable « primitif », — un primitif de notre siècle — et qui en a la douceur et l'émotion et le raffinement. Mais ce primitif est aussi japonais, — les deux arts ne sont pas si éloignés; ils s'unissent, en l'occasion, au point qu'on distinguerait malaisément l'apport de l'un et de l'autre. Mais la finesse étonnante et ces lignes souples et proprement calligraphiées, c'est un legs évident du pays lointain, et dont le nôtre fait son profit. On admire en même temps l'effet sobre et délicat de ces taches blanches, — le suaire, le corps divin —, se détachant, comme un ivoire, sur le fond d'or sombre et patiné.

André Lhote, qui a été le plus sensible des peintres cubistes et qui, comme Severini, d'autre façon, d'ailleurs, a profité admirablement de cette vaste expérience, envoie une tête de Vierge large, grandiose, solide, merveilleusement construite et (cela se concilie fort bien) pleine d'humanité, c'est-à-dire de piété. Un fort beau morceau de peinture, en soi, et un fort beau morceau de peinture religieuse.

Mais n'attendons pas davantage pour louer un groupe féminin véritablement exquis. L'aérienne et lumineuse Marie Laurencin nous montre un buste de jeune fille, avec la couronne blanche et fleurie indiquée, suggérée en touches légères, — symbole d'une âme, communiante mystérieuse, qui est toute grâce et toute fraîcheur, modelée en ces roses clairs et ces blancs subtilement nuancés que nous aimons chez elle.

Ce n'est plus l'œuvre d'une vivante, hélas! que nous admirons en nous arrêtant, émus, séduits, incapables de nous arracher à cette vision de pieuse douceur et de divine intimité, devant la *Vierge à l'Enfant* de Maria Blanchard. Une des dernières toiles de la pauvre et grande artiste, et elle n'a pas eu le loisir, nous dit-on, de faire certaine retouche qu'elle méditait. Cette Vierge est la sœur authentique des Vierges champenoises ou bourguignonnes du XIV^e^ siècle. La même grâce s'y voit, sobre d'ailleurs, avec la même « modestie » sans fadeur et cette inspiration puisée dans la vie quotidienne qui relie Marie à la terre sans l'enlever au ciel : fleur de notre sol, et qui n'en est pas moins divine; tout à l'inverse, elle l'est davantage et plus sûrement que ne la ferait un idéalisme exsangue et je ne sais quel préraphaélitisme vainement évadé du réel. Tradition française, mais aussi équilibre chrétien. Délicieux poëme d'intimité : cette jeune femme est une mère aimante, et elle n'en est que mieux notre mère, et elle n'en est que plus tendrement la Vierge incomparable. La qualité picturale, qui vaut le dessin et la composition, est, comme toujours, extrêmement fine et solide pourtant et « serrée ». Point d'éclat turbulent : des gris et des blancs précieux et d'une franchise délicate, relevés par une touche de bleu léger, à la manche, oscillant vers le gris. C'est la musique qui convenait à ce poëme. Musique, hélas! que nous n'entendrons plus...

Voici une autre mélodie, plus claire, plus lumineuse, et un peu plus accentuée, non moins fine et non moins bien réglée par un goût sans défaut. Ce sont les trois envois de la charmante Hermine David. Comment ne pas se réjouir qu'un talent si original, si subtil et si aimable, se tourne au service du Christ?... Elle expose d'abord un tableau assez vaste,

d'une composition à la fois très naïve et très adroitement équilibrée, où l'on voit à droite le repas de Béthanie (scène principale encore que ce soit la plus réduite) et à gauche, évocation simultanée ou prophétie qui se réalise à l'arrière-plan, la Ville sainte et la marche de Jésus vers sa Passion. Les petits personnages, dont use si volontiers Hermine David et avec tant de bonheur, sa façon de traiter les masses humaines en mouvement, sans confusion, avec une extrême délicatesse, l'ont naturellement servie dans une telle composition. On les retrouve dans cette vue d'église — de cathédrale — animée par une cérémonie à l'autel et une foule, où les religieuses et les enfants qu'elles dirigent font des groupes charmants, une foule dispersée avec une liberté séduisante et qu'ordonne, caché, le rythme le plus sûr et le plus harmonieux; et l'église, enveloppant ces frêles personnages mangés par l'immense vaisseau et comme baignés de spiritualité, l'église illuminée, sans éclat indiscret, par les vitraux d'un bleu profond et les cierges à la flamme jaune, devient immense et mystérieuse. Un dernier tableau, plus petit, donne par son étonnante mise en page et son asymétrie habile, saisissante, une autre impression d'immensité : cette haute croix où saigne le Rédempteur et qui domine, prodigieuse, le groupe des soldats rendus minuscules par le contraste et s'éloignant du Calvaire. Rien de plus frappant et qui, sans le secours des mots, prêche mieux la grandeur tragique, la merveille de notre Rédemption. Et partout ces couleurs assemblées avec les doigts les plus subtils, ces bleus à la fois légers, clairs et mats, que manie l'artiste avec prédilection, et qui, parfois, rapprochés de verts acides, forment un accord serré, piquant, exquis. Les trois envois d'Hermine David comptent parmi les plus originaux, les plus séduisants, les plus religieux aussi, d'une exposition qui ne mon-re qu'œuvres de choix.

Il faut passer rapidement, par malheur, devant de fort belles choses et des artistes célèbres... Voici Maurice Asselin : un intérieur d'église, très fine aquarelle aux indications légères et qui toutefois évoque la richesse d'un mélodieux sanctuaire. Plus modeste, l'église de village — celle-ci très « soignée » comme à l'habitude — que plante Maurice Utillo parmi les verdures tranquilles et dans le silence campagnard, appartient à une série que nous connaissons bien et qui

dégage tant de saine et familière poésie. Voici encore une très bonne « nature morte » d'Auffray, ferme, joliment colorée : statuette de Vierge et quelques fleurs, une peinture « directe » et toute fraîche. Gromaire garde en ses deux aquarelles (la Cène, réduite à trois personnages, et la Crucifixion) son originalité foncière, mais il la plie à un dessein religieux, sans effort : on en aimera, certes, avec l'inspiration chrétienne, le coloris éclatant, puissant, le savant et sobre « bariolage » et la franchise d'allure égale à la franchise des tons.

Un *Portement de Croix* d'Édouard Goerg, — avec les personnages vus à mi-corps seulement et sans décor, sans paysage, pure étude d'humanité, — montre une force magnifique et, dans les visages saisissants des hommes qui se pressent autour du Christ, une remarquable étude de psychologie. La belle gravure de Charles Dufresne (*Crucifixion*)... Mais je n'en finirais pas.

Je conclus donc — je conclus par ce qui a été la « révélation », comme on dit, de cette exposition pourtant si nouvelle. Révélation du moins en ce qui me concerne. J'avoue que je connaissais peu M. Olesiewicz (mais ce jeune peintre polonais, aussi, est trop modeste). Qu'ils le connussent ou non, tous les visiteurs ont admiré les quatre ou cinq tableaux qu'il exposait (et presque, me dit-on, à son corps défendant : rare exemple...). L'inspiration la plus profondément religieuse, la poésie la plus attirante, l'éloquence la plus sobre et la plus convaincante, — une éloquence qui est musique —, et cela sans bruit, sans éclat, discret, doux et fort; joignez-y un accent très personnel, mais l'originalité trouvée sans recherche délibérée, les thèmes chrétiens renouvelés, mais sans l'ombre d'une bizarrerie, dans le sens traditionnel, par la profondeur même du sentiment et du talent, ajoutez enfin le mérite proprement pictural, et, vêtant une composition neuve et harmonieuse, ces accords de gris nuancés, admirablement choisis et assemblés, peinture quasi monochrome, les couleurs oscillant autour d'un ton principal, et la variété se créant par d'exquises modulations aux tons voisins. Sa *Vierge*, sa *Descente de Croix*, si émouvante, des deux *Pietà*, l'une plus tragique, l'autre plus sereine (la Vierge, jeune et douce, priant, mains jointes, devant le

corps divin étendu à ses pieds), enfin cette *Crèche* merveilleuse, si tendre, si enfantine, baignée d'un si délicat rayonnement, tout enveloppée d'une joie pieuse, simple et tranquille. Tant de suavité ornant une force qui se maîtrise... Quel beau peintre chrétien nous est né !

On remercie Mme Lucy Krohg d'avoir assemblé, pour notre joie et pour l'honneur de l'art chrétien, des œuvres si diverses et si remarquables, mais on lui sait gré, particulièrement, de nous avoir fait connaître Olesiewicz.

MAURICE BRILLANT.

THÉATRE

Intermezzo ou la comédie retrouvée; la vraie comédie, celle que l'on écoute pour son plaisir et qui, d'un sourire, met en vacances l'esprit critique. Faut-il donc le rattraper? Mais, d'abord, disons que M. Jean Giraudoux nous convie à une veillée dont le souvenir retient même le charme. J'ai quitté le théâtre mieux que satisfait : reconnaissant. Pourquoi? Peut-être simplement parce que de telles heures éveillent je ne sais quelle conscience de notre condition humaine; elles nous suggèrent discrètement que nous sommes des civilisés, qu'il est bon d'être un civilisé, qu'il est doux d'être parfois traité comme un civilisé.

Avant d'être un texte, *Intermezzo* est un esprit. Cet esprit affirme que la grandeur barbare n'est pas l'unique source de poésie, la nuit le seul mystère, les instincts le seul souffle de l'inconscient. Lucide, subtil, un peu acrobate, il ne cache ni ses origines humanistes, ni ses parentés normaliennes, ni ses complaisances pour un art où l'ironie s'ajoute à la nature; mais ses jeux ne sont point ceux d'un décadent. S'il décrit des courbes d'une élégance compliquée, il va jusqu'au bout de l'arabesque d'un seul mouvement, sans rature. Il glisse avec une telle légèreté que le regard perd parfois le fil des images; ce n'est alors ni préciosité ni obscurité, comme la lecture le montrera sans doute : une certaine vivacité échappe à la représentation sensible. Dans cet intermède, l'esprit jouit de sa souplesse; son aisance et son assurance sont signes de jeunesse; loin d'être les derniers beaux reflets d'une culture qui meurt, le goût et la délicatesse apparaissent ici, selon leur vraie signification, comme de nobles vertus de l'intelligence.

Cette inspiration d'*Intermezzo*, les associés de Jean Giraudoux l'ont sentie à travers les mots et au-delà des mots, dans ces marges qu'elle veut remplies de couleurs, de lumières et de sons. C'est pourquoi l'unité de ce spectacle dépasse une simple réussite technique : il ne s'agissait pas d'interpréter mais d'accueillir dans le monde des images un esprit rebelle à toute matière. Le poète ne peut plus, dans notre imagination, être séparé de Francis Poulenc, dont la musique esquisse l'opérette qu'*Intermezzo* aurait si facilement pu devenir ; Louis Jouvet, le metteur en scène, j'allais dire le traducteur ; Mme Valentine Teissier et son chœur de petites filles ; Leyritz, le décorateur qui dit si bien sur un fond bleu que cette histoire est un peu celle de la lumière.

Jamais la Comédie des Champs-Elysées n'a mieux mérité son nom. Les champs élysées sont ici aux confins du Limousin. Le bourg a été solidement planté par l'histoire en terre française, puisqu'il a un maire bon enfant, deux vieilles filles qui connaissent le secret de tous les cœurs, un contrôleur des poids et mesures amoureux, un droguiste volontiers métaphysicien et, au-dessus de tous, un Inspecteur : qu'inspecte-t-il ? Je ne sais ; symbole de la démocratie bourgeoise, rationaliste et bavarde, il semble être à la fois inspecteur de la police et des écoles primaires. A quelques pas du bourg, il y a un étang et cet étang tient à un autre monde ; un spectre hante ses rives, en quête d'âmes assez pures pour l'entendre. Entre les dernières maisons et les roseaux s'étend une prairie où règne Isabelle, l'institutrice ou plutôt la suppléante de l'institutrice. D'où vient l'esprit de la prairie ? De la ville ou de l'étang ? Des deux, sans doute. Là se joue la comédie, là, autour d'Isabelle, s'affrontent les hommes qui tiennent les leviers de commande et les puissances invisibles qui commandent sans leviers.

Sœur de Suzanne, Isabelle est fille de la terre et des eaux ; elle ne connaît du ciel que ses reflets à la surface de l'onde, mais comme elle aime ces images tremblantes, elle jouit d'une grande innocence. Institutrice, elle fait la classe en plein air ; il n'y a ni composition ni classement, ni première ni

dernière; elle enseigne l'astronomie avec des étoiles jetées sur l'herbe; son ignorance des règlements est un don de la nature; bref, il y a là quelques scènes qui auraient le plus grand succès au prochain congrès international de l'éducation nouvelle. Apôtre sans le savoir de l'école active et de la méthode intuitive, Isabelle laisse chanter son cœur et c'est la leçon de morale : il faut aimer les fleurs et les oiseaux qui ne sont pas en cage; la nature est bonne et les petites filles la célèbrent sous le nom d'*ensemblier*; si j'ai bien compris, il y a aussi un mauvais génie qui s'appelle Arthur. L'Inspecteur n'en revient pas et s'étonne que les élèves sachent néanmoins faire la plus humble addition.

Dans quelques centaines d'années, les historiens qui unifieront l'époque contemporaine ne manqueront pas de rapprocher la morale selon Isabelle et la morale selon Bergson; le philosophe sera sans doute considéré comme la « source » de ces charmants propos où l'*aspiration* remplace la *pression*. Plus subtil sera l'exégète qui, allant plus loin, saura commenter les relations d'Isabelle avec le spectre en relisant les belles pages des *Deux sources de la morale et de la religion* sur les images grâce auxquelles la fonction fabulatrice ôte à la pensée de la mort ce qu'elle peut avoir de déprimant. « Les animaux ne savent pas qu'ils doivent mourir... Mais avec l'homme apparaît la réflexion... Constatant que tout ce qui vit autour de lui finit par mourir, il est convaincu qu'il mourra lui-même... Cette conviction vient se mettre en travers du mouvement de la nature... Mais la nature se redresse aussitôt. A l'idée que la mort est inévitable elle oppose l'image d'une continuation de la vie après la mort. » Cette image est nécessairement grossière, un double visible et sans épaisseur de notre corps, par exemple. « Le primitif n'a qu'à se pencher sur un étang pour y apercevoir son corps tel qu'on le voit, dégagé du corps que l'on touche... »

Ainsi naissent les spectres de la surface des eaux. Mais comme Isabelle est une belle jeune fille, le spectre est un beau jeune homme.

Isabelle accueille le spectre comme tout ce qui vit. Car le

spectre vit : l'Inspecteur préposé à l'expulsion du surnaturel s'en aperçoit, lorsqu'il met à l'affût deux bourreaux honoraires avec mission de tirer lorsque l'ombre prononcera le « vivant » ; un jeune sapin se dresse à la place quittée par le visiteur invisible, tandis que les balles se perdent dans l'espace. Ce désir de sauver les morts est-il goût de la mort? Jean Giraudoux semble plutôt dire que la vie la plus librement épanouie se dilate jusqu'à inclure son contraire. Aller, comme Isabelle, jusqu'au bout de la vie, n'est-ce pas aller jusqu'à ce terme où cesse même un nom, où « mort » n'est plus qu'un mot vide? La perfection de la vie exige que sa fin ne soit pas une imperfection. Ce n'est pas la mort qui doit donner un sens à la vie, mais la vie qui donne un sens à la mort.

Réconcilier la vie et la mort, telle est la volonté spontanée d'une fille de la nature. Mais saura-t-elle? Si la vie peut inclure la mort, un vivant peut-il fréquenter un mort? Isabelle cédera-t-elle à la tentation du spectre? L'amour veille, l'amour du contrôleur des poids et mesures. Dans un morceau digne de l'auteur de *Provinciales*, Louis Jouvet dit la signification métaphysique du fonctionnaire français : il est l'homme dont chaque jour réalise la réconciliation de la vie et de la mort ; de sous-préfectures en préfectures son destin le conduit à Paris suivant des zigzags méthodiques ; ce ne sont pas les ténébreuses promesses du spectre, mais une harmonieuse combinaison de départs et de haltes, de certitude et d'imprévu, de diversité géographique et d'unité historique : une sagesse, la sagesse peut-être...

Sagesse limitée... Mais il s'agit de comédie. M. Jean Giraudoux ne nous offre pas une tragédie ou un traité de métaphysique. C'est une promenade dans une prairie ; à gauche, il y a la forêt ; au fond, un étang ; des enfants rient et gambadent ; un homme d'esprit s'étend dans l'herbe et nous raconte une histoire. Ce poète ne veut pas que les fantômes nous tuent avant l'heure, mais il déteste les personnages importants qui, en chassant brutalement les fantômes, refusent de recevoir tout message de l'invisible. Il se plaît à

opposer la grossièreté de la province officielle avec ses comités et ses bannières à la douceur de la province vivante, mémoire tranquille où les images d'une nature toujours jeune se mêlent aux souvenirs d'un très vieux passé. Écoutons, tout simplement.

Avec Mme Karem Bramson, nous rentrons « dans la vie » et y retrouvons le problème du triangle.

En suivant la première scène de *Bonheur* j'avais imaginé la pièce suivante : deux artistes aiment une femme; cette femme aime l'un d'eux et laisse croire à l'autre qu'elle l'aime; or l'amour aura deux effets bien différents : il excite les qualités créatrices de celui-ci et incline au contraire celui-là à une nonchalance, un oubli de l'art, une indifférence esthétique qui le diminuent. Mais je m'étais complètement trompé.

Swend est un jeune peintre de grand talent. Il a une femme, Edith, et un ami intime Wang, son aîné de cinq ou six ans, qu'il traite comme son maître. Edith aime son mari comme un frère et Wang... pas comme un frère. Le colonel Hassel, père de Swend, surprend Edith et Wang au moment où ils manifestent leurs sentiments d'une manière parfaitement intelligible. Puritain d'une sévérité inexorable, le colonel veut éclairer son fils. Edith le supplie d'avoir pitié du malheureux garçon. Si elle ne quitte pas son mari, c'est par amour fraternel; malgré sa trahison, elle a le sentiment de se sacrifier; Swend est un grand enfant qui ignore le malheur, qui vit dans un monde de rêves innocents; la vérité le tuerait.

Bonheur mérite un compte-rendu à cause d'un second acte vraiment puissant dont M. Lugné-Poë souligne le caractère ibsénien. Le colonel annonce sa décision à ses amis, le capitaine Calmat et le pasteur Ralff : il ne peut y avoir de bonheur caché par un mensonge, la lumière doit éclairer la vie, il n'y a rien au-dessus de l'honneur sans équivoque. Mais, à sa grande surprise, ses amis ne l'approuvent pas; ils lui conseillent discrètement la modération, font appel à sa pitié, à

sa charité. Le capitaine Calmat devient peu à peu passionné; son éloquence apparaît inquiétante... Au cours d'une scène fortement conduite et jouée avec une réelle puissance par MM. Lugné-Poë et Raphaël Duflos, le colonel apprend que depuis vingt ans son bonheur repose sur un pieux mensonge. Le souvenir de sa femme et de leur amour avait été la grandeur et la consolation de sa vie : or sa femme aimait Calmat.

Le vieillard est brisé; son fils est sauvé. Le troisième acte contient une belle scène, la dernière, dont le seul défaut est de ne réserver aucune surprise.

Le théâtre des Ambassadeurs ne pouvait mieux faire qu'en confiant la mise en scène de cette pièce à M. Lugné-Poë; personne ne sait comme lui traduire la tonalité nordique. Je crois bien qu'il a un peu élevé la pièce au-dessus d'elle-même. Autour de lui évolue une troupe dont les qualités et le jeu habituel conviennent fort bien à ce genre d'œuvre. La salle entière approuve lorsque M. Raphaël Duflos dit de Mme Huguette Duflos : « Quelle délicieuse créature! »

HENRI GOUHIER.

Musique enregistrée

Trois Sonates de Beethoven (op. 78 — op. 90 — op. 111)

La Compagnie Gramophone fournit un bel effort, dont nous craignons qu'elle ne soit mal récompensée, financièrement au moins : elle annonce, en souscription, une édition complète des Sonates de piano de Beethoven. Le public français répondra-t-il comme il conviendrait? Nous n'osons trop y croire. Pour notre part, nous félicitons Gramophone de cette initiative — il est si rare qu'une maison d'édition respecte une œuvre! — encore que nous ne pensions pas que toutes ces Sonates avaient un égal besoin de l'enregistrement. Néanmoins, apprécions à sa valeur ce souci de Gramophone, souci plus artistique que financier : nous ne pouvons lui faire un plus bel éloge.

Nous eussions pensé à Backhaus, à Bauer, pour une telle manifestation beethovénienne. C'est à M. Arthur Schnabel qu'on a confié cette tâche écrasante : présenter parfaitement mises au point ces Sonates, dont quelques-unes, comme l'op. 106 par exemple, comptent parmi les œuvres pianistiques les plus difficiles, est une bien redoutable entreprise. Le courage n'y suffit pas. Nous sommes heureux de dire que notre méfiance n'était pas entièrement justifiée.

Et d'abord, la qualité de la cire est bonne. Le son est parfois un peu incertain, un peu flottant, comme dans les premiers accords de l'op. 78, métallique dans les octaves supérieures. L'oreille perçoit quelquefois des vibrations suspectes, dans certains passages de l'op. 90. Mais dans l'ensemble, nous entendons des disques d'excellente qualité. Le moelleux nous semble être souvent d'origine proprement phonographique. Une belle réussite.

Mais les ingénieurs ne sont pas seuls responsables de ce succès. Nous voudrions louer tout de suite M. Schnabel pour une qualité bien remarquable chez un virtuose : la scrupu-

leuse fidélité au texte. La probité de son jeu le rend sympathique dès l'abord : voici du Beethoven, et non pas du Beethoven-Schnabel. Nous voudrions avoir à en dire autant de bien des pianistes. Remarquons aussi la belle technique de ce jeu très ferme : nous ne nous souvenons pas d'avoir entendu mieux exécuter le fameux trille qui court tout le long des dernières pages de l'op. 111. La main gauche est en général excellente, par exemple dans l'arpeggio qui précède la conclusion de l'op. 78.

Ces premières constatations dites, nous avons quelques réserves à faire dans le détail. Si l'op. 78 — composé d'une très courte introduction, adagio cantabile, d'un allegro ma non troppo, bâti sur un thème charmant de fraîcheur, et d'un scherzo très remarquable — est dans l'ensemble excellemment rendu, nous regrettons que M. Schnabel n'étouffe pas l'accord de *sol* (noire) venant après celui de *si* (blanche) dans la première partie du thème de l'allegro : nous préférons respirer après le *sol*, et reprendre *la*, *ré*, *do*, etc... On nous objectera cette même fidélité au texte dont nous félicitions M. Schnabel. Mais nous ne croyons pas trahir le thème, en rompre l'unité, et nous préférons cette exposition. Nous regrettons encore qu'il efface un peu trop la main gauche dans les traits en triolets, à la 25e mesure de l'allegro. Nous préférerions un son mieux amalgamé. Le scherzo nous paraît au contraire sans reproche. On remarquera les montées en doubles croches main gauche et main droite alternées, qui sonnent merveilleusement. A peine pourrait-on regretter quelque brutalité dans les notes qui terminent ces montées.

C'est cette brutalité qui nous gâte tout à fait l'allegro de l'op. 90. Ce début tragique, nous le voudrions *forte*, mais non frappé. La conclusion de la première phrase manque de douceur, d'enveloppé. Par la suite, ce défaut s'accentue. Pourquoi confondre force et brutalité? Sécheresse, métallisme, tout est mauvais dans cet allegro. Et nous craignons que la faute n'en soit à M. Schnabel, non au piano, ni à l'enregistrement. Nous n'insisterons pas sur le Rondo qui suit M. Schnabel a raison de le prendre vite. D'abord parce que

c'est un rondo allegretto et non un larghetto. Ensuite parce qu'il est beaucoup trop long ; le thème peut être charmant au début ; il ne gagne rien à être répété autant de fois, sans qu'on puisse même dire qu'il est développé ; il finit par verser dans la ritournelle.

Nous attendions M. Schnabel à l'op. 111, une des plus belles et des plus redoutables Sonates pour piano. Techniquement très intéressante — il faut noter par exemple le magnifique fugatto au début de la seconde partie de l'allegro, et surtout une innovation de Beethoven qu'il utilise déjà dans l'op. 106, l'adagio à « grande variation » dans lequel le thème est tellement déformé que l'unité du mouvement tient plus à un climat affectif qu'à un développement géométrique, cette sonate possède une incroyable richesse, digne, — on l'a dit cent fois, mais il faut bien le répéter, — de l'orchestre plus que du piano. La violence de l'allegro brisée de-ci de-là par des oasis de tendresse, la sérénité sublime du thème de l'adagio, le murmure, le tonnerre qui grondent dans les variations, et cet apaisement final, enclos dans une admirable technique, font cette Sonate d'une difficile interprétation. Il n'est que justice de dire combien M. Schnabel a su rendre tant d'inexprimable. Trois observations seulement doivent être faites. Quelque brutalité — encore — dans l'adagio initial. Un rallentendo intempestif ou, tout au moins, beaucoup trop considérable dans la première phrase de l'allegro. Un peu d'étouffement dans l'exposition du thème de l'adagio : très « piano », d'accord : mais un peu plus de chanté. En revanche, nous n'avons que des éloges à adresser à M. Schnabel dans les variations. La dernière, thème détaché en main droite sur fond mouvant à la main gauche, est particulièrement bien exécutée ; le trille, nous l'avons dit, est excellemment rendu.

Répétons donc que, dans l'ensemble, cette intéressante tentative commence par une réussite : tout professionnel, tout amateur devrait posséder ces disques.

Henri Elzière.

Le procès de « Christianus »

Nous avons reçu de M. Édouard Jordan, Professeur à la Sorbonne, une lettre que nous sommes heureux de mettre intégralement sous les yeux de nos lecteurs.

Elle nous paraît devoir retenir l'attention à plusieurs titres. Le sujet est de ceux qui touchent au point le plus sensible de nos préoccupations actuelles. Il est exposé avec beaucoup de finesse et d'information par un des catholiques les plus dignes d'être entendus. Père de famille admirable et défenseur qualifié de la famille, M. Jordan a pris rang depuis longtemps parmi les citoyens toujours soucieux d'accorder leur foi à leur devoir civique, et nous savons avec quel courage, avec quel mérite, avec quel désintéressement. Enfin sa communication nous fait pénétrer au cœur des malentendus qui divisent aujourd'hui le peuple fidèle. C'est une belle occasion de travailler à les dissiper.

Mon Révérend Père,

Je me permets de vous adresser cette lettre à propos des articles de *Christianus*. Vous savez bien dans quel esprit je le fais. Vous savez quelles raisons j'ai d'être attaché à l'Ordre Dominicain. J'ajoute que je trouve votre revue très instructive et que je la lis avec grand intérêt. Rien ne me serait plus agréable que d'être toujours d'accord avec elle. Mais je m'avoue très inquiet des idées que je vois se répandre parmi les catholiques, et spécialement dans la jeunesse. Et j'en accuse pour une large part une propagande dont les lettres de *Christianus* me semblent être un spécimen assez caractéristique.

Peut-être — j'aimerais à l'espérer — ne sommes-nous pas en réalité très loin l'un de l'autre, mais seulement dans des plans différents. Car mes objections portent beaucoup moins sur le fond que sur la méthode. Elles se ramènent en somme à un point. Je reproche à *Christianus*, et pas à lui seulement, de rester beaucoup trop dans l'abstrait. Pour moi, — est-ce déformation professionnelle d'historien? — sans oublier les principes je pense et je me force à penser concret. La guerre ne se déroule pas dans l'absolu, mais dans un temps et un lieu définis; non pas entre des entités nationales, mais entre des peuples en chair et en os, qui ont leurs traditions, leurs caractères et leurs intérêts; une politique de paix ne consiste pas à construire des syllogismes, mais à manier des âmes. Dans la querelle entre pacifistes et nationalistes, beaucoup de difficultés disparaîtraient, si l'on voulait bien s'astreindre à toujours raisonner sur des exemples réels, et à toujours apporter des faits à l'appui de ses assertions. Ce serait plus long, je l'avoue. Mais à suivre l'autre méthode, on s'expose à tenir un langage qui n'est pas adapté à ses lecteurs ou auditeurs; on présente les choses comme très simples alors qu'elles sont très compliquées; et l'abstrait étant bien près du vague, on provoque en quelque sorte les malentendus et les interprétations contradictoires.

***

Pour commencer, *Christianus* se rend-il bien compte à quel point le pacifisme catholique qu'il professe est chose nouvelle, j'entends pour les gens d'aujourd'hui, à qui il s'adresse; et à quel point il peut déconcerter, je ne dis pas la jeunesse qui, de par son âge, n'a pas de souvenirs, mais ceux qui ont le malheur d'en avoir. Qu'il veuille bien me permettre de dérouler rapidement les miens.

Mon enfance a été bercée par le cantique :

Sauvez Rome et la France
Au nom du Sacré-Cœur!

Ce chant, vu les circonstances, était quelque peu « zouave pontifical » et « revanchard ». Il témoignait déjà de cette prétention, bien nationaliste, on l'avouera, d'accaparer le Sacré-Cœur pour la France. On parlait déjà d'en mettre l'image sur les drapeaux. A ce sujet, je me rappelle que pendant la guerre j'ai dû contrister de bonnes âmes qui voulaient absolument m'intéresser à cette idée. Je me tuais à leur dire : « Mais non, ce n'est pas une chose à faire! Le Sacré-Cœur n'est pas un emblème de guerre. On ne s'égorge pas sous le signe du Sacré-Cœur. Le Sacré-Cœur n'est pas le monopole de la France. Jésus-Christ est mort pour tous les hommes, y compris ceux qui sont dans les tranchées d'en face! » Nous ne nous sommes pas entendus. Puis-je demander à *Christianus* de nous départager? Mais, s'il me donne raison, et j'avoue que j'y compte, cela n'empêchera pas qu'une foule de catholiques pensaient autrement que lui et moi. Mais je m'excuse de cette digression, si c'en est vraiment une.

Pour ma majorité, pour mon accès à l'électorat, j'ai eu le boulangisme. Puis la campagne antisémite. Puis l'Affaire. Puis le développement de l'*Action Française*. Dans toutes ces crises, sous des formes un peu différentes, le nationalisme jouait un grand rôle. Je n'ai pas souvenir que l'autorité ecclésiastique soit intervenue pour arrêter, modérer, diriger. En ce qui concerne le boulangisme, passe encore : on pouvait prétendre qu'il ne s'agissait que de politique. Mais *Christianus* pense-t-il que la haine du Juif soit moralement plus légitime que la haine du « Boche »? L'autorité ecclésiastique aurait commis une grosse erreur en se mêlant de décider de la culpabilité ou

de l'innocence de Dreyfus. Sur ce point, elle était incompétente, dans tous les sens du mot. Mais devait-elle laisser passer sans la désavouer la théorie du faux patriotique? Pour l'*Action Française*, nous savons maintenant qu'elle est « païenne ». Mais, franchement, on a mis du temps à nous le dire. En somme, nationalisme et militarisme d'une part, catholicisme de l'autre, faisaient fort bon ménage ensemble, sans que personne y trouvât à redire, au moins du côté catholique. Le danger, on le voyait alors beaucoup plus du côté du pacifisme, qualifié trop facilement d'humanitarisme maçonnique. C'était le temps où Brunetière écrivait son célèbre article : *Le Mensonge du Pacifisme*, et venait au catholicisme par nationalisme; ce qui déjà me semblait une apologétique un peu singulière. Le temps aussi où le R. P. Didon prononçait son fameux discours d'Arcueil. Pour un historien moraliste, et je ne dis pas un peu sceptique, mais enfin plus pressé de comprendre l'infinie complexité des sentiments que de placer des anathèmes, ce serait un curieux et beau sujet que l'histoire de « l'alliance du sabre et du goupillon », comme disaient alors les adversaires (1). Parmi les raisons qui l'ont préparée, il y en a une qui est fort simple. Sauf dans des cas particuliers, comme celui de l'Italie, l'autorité ecclésiastique attachait une importance en soi toute naturelle à ce que les catholiques fussent réputés les meilleurs citoyens. A l'occasion, on leur en faisait, sur tel ou tel point, un devoir précis, témoin Léon XIII insistant, sans succès d'ailleurs, auprès du Cen-

(1) Il faudra remonter assez haut. Parmi ses précurseurs on n'oubliera pas Louis Veuillot, son livre, *La Guerre et l'homme de guerre*, et ses articles sur la guerre de Crimée. Ce sont des pages qu'il est fort curieux de relire aujourd'hui. Évidemment, elles ne sont pas du tout à la mode. Mais je ne voudrais pas dire qu'il n'y a *rien* à en garder.

tre allemand, pour lui faire voter des crédits militaires demandés par Bismarck. On avait d'ailleurs le tort, en ce temps-là, d'oublier que le patriotisme, comme tous les sentiments, peut excéder ; et que le devoir civique comprend sans doute, mais déborde de beaucoup le devoir militaire, auquel on était trop enclin à le ramener. Il serait possible, je crois, de montrer que sous Pie X, moins soucieux que Léon XIII de ménager les gouvernements, le nationalisme religieux était en baisse. Mais l'aspect autoritaire que prend facilement le nationalisme ne déplaisait pas. Puis la guerre est survenue. Les catholiques, le clergé, ont très bien fait leur devoir. Il est naturel qu'ils en aient eu conscience ; et en particulier que les religieux, victimes de lois d'exception, aient essayé de se faire un titre de leurs blessures et de leurs citations pour en demander le rappel. Je ne puis condamner l'idée qui a donné naissance à la D.R.A.C., et je suis persuadé que *Christianus* ne la condamne pas non plus ; mais il faut un peu de dialectique pour démontrer qu'elle n'a pas une saveur militariste ; et la logique intransigeante est pour les pacifistes qui disent : « Gardez-vous d'exalter les vertus et les exploits militaires : vous entretenez l'esprit guerrier. »

Avec Pie XI, la barque de Pierre a viré de bord. Je crois qu'il y a dans l'histoire du Saint-Siège peu de coups de barre aussi vigoureux.

Ce rapide coup d'œil historique suggère quelques réflexions :

1) Une Église, une nation, un parti, un groupement humain quelconque, peut être amené à se désolidariser de son passé. Les questions changent d'aspect ; il en naît de nouvelles ; les grands courants d'opinion, dont il faut bien tenir compte, changent de sens. On peut penser autrement que ses prédécesseurs ; on peut penser qu'ils se sont trompés. Mais il faut l'avouer, avec mesure et franchise,

et non pas oublier cette divergence, à force de faire comme si elle n'existait pas. Ce serait un jeu dangereux. Car tôt ou tard un adversaire, qui se rappelle, pose les questions embarrassantes : « Est-ce ainsi qu'ils savent leur histoire? Auraient-ils la prétention de la cacher? »

2) Est-il tout à fait impossible de se mettre à la place des hommes qui éprouvent une certaine peine à changer d'âme, et à s'arracher à des sentiments avec lesquels ils avaient longtemps vécu, les tenant pour parfaitement légitimes : personne de qualifié ne leur avait dit le contraire. Je ne parle pas pour moi. Je n'ai pas été boulangiste. Je n'ai pas été antisémite. Dans l'affaire Dreyfus, après avoir suspendu mon jugement jusqu'à la découverte du faux Henry, je suis devenu et suis resté résolument « dreyfusard ». Ne fût-ce que pour ce motif, l'*Action Française* ayant pour spécialité de défendre le faux, et aussi parce qu'il m'est impossible de prendre au sérieux l'histoire telle que l'écrit M. Maurras, je n'ai jamais rien eu de commun avec l'*Action Française*. La condamnation du « nationalisme intégral » ne m'a gêné en rien : mon premier sentiment a été : Enfin! Le second a été de regretter, non pas les mesures prises par l'autorité ecclésiastique, qui se devait à elle-même de les prendre, mais le ton de discussion tout de suite adopté par les adversaires de l'*Action Française*. — Mais l'*Action Française* en avait donné l'exemple. — Incontestablement. Mais, quand il s'agit des Allemands, on nous dit que les griefs que nous pouvons avoir contre eux ne nous dispensent pas de la charité. Très bien : appliquons ce principe, *a fortiori*, à nos compatriotes. Je demande pour eux le traitement de la nation la plus favorisée. Je sais bien qu'il y a des pacifistes qui approuvent très bien la guerre, pourvu que ce soit la guerre civile. Mais *Christianus* n'est pas du nombre. A bien plus forte raison ma remarque s'applique-

t-elle, quand on s'adresse, comme l'article *Liquidation du Nationalisme*, à des patriotes — pourquoi le mot péjoratif de nationalisme — gens parfaitement honorables et sensés, impatientés d'être pris à rebrousse-poil, et agacés d'un article qu'en somme *Christianus* reconnaît indéfendable. Quel que soit le sujet que l'on traite, une certaine convenance de ton s'impose. *Christianus* traitait de paix et de charité.

3) Les adversaires de l'*Action Française* voient-ils bien ce que leur position a de délicat? Ils ont à faire ressortir l'immoralité foncière de ses doctrines, sans rendre trop inexplicable le silence de ceux qui n'ont pas parlé.

4) L'histoire de la poussée du nationalisme est très instructive et donne à réfléchir. Voilà une idée juste en son principe — on partait du patriotisme, dont aucun catholique ne conteste la légitimité — mais déviée, exagérée, mal surveillée, et qui a fini par échapper à tout contrôle. La même chose peut très bien arriver avec le pacifisme. Il est peut-être temps de freiner si l'on ne veut pas être débordé. Je me rappelle certaine fable de l'*Apprenti sorcier*...

* * *

Pas assez d'histoire, voilà donc la première critique que je me permets. Une psychologie trop simple, voici la seconde.

Chez ceux qu'il combat, *Christianus* dénonce la haine. Ce sentiment se rencontre, mais il n'est pas général, et il est d'une injustice criante de tout y ramener. C'est en oublier beaucoup d'autres :

1) La peur de la guerre. Une peur excessive peut-être, si le danger n'est pas aussi proche qu'on le pense ; — une peur indigne d'un grand peuple ; — une peur maladroite : elle risque justement de donner l'idée de nous attaquer,

— il y a de cela au fond du nationalisme comme du pacifisme. Il est piquant de voir qu'un même sentiment conduit, d'un côté, à la théorie de la non-résistance au mal, qui est l'exagération dernière du pacifisme; et de l'autre suggère un souci obsédant de sécurité.

2) La défiance envers les promesses que pourrait faire l'Allemagne. Elle a violé en 1914 la neutralité belge. Elle n'en témoigne aucune gêne. Aussi, tout en reconnaissant que beaucoup d'Allemands en particulier peuvent être de fort honnêtes gens, on soutient que leur mentalité collective n'a pas changé depuis vingt ans; ils sont toujours aussi convaincus que l'État, leur État, a tous les droits, et tout traité qui les gêne reste pour eux un chiffon de papier.

3) D'une façon plus générale, on croit que les peuples devront toujours peut-être, en tous cas bien longtemps encore, compter avec l'hypothèse de la guerre. Dans un récent article, S. Exc. Mgr Mathieu proteste contre la croyance à « la nécessité ou à la fatalité de la guerre » (1). Je ne voudrais pas qu'on pût croire que j'y contredis. La guerre n'est pas fatale au sens où prend le mot le général allemand von Bernhardi cité par Mgr Mathieu. Elle n'est pas « une nécessité biologique, un régulateur dont on ne peut se passer »; ni « une exigence morale, et, comme telle, un facteur indispensable de civilisation »; et « le Dieu vivant » ne veillera pas « à ce qu'elle réapparaisse toujours comme un remède terrible pour l'humanité ». Mais elle est encore fatale au sens où l'on dit : « Il est inévitable qu'il y ait des meurtres et des adultères et autres péchés. » Les forces morales ne suffisent pas plus à la conjurer qu'elles ne peuvent dispenser les États d'avoir

(1) Je cite d'après les *Dossiers de l'Action Populaire* (10 février 1933, p. 314).

pour l'usage interne un Code Pénal, des tribunaux et des gendarmes. Alors c'est une mauvaise méthode que de n'être pas prêts. Nous ne l'étions, fait-on remarquer, ni en 1870, ni en 1914 : on a vu où cela menait. L'impréparation à la guerre attire l'attaque sur le pays qui a le malheur de s'y complaire. Et elle fait ce qui devrait sembler bien pire aux pacifistes : elle empêche d'empêcher la guerre. Je parle d'impréparation *morale* aussi bien que matérielle. De bons esprits pensent que sans sa mauvaise habitude du *Wait and see*, et sans le pacifisme de quelques-uns de ses hommes d'État, l'Angleterre aurait pu prévenir la grande guerre. Il aurait suffi de faire savoir discrètement, à temps, quand les prestiges n'étaient pas encore engagés, qu'elle se rangerait contre l'agresseur, ou simplement qu'elle ne tolérerait pas l'invasion de la Belgique. Je lisais dans un récent numéro de la Revue américaine *Foreign Affairs* (1) un article d'un officier général anglais de marque, qui entre autres développe cette idée : Si l'Allemagne avait cru l'Angleterre capable de jeter en quelques semaines une grande armée sur le continent, elle n'aurait jamais déclaré la guerre. Tandis qu'elle se flattait d'avoir le temps d'écraser la France avant que « la méprisable petite armée anglaise » fût devenue une force puissante. Mgr Mathieu, dans l'article cité plus haut, dénonce le sophisme qui consiste « à croire que la guerre puisse produire la paix ». Au contraire, dit-il, chaque guerre jette, « sur le terrain où l'on s'entretue, les germes de la guerre suivante ». Rien de plus vrai pour les guerres ordinaires, entreprises pour

(1) Major General Sir Frederick Maurice : *General Pershing and the A.E.F.* (vol. IX, p. 594, juillet 1931). Sir F. Maurice n'oublie d'ailleurs pas de dire qu'inversement la course aux armements peut être cause de guerre.

les raisons ordinaires. Il ne s'ensuit pas que la paix ne puisse avoir besoin de la force. Une analogie me fera comprendre. Ne méprisons pas notre état de civilisation au point de méconnaître qu'un grand progrès a été réalisé depuis le moyen âge. La guerre entre états subsiste encore. Mais le fléau des guerres privées a disparu. L'Église lui avait opposé la Paix et la Trêve de Dieu. Ce fut une belle tentative, qui fait honneur à ceux qui l'ont conçue. Mais elle a échoué (1). Les guerres privées ont cessé quand un gouvernement central assez fort a pu les empêcher. La postérité aura peut-être peine à croire que les peuples du XX^e^ siècle, au sortir d'une épreuve qui a été cependant assez dure, aient pu ne pas se rendre compte de ceci : pour porter un coup décisif à la guerre, il faut et il suffit que deux ou trois fois un agresseur injuste ait été sévèrement châtié ; ou, mieux encore, que deux ou trois velléités d'agression se soient arrêtées devant l'obstacle infranchissable d'un front d'alliances immédiatement constitué. Mais les agresseurs auront beau jeu, tant que

(1) D'une façon générale, l'exemple du Moyen-Age n'est guère favorable à la croyance dans l'efficacité des forces morales. On se fait de grandes illusions sur l'influence de la papauté. Pour contraindre un souverain à venir à résipiscence, elle était presque toujours obligée d'employer la force : révolte soulevée ou guerre fomentée contre lui. La juridiction *ratione peccati*, dans quelle mesure saint Louis l'acceptait-il ? Il n'a jamais fait de déclaration à ce sujet. Mais ses actes éclairent sa pensée. De son temps, en 1245, au premier concile œcuménique de Lyon, le pape Innocent IV a excommunié et déclaré déchu de ses couronnes Frédéric II, empereur des Romains et roi de Sicile. Saint Louis, qui a beaucoup travaillé à réconcilier les deux adversaires, estimait sans doute qu'entre eux les torts étaient partagés. Il a continué, après le concile de Lyon, à entretenir des relations diplomatiques avec l'empereur, à lui donner ses titres, et à le qualifier de cher ami : simple formule de politesse, bien entendu. La vérité est sans doute qu'il reconnaissait la juridiction *ratione peccati*, mais se réservait d'apprécier comment le pape l'exerçait. (*Note de M. Jordan.*)

chacun dira, ce que l'on entend si souvent : « Je veux bien, à la rigueur, me battre pour mon pays, mais pas pour la Pologne, pas pour la Yougoslavie »; c'est-à-dire pas pour l'ordre européen, pas pour le respect des traités, pas pour la paix, pas pour la justice, pas pour une idée, pas pour un intérêt général : il n'y a pas d'intérêt général en Europe. Le neutralisme ainsi compris est une forme du nationalisme : chacun pour soi. Et il ne sert pas la cause de la paix. C'est du moins ce que pensent bon nombre de personnes. Et en tous cas, tant qu'il règne, il est impossible de négliger notre défense.

4) Dans beaucoup de familles, on pleure un mort de la guerre dont le souvenir est toujours présent. Les siens trouvent une consolation dans la pensée qu'il n'a pas été traîné malgré lui à l'abattoir comme un mouton bêlant, — j'ai vu comment partaient les jeunes gens, — mais qu'il a virilement accepté la mort pour une cause qui en valait la peine. Et, s'ils sont chrétiens, ils croient à la valeur du sacrifice. On les consolerait moins si on leur disait : « Il a été la victime lamentable d'un accès de folie collective duquel on ne saurait dire s'il est plus criminel, plus stupide ou plus inutile. » Certaines manières de condamner la guerre permettraient encore d'en plaindre, mais non plus d'en honorer les victimes. Je suis sûr que *Christianus* sent cette nuance, et qu'il ne voudrait pas la laisser s'effacer. Et faut-il pousser le pacifisme, comme certains, jusqu'à perdre la notion même de la vertu et du courage militaires?

5) L'Église a canonisé Jeanne d'Arc. Ceci veut dire sans doute qu'une guerre peut être juste et louable. Je ne soupçonne pas *Christianus* de le contester. Mais ce principe est-il fait pour ne jamais servir? Ne vaut-il que pour la guerre en soi? Et comment, sans paresse intellectuelle ou sans lâcheté morale, échapper à la nécessité

pratique de se former une conscience sur les guerres réelles qu'on ne peut pas empêcher d'être ou d'avoir été? Dans la dernière guerre, est-il impossible, ou indifférent, de savoir de quel côté était dans l'ensemble le bon droit? Beaucoup de Français pensent encore qu'il était du côté de leur pays, et ils répugnent vivement à adopter une attitude qui pourrait faire croire qu'ils en doutent rétrospectivement. Le pardon des injures n'exige pas que l'on prenne pour soi le rôle de coupable.

6) Enfin, mon Révérend Père, on croit que l'Europe a besoin de repos. Si c'est du nationalisme, c'en est du moins une forme paisible. On voit de gros risques à remettre dès maintenant les traités en question. Aucun homme sensé ne les proclame éternels. En tous cas, prière de ne pas attribuer une pareille sottise à un historien dont le métier est de suivre ce qui change toujours. Mais il semble qu'ils pourraient sans inconvénient assurer à l'Europe cinquante ans de paix, autant que les traités de Vienne, qui ne valaient certainement pas mieux. En cinquante ans, bien des choses s'arrangent : le temps est galant homme. Quoi qu'on en dise parfois, sans être parfaits, ils ne sont pas un monument d'iniquité. Dans cette Europe centrale à l'ethnographie si embrouillée, ils ont certainement affranchi plus d'hommes de l'oppression étrangère qu'ils n'en ont exposé à l'oppression. Vouloir les reviser, même par les voies pacifiques, c'est allumer un fagot à côté d'un baril de poudre. De là, chez beaucoup, la crainte que des questions de ce genre ne soient prématurément, imprudemment soulevées.

Peur, défiance, prudence, souci de la justice, conviction de son bon droit, voilà, mon Révérend Père, des sentiments que je trouve en moi-même, quand j'y descends, ou qu'à des doses diverses je rencontre autour de moi, beaucoup plus souvent, je dois le dire, que la haine. Je

reconnais qu'ils demandent à être surveillés. Ils peuvent conduire à la haine, mais ils ne sont pas la haine. Ils n'ont rien d'immoral en eux-mêmes. Ils sont légitimes dans la mesure où ils sont justifiés par les faits. On ne peut leur opposer des exorcismes, mais des arguments. Nous souhaiterions qu'on prît la peine de les discuter, comme on devrait toujours discuter, avec calme, avec méthode, dans un esprit scientifique, toute affirmation étant appuyée sur des références vérifiables. Ces recommandations dans ma pensée s'appliquent aux nationalistes comme aux pacifistes. En fait de mauvais procédés de discussion, les deux partis n'ont rien à s'envier l'un à l'autre. Si l'on veut au contraire un modèle, je dirais qu'on le trouverait peut-être dans la *Revue d'histoire de la Guerre*. Mais nous nous permettons de protester si l'on nous dit avec *Christianus* : « Ce n'est pas sur le terrain des faits que se situe le conflit ; c'est sur le terrain des principes (1). » Nous pensons presque exactement le contraire. Je dis nous, parce que je sais que je ne suis pas seul. *Christianus* n'est-il pas trop porté à attribuer à tout le monde sa propre nature d'esprit et sa propre formation intellectuelle, que j'ose soupçonner d'être théologique, scolastique ? Il dégage sans peine des principes dans le nationalisme ou ce qu'il appelle ainsi, et il dit : « Voilà la source du mal ! » Mais bien des gens ne partent pas de principes. Ils y aboutissent au contraire. Les principes sont pour eux un moyen instinctivement employé pour systématiser les impressions reçues des faits, bien ou mal observés et interprétés (2). Ce n'est pas parce qu'ils vivent

(1) *La Vie Intellectuelle*, 25 décembre 1932, p. 370.

(2) Même dans le cas de l'*Action Française*, on pourrait montrer, je crois, que les erreurs historiques ont une place au moins aussi grande que les erreurs philosophiques. Les théologiens s'en désintéressent : c'est tout naturel ; presque toutes les opinions histori-

dans l'idée fausse que la défiance systématique doit présider à toutes les relations internationales, que les « nationalistes » croient que l'Allemagne a envahi la Belgique, et que, depuis 1919, elle n'a cessé de frauder sur ses obligations. C'est parce qu'ils connaissent le propos sur le chiffon de papier, et parce que leurs journaux les entretiennent sans cesse des armements clandestins et de l'esprit « revanchard » des Allemands, qu'ils ont contracté cette incurable défiance qui est évidemment un des plus grands obstacles moraux à la réconciliation des deux peuples. Question de fait, et non de principe. La question de principe est celle-ci. On nous répète : « Il n'y a pas deux morales, deux charités, entre les peuples et entre les individus. » D'accord, raisonnons comme entre particuliers. Paul a toujours eu envers moi les procédés les plus corrects et les plus amicaux. Pierre a essayé de me nuire et de me tromper. Je puis et je dois lui pardonner chrétiennement, mais mes relations n'auront pas avec lui le même caractère qu'avec Paul ; et s'il faut traiter avec lui, je prendrai des précautions. *Christianus* voudrait-il soutenir que chaque homme, à chaque moment de ses rapports avec un autre, doit oublier tout ce qu'il sait de son passé ?

***

Je me trouve, mon Révérend Père, amené à ma troisième objection à *Christianus*. Je me permets de réclamer de lui des conclusions plus précises.

Il traite des questions dans lesquelles il importe doublement d'être clair : d'une part elles sont délicates et on

ques portent sur des questions théologiquement libres. Mais la question mériterait d'être examinée par quiconque voudrait vraiment analyser et « démonter » le système de l'*Action Française*.

y passe du bon sens à l'absurde par un dégradé presque insensible ; d'autre part, les Français ont les nerfs à fleur de peau. Il y a des formes de pacifisme qu'il n'accepte certainement pas. Je ne me le figure pas préconisant cette théorie très répandue : la paix par la grève des naissances. Mais où est exactement la limite de ce qu'il accepte et de ce qu'il repousse, j'avoue ne pas le voir. Or il ne fera pas difficulté de m'accorder qu'il se rencontre des nationalistes échauffés — moi j'ajoute : des pacifistes — et peu enclins aux distinctions. Il est absolument sûr, s'il ne met pas les points sur les *i*, qu'on lui prêtera des idées qu'il n'a pas. Il s'expliquera. C'est un pis-aller que d'avoir à s'expliquer. Pourquoi ne pas tâcher d'être clair du premier coup? comme si ce n'était pas le seul moyen de faire avancer une discussion.

Puis je pense aux Allemands. Entre les Terriens et les Martiens, s'il y a des Martiens, règne la paix en soi, la paix pure, la paix absolue ; à moins qu'on ne prétende au contraire que la notion même de paix n'a plus de sens entre gens qui ne peuvent avoir même l'idée et le moyen de se battre. Au contraire, entre les Allemands d'une part, les Français et les Polonais de l'autre, la réconciliation suppose l'acceptation d'une situation de fait ; l'idée de paix est inséparable de conditions de paix ; l'Alsace et le Couloir polonais doivent être à quelqu'un. Or, je lisais tout récemment (*Dossiers de l'Action Populaire*, 10 février 1933, p. 319) une déclaration émanée de la *Jeunesse Catholique* touchant le patriotisme et la paix. Elle m'a paru très noble, très raisonnable, très nuancée. Je ne crois pas qu'on puisse dire mieux, le genre étant admis, le genre de l'exposé de principes sans applications pratiques. Mais je ne m'étonnerai ni ne me scandaliserai d'apprendre que la première réaction d'un Allemand, en lisant ce document, aura été de se dire : « L'amitié des Français, c'est

très bien ; mais comment va-t-elle se manifester ? Me rendra-t-on l'Alsace ? le Couloir ? Tolérera-t-on l'*Anschluss* ? » Réciproquement qu'un Français, en présence de propos pacifiques d'un évêque allemand, hoche un peu la tête et dise : « C'est tout de même peu explicite », je vois là de l'esprit critique, de la prudence, non pas une explosion de haine satanique. Tant qu'on devra raisonnablement présumer que de part et d'autre chacun sous-entend des conditions qu'il sait bien que l'autre n'accepterait pas, il faut ramener à leur juste mesure les déclarations et les fraternisations. Elles peuvent contribuer à dégager l'atmosphère. Mais y attacher trop d'importance, c'est préparer moins la paix que des malentendus.

Et les Français ? Puisqu'on leur dit : « Votre devoir est de créer, autant que cela dépend de vous, la paix avec l'Allemagne », et puisque cette paix ne peut être inconditionnée, n'est-il pas évident qu'une question vient tout de suite aux lèvres : « Quelles seront les conditions ? » ou plutôt, puisqu'un traité existe déjà : « Les conditions imposées par la France sont-elles trop dures, et doit-on les changer ? » Si, par hypothèse, *Christianus*, si les dirigeants du mouvement pacifiste chrétien avaient une pensée de derrière la tête, un programme de concessions par lequel ils seraient d'avis d'essayer de désarmer l'Allemagne, je dirais que c'est un devoir de loyauté de nous le faire connaître. Nous aurions le droit de savoir où on veut nous amener.

Je n'en crois d'ailleurs rien (1). Si *Christianus* veut bien

(1) Je remarque cependant que l'on parle un peu trop de saint Louis. Je ne dis pas cela pour *Christianus*. S'il s'agit simplement de nous engager à imiter son esprit de justice, rien de mieux. Mais on paraît proposer à notre imitation le traité de Paris. Ceci est une autre affaire. L'acte par lequel saint Louis a réinféodé à Henri III d'Angleterre une petite partie des fiefs que Philippe-Auguste avait

me répondre, je m'attends beaucoup plutôt à ce qu'il me dise ceci : « Nous, hommes d'Église, notre rôle est de prêcher l'esprit de paix, de conciliation ; la rédaction des clauses d'un traité regarde des experts, pourvus de connaissances techniques que nous avons le droit de ne pas posséder. »

Cette distinction ne peut être poussée jusqu'au bout. Pas plus en morale internationale qu'en morale privée, le moraliste ne peut se passer de tout contact avec la réalité. L'expert ne peut davantage se passer tout à fait d'une doctrine. En gros cependant, une division du travail se conçoit. Le Pape en indique une, très analogue, dans l'Encyclique *Quadragesimo anno* : l'Église a une doctrine de morale sociale ; elle n'a pas le secret de la technique. Va donc pour la distinction ; mais à une condition toutefois. *C'est qu'on la fasse* réellement.

La faire, c'est la rappeler avec insistance, *opportune et importune*. On ne devrait jamais exhorter à la paix sans ajouter : « Le conseil que je vous donne ne se suffit pas

confisqués sur Jean sans Terre, ni en ce qui concerne les relations entre les deux souverains, ni en ce qui concerne les intérêts des populations, n'a la moindre analogie avec ce que serait aujourd'hui la cession d'une province faite par un Etat à un autre. L'inféodation d'une partie du domaine était un acte courant. Les conseillers du roi de France lui ont dit qu'il faisait une faute, jamais qu'il excédait son pouvoir. Personne n'a eu l'idée qu'il aurait fallu consulter les populations. Cela changeait infiniment moins leur sort que ne le fait aujourd'hui une annexion. Aujourd'hui nous disons pour abréger que le Couloir *appartient* à la Pologne. C'est une façon de parler. Il serait aussi vrai de dire que les habitants du Couloir ont le droit de rester Polonais. Tout le monde serait choqué si les Polonais prétendaient les rendre *malgré eux* à l'Allemagne, pour « gagner l'amitié » des Allemands. Le changement des institutions et des conceptions politiques est tel que l'acte de saint Louis est devenu littéralement *inimitable* : il serait impossible de le réaliser techniquement. Ne comparons pas des choses qui ne sont pas comparables.

à lui-même. Pour le faire passer utilement dans la pratique, il vous faudra l'adapter à une réalité que vous ne sauriez vous dispenser d'étudier pour la connaître. Jamais principe n'a pu faire qu'un fait soit ou ne soit pas. » — Mais cela va sans dire. — Cela ira bien mieux en le disant. N'oubliez pas que plus vous inculquez à des hommes un sentiment, un désir, ici le désir de la paix, et plus vous risquez de cultiver en eux le « plus grand dérèglement de l'esprit, qui est de croire les choses parce qu'on veut qu'elles soient ». Ce dérèglement ne trouve que trop facilement un allié dans la loi du moindre effort. Il est beaucoup plus facile de rester sur le terrain des principes, où tout est si simple, que de s'initier laborieusement aux faits, qui sont si complexes. Il est beaucoup plus facile de rédiger un document comme la déclaration de principes que je louais tout à l'heure que de se procurer, d'examiner, de critiquer les statistiques ethnographiques du Couloir polonais. Il est beaucoup plus facile de fraterniser avec des Allemands dans une réunion arrangée que de faire en Allemagne une enquête sérieuse et poussée. Il est beaucoup plus facile de dire : « J'aime les Allemands, que d'apprendre l'allemand. Il est beaucoup plus facile de regretter « l'ordre chrétien » du moyen âge que d'étudier, dans les sources, ce qu'était le vrai moyen âge. Il est beaucoup plus facile d'obtenir des hommes des manifestations qu'un long effort, la docilité que le travail. Et je suis parfaitement sûr, mon Révérend Père, d'être d'accord avec vous et avec *Christianus* en insistant sur la nécessité absolue qui s'impose à tous du travail consciencieux, critique et probe.

E. Jordan.

***

Défense de « Christianus »

Il nous plaît de saisir l'occasion qui nous est offerte de préciser l'orientation générale de notre Revue. Nous le faisons d'autant plus volontiers que nous savons dans quel esprit M. Jordan a écrit ces réflexions. L'un des premiers à s'être prononcé pour la reprise des relations scientifiques avec l'Allemagne et ayant toujours favorisé cette collaboration intellectuelle par ses travaux personnels comme par ses conseils aux étudiants, membre actif de *l'Association Catholique d'Études internationales*, chargé de faire un rapport sur les manuels scolaires d'histoire afin de les purger de tout nationalisme exagéré, M. Jordan n'est certes pas suspect d'être hostile aux idées de paix. Cette attitude, qu'il importait de rappeler, rend d'autant plus intéressante sa communication, qui ne fait d'ailleurs qu'exprimer les réserves de certains de nos amis.

Notre position doctrinale

Il importe donc de fixer exactement notre position.

Elle est très simple, et puisque M. Jordan résume tous ses griefs en un point : « Je reproche à Christianus... de rester beaucoup trop dans l'abstrait », faisons d'abord la lumière sur ce point qui, en effet, résume le débat.

Sommes-nous dans l'abstrait et dans la spéculation pure? Apparemment, oui, puisque nous ne prétendons

pas guider, — ni même suivre, — les techniciens dans les dernières précisions de leurs travaux.

En vérité, non, parce que la réalité que nous nous efforçons de déterminer est bien la plus concrète et la plus immédiatement pratique qui soit : l'attitude d'âme qui doit être celle d'un chrétien pour se diriger dans le monde d'aujourd'hui.

M. Jordan d'ailleurs n'y contredira pas. Ce qu'il nous reproche, c'est de ne pas tenir assez compte, dans cette formation des esprits, de l'exigence des faits et des éléments concrets de la situation telle qu'elle s'offre réellement à nous et de maintenir ainsi les esprits sur un plan un peu chimérique.

C'est un reproche injustifié, nous semble-t-il. Notre rôle, disons-nous, est de former chrétiennement des esprits, de marquer les objectifs qu'ils doivent s'efforcer d'atteindre. En langage philosophique, nous dirions que nous sommes dans l'ordre de la fin et non dans celui des moyens. Est-ce donc là poursuivre une chimère et décevoir les esprits ? Non, puisque c'est le vouloir de la fin qui commande le choix des moyens, et que, *dans ce choix même, l'orientation profonde de la volonté fera sentir son influence, jusque dans le détail de l'action.* N'oublions pas que si l'homme n'est pas le maître absolu des événements, s'il n'en dirige pas le cours à son gré, il n'en est pas non plus le jouet passif ; il agit sur eux, et son activité *libre* (M. Jordan ne le contestera pas) est un des facteurs essentiels de l'histoire.

Puisqu'il s'agit donc de diriger la vie de l'homme et celle du groupe social, il faut savoir d'abord quel est le sens de cette vie et quelle en est la fin. C'est à nos yeux la première question, car la réponse que nous y donnerons commande les solutions de tous les problèmes particuliers. Sans doute, il faut connaître les exigences des faits, mais ce n'est pas pour nous soumettre à leurs fluc-

tuations ; au dessus, en effet, il y a les exigences de la personne humaine, exigences immuables, exigences infinies, puisque notre Foi nous apprend qu'elles ne seront satisfaites qu'en Dieu.

Notre attitude, jusque dans le détail, doit être régie par cet idéal sublime.

Il importe au premier chef de ne pas le laisser s'obscurcir. Sous prétexte d'adaptation et de réalisme, ne consent-on pas trop souvent à une dégradation de l'énergie divine qui est en nous? Et dès lors il devient inévitable qu'on soit entraîné dans le tourbillon des événements, au lieu de les dominer et de les diriger.

Par conséquent, à l'encontre des techniciens, journalistes, historiens... qui n'envisagent que la politique, avec ses règles empiriques, le jeu habituel des marchandages et l'équilibre toujours chancelant des intérêts, nous estimons qu'il appartient à des religieux de dominer cette « science » politique pour rappeler les principes qui doivent régir son activité, en un mot de faire une philosophie politique, et même une théologie, car nous ne pouvons faire abstraction de la lumière de la foi.

Laissons la technique aux techniciens. Elle est nécessaire assurément, mais elle n'est par hypothèse qu'un moyen, ou un ensemble de moyens, que la fin commande et juge. Il y a des règles que nous ne méconnaissons pas, mais que d'autres, mieux que nous, sont capables de commenter et d'appliquer. Au théologien de juger la valeur du but.

Ce n'est point là faire œuvre de pur logicien. Lorsqu'on nous objecte qu' « une politique de paix ne consiste pas à construire des syllogismes, mais à manier des âmes », nous sommes pleinement d'accord. Et c'est précisément parce qu'il s'agit d'âmes que nous revendiquons hautement le droit d'intervenir pour des ministres

du Christ, et spécialement — nous n'avons pas à le cacher — pour des Dominicains voués par office au service des âmes dans leur aspiration essentielle à la vérité.

Notre position est doctrinale, nous sommes là-dessus en plein accord avec M. Jordan, mais la doctrine que nous défendons est une vie, et la préserver de tout compromis et de toute dégradation n'est pas si « facile » qu'on pourrait se le figurer.

A la lumière de ces principes, il nous est facile de suivre l'auteur de la lettre dans l'énumération, parfaitement courtoise, de ses griefs.

I

Une attitude nouvelle de l'Église?

M. Jordan voudrait d'abord attirer notre réflexion sur la nouveauté de l'attitude proposée aux catholiques, en ce qui concerne le nationalisme et l'esprit de paix. Ses souvenirs le ramènent au boulangisme, à l'antisémitisme, à l'Affaire Dreyfus, à la naissance de l'Action Française. Un entraînement général a engagé alors les catholiques dans les voies les plus éloignées de la charité chrétienne. Et nous n'oublions pas qu'il a le droit d'en témoigner, pour avoir été de ceux qui ont toujours fait entendre, au risque de déplaire et d'être méconnus, les droits de l'esprit dont nous nous réclamons.

Mais il aimerait, si nous l'entendons bien, une transition plus sagement ménagée entre l'attitude d'hier qu'il a condamnée et la position que nous nous croyons tenus aujourd'hui de proposer. Comme on a péché alors par défaut, nous pécherions aujourd'hui par excès. — Il nous semble que M. Jordan raisonne en ce point comme si le cours de l'histoire s'était paisiblement déroulé depuis cin-

quante ans et que rien n'y fût capable d'expliquer notre acte de contrition et notre ferme propos de mieux faire.

Qu'il nous permette de dire que nous ne pouvons accepter d'insérer tranquillement dans l'histoire une leçon aussi exceptionnellement grave et douloureuse que celle de la guerre. Nous voyons que le monde a été changé et qu'il n'est plus possible de retarder le changement de nos cœurs. Ce qui était jugé avant la guerre résistance méritoire à la folie belliqueuse, l'événement nous a prouvé que c'était au contraire une protestation trop timide. Disons-le tout simplement. On n'osait point alors parler de paix, et M. Jordan lui-même nous rappelle avec quelle vivacité un Brunetière prenait parti contre toute tentative favorable à l'esprit de paix. Les meilleurs d'entre nous ont fermé l'oreille aux condamnations portées par Léon XIII contre la paix armée et la course aux armements.

M. Jordan nous dit qu'il ne se souvient pas que « l'autorité ecclésiastique soit intervenue pour arrêter, modérer, diriger ». S'il veut parler de la majorité de l'Épiscopat, on trouvera dans les volumes du P. Lecanuet, dans les Mémoires de Mgr Ferrata, et dans d'autres publications, les éléments qui permettent de se former une opinion. Quant à la Papauté, il est impossible de ne pas remarquer avec quelle vigueur elle n'a cessé d'intervenir sur les points essentiels où l'attitude des catholiques lui paraissait mettre en péril le bon renom du catholicisme. L'histoire des quatre derniers pontificats ne laisse place à aucun doute sur ce point. Mais ce sont les événements eux-mêmes qui dictent à l'autorité suprême le choix des questions où faire porter son enseignement. Il était donc naturel que la guerre, et l'état de guerre latent où nous vivons, orientassent la pensée de Rome vers les problèmes, aujourd'hui prépondérants, de la paix à cons-

truire. On trouve d'ailleurs dans les écrits de Léon XIII, touchant ce grave sujet, des avertissements qui, mieux écoutés, eussent évité de grands maux. En réalité, l'orientation générale de l'Église n'a pas changé. Elle poursuit toujours la même fin.

Nous comprenons parfaitement que les générations d'avant-guerre « éprouvent une certaine peine à changer d'âme ». Mais qu'elles s'en prennent aux événements, non à l'Église. On voudrait que du moins nous en tenions compte pour montrer plus de condescendance dans l'exposé de nos idées? Nous souhaiterions pouvoir le faire, mais l'expérience prouve que, pour se faire entendre, il importe quelquefois de parler haut et clair, de ne rien atténuer de la vérité.

II

Notre attitude révèle une psychologie trop simple. C'est le deuxième grief de notre contradicteur.

Psychologie du nationalisme

A l'en croire, nous serions enclins à mettre sur le compte de la seule haine tous les mouvements de résistance à l'esprit de paix, alors qu'il serait plus juste de les attribuer à la peur, à une défiance justifiée, au souci de la justice, à la conviction de notre bon droit.

Quand nous nous interrogeons, ou que nous relisons la collection de la Revue, nous avouons ne pas trouver trace d'une psychologie aussi sommaire. Dans la mesure où les sentiments énumérés par M. Jordan sont raisonnables et légitimes, nous avons conscience de les partager, sauf la peur trop fréquemment manifestée qui nous paraît aussi

inopportune qu'à lui-même et qui a été exploitée par nos adversaires de tout pays avec une insistance que la plupart des Français ignorent.

La haine est-elle si rare au cœur des nationalistes intempérants que le croit M. Jordan ? Avouons qu'on pourrait s'y tromper, à en juger d'après la violence déployée contre tous les Français dévoués à la mise en lumière des éléments d'un droit international et à l'organisation juridique des institutions propres à assurer la paix. On la trouve aussi dans la mauvaise humeur, exaspérée parfois jusqu'à la fureur, qui accueille les objurgations pontificales. Et c'est enfin visible dans la déformation de tous les incidents internationaux. Il n'est que d'ouvrir les yeux pour suivre aussi chez nous les progrès du réveil de la « haine sacrée », ouvertement et officiellement cultivée en Italie et en Allemagne.

Si ce n'est pas la haine, c'est au moins une sensibilité exaspérée, que la raison ne domine pas — et qu'elle consent à ne plus dominer, semble-t-il —, et c'est ce qui est grave. Par réaction de sensibilité, nous portons des jugements sommaires et souvent erronés, jugements affectifs conformes à nos passions au lieu d'être dictés par notre raison. L'œuvre d'une Revue comme la nôtre doit être — en essayant d'abord d'en donner, quoique imparfaitement, l'exemple — de soumettre à la raison ces réactions spontanées et cette sensibilité nationale déréglée. Car de telles préventions incontrôlées et peut-être même délibérément consenties auraient tôt fait de se changer en haine.

Quant à la défiance, nous sommes loin de refuser le bénéfice de sa justification partielle à ceux qui ne pensent pas comme nous. Encore une fois, nous voudrions assurer ces derniers que notre résolution est aussi éloignée que possible de cette sorte d'aveuglement sentimental qu'il leur plaît de nous attribuer. Nous n'a-

vous jamais cru au mouton allemand et nous nous sentons encore moins disposés à le faire au moment où il devient enragé. Nous sommes convaincus que l'Allemagne est profondément pénétrée des doctrines de la force, qu'elle n'accepte pas l'humiliation de sa défaite, et qu'elle attend en frémissant le jour qui guérira les amputations qu'elle a subies.

Mais la question, l'unique question est de savoir si, malgré ces dispositions de notre voisine de l'Est et de l'autre voisine du Sud-Est, nous devons renoncer à tout espoir d'un état de paix et à tout effort pour l'instaurer.

La fatalité de la guerre

M. Jordan invoque en faveur du nationalisme la croyance générale à la fatalité de la guerre, et sa lettre, sauf erreur, laisse percer une certaine sympathie à l'égard de cette croyance. Pour notre part, nous nous refusons à engager l'avenir dans une prédiction aussi sombre, à l'échéance aussi rigoureuse. L'avenir, pour la guerre comme pour le reste, sera ce que l'homme le fera, et le danger de la voir déchaînée est certainement en raison inverse de l'effort déployé pour l'écarter. Cette attitude, qui nous paraît la seule raisonnable, n'implique pas que nous devions prendre nos désirs pour des réalités obtenues, et béatement rêver à Genève, sous les panoplies où nous aurons relégué tous les anciens ustensiles de la guerre.

Que la paix ait besoin de la force en attendant un meilleur âge, certes. Est-ce une raison pour ne pas désirer ce meilleur âge et tout faire pour hâter son avènement ?

Un maintenant provisoirement les mesures de prudence militaire et en souhaitant qu'elles puissent être réduites progressivement, simultanément et sous contrôle, il faut diriger tout notre effort vers des moyens de sécurité qui utilisent

les plus puissantes forces humaines, celles de l'esprit, dans une organisation juridique de la paix internationale. Cette conception étant encore mal préparée dans les faits et peu accréditée dans le public, il faut laisser passer le temps et ménager la transition. Nous n'opposons pas les seules forces morales aux forces matérielles. Nous les conjuguons, mais en marquant fortement que nous n'attendons rien, pour l'avenir, que du progrès des premières et du déclin des secondes.

Voilà notre position. Nous sommes persuadés qu'elle est inattaquable en droit et en fait.

Le sacrifice des morts

Notre psychologie se trouverait encore en défaut parce qu'en marquant la guerre d'une note défavorable, nous risquons de diminuer la gloire de nos morts, et que nous ferions croire à notre scepticisme touchant la valeur du sacrifice. M. Jordan redoute que certaines manières de condamner la guerre ne permettent plus d'en honorer les victimes. Pourquoi? La valeur et la beauté du sacrifice tiennent surtout à la générosité du consentement et au prix dont on l'a payé. Même si, aux yeux de l'historien, il y a eu « accès de folie collective », chacun des combattants garde le mérite de son sacrifice personnel délibérément accepté.

Pour tuer la guerre

Nous avons examiné, en nous demandant si nous en pénétrions le sens, l'opinion suivante, présentée comme un axiome dont la postérité ne comprendrait pas qu'on ait pu douter :

« Pour porter un coup décisif à la guerre, il faut et il suffit que deux ou trois fois un agresseur injuste ait été sévèrement châtié. »

M. Jordan semble envisager sans émotion deux ou trois guerres, alors que nous savons bien qu'une seule, entassant encore une plus haute montagne de morts, de mutilés, de ruines, conduira l'Europe à sa perte. Vainqueurs et vaincus seront précipités dans une commune détresse, après s'être mutuellement asphyxiés et brûlés par dessus la muraille de leurs armées affrontées. Il n'a été question dernièrement que de 10 millions de morts, de 2 millions de mutilés, de 2000 milliards consumés en fumée. Ce sera bien pis et cependant cela n'est rien à côté des souffrances morales imposées. N'avons-nous pas vu assez d'écroulements d'empires et de révolutions?

Ainsi deux ou trois guerres châtieraient sévèrement un agresseur injuste? Et pourquoi cet agresseur injuste ne serait-il pas vainqueur? Où voyons-nous dans l'histoire l'injustice recevoir son châtiment immédiat? N'est-il pas aussi fréquent de la voir triompher? Et l'on nous dit que, par ce moyen, nous porterions un coup décisif à la guerre!

L'Allemagne a été sévèrement châtiée en 1919. Nous apercevons-nous que la cause de la paix en ait été beaucoup avancée?

M. Jordan ajoute, il est vrai, qu'il verrait une solution encore meilleure dans la formation de solides alliances. Depuis qu'on se fie à ce moyen, peut-on constater qu'il ait porté « un coup décisif » à la guerre? Nous avouons ne pas comprendre un esprit si constamment démenti par l'expérience.

Les faits et les principes

Il nous semble plus intéressant et plus profitable de répondre à la critique qui nous est faite de partir des principes pour aller aux faits au lieu d'adopter la méthode inverse. Par exemple nous voudrions régler d'abord nos

relations avec l'Allemagne sur la base de la charité au lieu de les subordonner à la défiance conseillée par son attitude. Nous ne sommes aucunement enclins à opposer deux points de vue qui pour nous tirent leur intérêt de leur sage association. A la charité nous demandons préalablement cette disposition d'esprit qui nous maintiendra dans le sang-froid à l'égard d'ennemis et qui nous fera rechercher un moyen de conciliation. Quant à la défiance, nous emprunterons à la prudence chrétienne tout ce qu'elle peut fournir pour que notre disposition favorable ne se tourne pas en duperie et que nous ne payions pas ce moyen de conciliation au-delà de ce que permet le légitime intérêt de notre pays. En politique il est aussi dangereux de rester dans le domaine des principes que de se cantonner dans la région des faits.

Être fidèle à l'esprit dont nous nous réclamons, ce n'est pas abdiquer toute clairvoyance, c'est l'éclairer d'un rayon de charité qui lui confère tout son sens et toute sa force. L'aveuglement de la passion n'est pas une bonne condition de clairvoyance politique. Il atténue certains aspects importants, il en grossit d'autres. Il est gros d'impulsions redoutables. Aborder les faits avec nos principes, il ne nous semble pas qu'il y ait méthode plus réaliste et plus capable d'heureux résultats.

III

Où sont les conclusions pratiques ?

Un dernier reproche nous est adressé. Nous manquerions de *conclusions précises.*

Nous y avons déjà répondu en justifiant par des considérations doctrinales notre position d'ensemble. Serrons de plus près l'objection.

Parce que nous essayons de donner tout le retentissement possible et que nous voudrions marquer la plus entière fidélité aux enseignements de l'Église touchant la paix entre les nations, nous nous entendons dire à peu près ceci : A quelles conditions précises offrez-vous cette paix? Et savez-vous si ces conditions seront acceptées? Quelle solution proposez-vous pour le Couloir polonais, l'Anschluss et le reste? Si vous ne tenez pas en réserve une conclusion précise à toutes ces difficultés, ne parlez plus de paix, soutenez avec nous la nécessité de nous confier de nouveau à la sécurité militaire considérée comme unique moyen d'éviter la guerre.

Puis on ajoute : Si vous avez une pensée de derrière la tête, ce que nous ne croyons pas, si vous avez un programme de concessions, c'est un devoir de loyauté de le faire connaître.

Nous n'avons ni pensées de derrière la tête, ni programme de concessions, et pas davantage un programme de refus nettement formulés.

Nous ne faisons aucune difficulté de déclarer qu'à propos de questions d'une extrême difficulté et d'un enchevêtrement tel que chaque fil tiré peut entraîner le déchirement de toute la toile, nous n'avons aucune conclusion précise.

Mais vous non plus ; et ce qu'il y a d'inquiétant, c'est que vous croyez qu'il est possible de s'en passer. Refuser de poser le problème n'autorise pas à déclarer qu'on a donné une conclusion précise aux difficultés qui y sont incluses. Vous mettez la tête derrière le fragile rempart de la sécurité uniquement fondée sur la force, et vous dites : Il n'y a plus de problème. Les traités suffisent. Et pendant ce temps les questions s'enveniment et les problèmes appellent plus impérieusement une solution qui est de nécessité croissante.

Vous n'avez pas de conclusion, et nous n'en avons pas davantage. Notre seule ambition est de créer un état d'esprit qui rende la solution plus aisée. C'est déjà un grand gain si l'on amène les esprits à envisager les questions avec plus de charité et de justice.

« Il est plus facile, dit encore M. Jordan, de fraterniser avec les Allemands dans une réunion arrangée, que de faire en Allemagne une enquête sérieuse et poussée. Il est beaucoup plus facile de dire : J'aime les Allemands, que d'apprendre l'allemand. »

Nous en sommes d'accord. Nous n'avons jamais préconisé les solutions faciles, les attitudes sentimentales et les manifestations tapageuses.

***

Conclusion

Résumons-nous d'un mot. S'il est exact qu'en politique il faut prendre les hommes tels qu'ils sont et non tels qu'on voudrait qu'ils fussent, c'est pour mieux les élever à l'idéal qu'ils doivent atteindre. Cet idéal, nous le rappelons sans cesse afin que les hommes puissent y confronter leurs actes et les juger.

C'est d'ailleurs en se maintenant à ce niveau d'une vérité qui transcende les vérités partielles et toujours mêlées d'erreur de la vie quotidienne que nous serons capables de saisir impartialement le point de vue de l'adversaire.

Et ici il faut élargir le débat. La question du nationalisme n'est dans notre revue qu'une question parmi bien

d'autres. A toutes nous appliquons la même méthode, qui est une méthode de vérité. Elle consiste dans un effort d'intelligence sympathique à l'égard de tous les esprits, qui est la condition même d'une vraie compréhension. Chercher ce qui rapproche plutôt que ce qui divise, pour l'intégrer dans une vérité totale, tel est notre but, — et c'est notre devoir de chrétiens.

TABLE

Questions religieuses

CHRISTIANUS . . . . . Le péché d'anarchie 6
ROBERT D'HARCOURT. La trahison de la joie. . . 9

NOTES ET DOCUMENTS

Les tendances catholiques dans l'Église suédoise, par M. KARE SKREDSVIK. 23
Une Église nationale allemande? par A.-H. D. 38
La persécution au Mexique 42
A travers les revues 49

Questions politiques et sociales

CIVIS. . . . . La réhabilitation des « chiffons de papier » 56
G. COQUELLE-VIANCE. La crise mondiale et la semaine de quarante heures. 59

NOTES ET RÉFLEXIONS

Chronique politique et sociale, par J. LAPIERRE. 79

DOCUMENTS

On chôme en Allemagne. — Capitalisme, par V. DILLARD 84
A travers les revues. La nation européenne. 107

NOVITATUS ANGELICUS ROMA

Les Arts

Louis Brachet. . . . La ferronnerie en France. . 114

NOTES ET RÉFLEXIONS

Art moderne d'inspiration religieuse, par M. Brillant 124
Théâtre, par Henri Gouhier. 134
Musique enregistrée, par H. Elzière. . . . 140

Le Procès de Christianus . . 143

Le Gérant : E. Aubin. Imp. E. Aubin et Fils. — Ligugé (Vienne).